OEUVRES COMPLÈTES

DE SIR WALTER SCOTT,

TRADUITES EN FRANÇAIS

PAR A. J. B. DEFAUCONPRET.

HISTOIRE DE FRANCE

RACONTÉE

PAR UN GRAND-PÈRE A SON PETIT-FILS.

Première Série,

COMPRENANT

DEPUIS LA CONQUÊTE DE CÉSAR JUSQU'AU COMMENCEMENT DU QUINZIÈME SIÈCLE.

TOME TROISIÈME.

PARIS,

CHARLES GOSSELIN, LIBRAIRE,

RUE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, N° 9.

M DCCC XXXI.

From Mr. A. E. Richards. Apr. 5. '82

ackw.



109

OEUVRES

COMPLÈTES

DE SIR WALTER SCOTT.

HISTOIRE DE FRANCE.

Première Série.

IMPRIMERIE DE AMAND MAME,
A TOURS.

HISTOIRE DE FRANCE

RACONTÉE

PAR UN GRAND-PÈRE

à son Petit-Fils,

DÉDIÉE

PAR SIR WALTER SCOTT, bart.

à M. John-Hugh Lockhart.

TRADUITE DE L'ANGLAIS

PAR A.-J.-B. DEFAUCONPRET,

TRADUCTEUR DES OEUVRES DE SIR WALTER SCOTT.

Première Série.

TOME TROISIÈME.

PARIS,

CHARLES GOSSELIN, LIBRAIRE,

RUE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, N° 9.

M DCCC XXXI.

HISTOIRE DE FRANCE

RACONTÉE

PAR UN GRAND-PÈRE

A SON PETIT-FILS.

PREMIÈRE SÉRIE.

CHAPITRE PREMIER.

ÉDOUARD III PERD PLUSIEURS PARTISANS DANS LES PAYS-BAS, NOTAMMENT LE BRASSEUR D'ARTEVELLE, ET LES COMTES DE HAINAULT ET DE MONTFORT. — GODEFROI D'HARCOURT, FAVORI DISGRACIÉ DU ROI DE FRANCE, ÉPOUSE SES INTÉRÊTS. — D'APRÈS L'AVIS D'HARCOURT, UNE INVASION EN GASCOGNE EST RÉSOLUE ET EXÉCUTÉE. — PHILIPPE ASSEMBLE UNE ARMÉE A SAINT-DENIS, ET MARCHE A LA DÉFENSE DE ROUEN, QUI EST MENACÉ PAR LES ANGLAIS. — MANŒUVRES PAR LESQUELLES ÉDOUARD RÉUSSIT A PASSER DE LA RIVE GAUCHE DE LA SEINE SUR LA DROITE. — APRÈS DEUX JOURS DE MARCHE, ET SUIVI PAR L'ARMÉE FRANÇAISE, IL PASSE LA SOMME, ET CHOISIT UN CHAMP DE BATAILLE DANS LA FORÊT DE CRÉCI. — LES FRANÇAIS ARRIVENT. — BATAILLE DE CRÉCI.

En terminant le précédent volume, nous avons briévement rendu compte de la manière dont les troupes étaient disciplinées et

armées pendant les treizième et quatorzième siècles. Nous devons maintenant revenir au principal objet de cet ouvrage, dont le but est de donner une idée générale de l'histoire de France principalement dans ses rapports avec celle d'Angleterre.

Nous devons d'abord faire observer que les plans conçus par Édouard III pour s'établir sur le trône de France, et se venger de l'affront qu'il avait reçu de Philippe de Valois, changèrent plus souvent qu'on n'aurait dû l'attendre de la sagacité consommée de ce prince. En 1343, il en revint encore à un projet dans lequel son ayeul et lui avaient déjà échoué, et qui était d'attaquer les frontières orientales de la France, à l'aide des Brabançons, des Flamands et des Allemands. Mais, en cette occasion, au lieu d'employer l'aide des princes et des nobles de la Flandre, il eut recours aux habitans des grandes villes de ce pays, suivant à cet égard le système politique qu'avait adopté une fois Philippe le Bel, mais dont s'étaient écartés les successeurs de ce prince, qui avaient au contraire soutenu les comtes et les nobles des Pays-Bas, contre les citoyens insurgés des villes commerçantes.

Nous avons déjà dit qu'Édouard était en correspondance intime avec Jacques d'Artevelle, brasseur ayant autant de fortune que d'influence, et qui, pendant un certain temps, parut avoir à ses ordres toute la populace des grandes villes de Flandre. Par le moyen du crédit qu'il avait sur ce démagogue, Édouard avait formé le plan d'élever son fils nommé comme lui Édouard, et qui fut ensuite le célèbre prince Noir, à la dignité de comte de Flandre, en place du seigneur naturel de ce pays, Louis qui était attaché à la cause de France. Mais cette proposition répugna tellement aux plus modérés d'entre les bourgeois, quand ils en eurent connaissance, que d'Artevelle, qui avait naguères régné sur eux comme un prince, commença à faire naître autant d'horreur, qu'il avait inspiré de respect. Enfin le mécontentement des citoyens se prononça contre lui à un tel point, que ce démagogue, jadis puissant, se réfugia à Gand, accompagné d'une petite escorte de soldats du pays de Galles qu'Édouard III lui avait donnés pour lui servir de gardes. Il y fut reçu d'un air si sombre, et avec de telles menaces, qu'il fut obligé de chercher

un abri contre l'indignation populaire dans une maison que ses Gallois défendirent quelque temps. Mais la populace ayant ensuite forcé l'entrée de ce lieu de refuge, assassina elle-même son ancien favori; et avec lui périt l'espoir d'Édouard de faire son fils comte de Flandre.

1345. Édouard, à peu près à la même époque, souffrit une autre perte par la mort de son beau-frère, le comte de Hainault, jeune homme plein de bravoure, qui fut tué en cherchant à réduire les habitans révoltés de la Frise. Jean de Hainault, oncle de ce prince, devint après sa mort, ennemi d'Édouard, au parti duquel il avait été attaché jusqu'alors, mais sans en avoir été, à ce qu'il croyait, convenablement récompensé. Il quitta donc le service du roi d'Angleterre, et entra à celui du roi Philippe.

Ce fut aussi vers le même temps, suivant l'opinion de la plupart des historiens, que Jean de Montfort s'échappa de sa prison en France, ou fut remis en liberté par Philippe, par suite d'une trève préalable, et recommença la guerre en Bretagne à l'aide d'une force auxiliaire anglaise sous

les ordres du comte de Northampton. Ils firent le siége de Quimperlay, et le comte de Montfort y termina sa carrière d'infortunes, en mourant d'une fièvre devant cette ville.

Ainsi donc, au total, la perte successive de ces amis puissans, diminua les divers moyens par lesquels le roi Édouard s'était flatté de pouvoir inquiéter la France sur ses frontières orientales ou occidentales.

Cependant, durant cette même année, 1345, si fertile en événemens, Édouard fit l'acquisition d'un autre conseiller, qui quitta le parti de son ennemi, et par l'avis duquel il changea encore en grande partie la direction de ses attaques contre la France. C'était un puissant seigneur de Normandie, nommé Godefroi d'Harcourt, seigneur de St.-Sauveur le vicomte, et frère de Jean, comte d'Harcourt. Godefroi lui-même avait été autrefois aussi avant dans les bonnes graces de Philippe de Valois qu'aucun seigneur de son royaume; mais une querelle étant survenue entre lui et sir Robert Bertram, maréchal de France, le roi prit le parti du dernier avec une telle chaleur, que, s'il avait eu Godefroi en son pouvoir, on ne peut guères

douter qu'il ne l'eût traité comme le seigneur breton de Clisson, qu'il fit exécuter sur de légers soupçons, comme étant attaché au parti des Anglais. Godefroi d'Harcourt s'enfuit à temps en Angleterre, et de même que Robert d'Artois avant lui, il employa son adresse et son éloquence, et il en avait beaucoup, pour déterminer le roi d'Angleterre à faire de la Normandie, le principal théâtre de ses attaques contre la France. « C'est, lui dit Godefroi d'Harcourt, une des provinces les plus fertiles du royaume; nulle guerre n'y a eu lieu depuis deux siècles; elle est remplie de villes grandes et riches, qui ne sont protégées par aucunes fortifications redoutables; et la noblesse de Normandie est en ce moment absente de ce pays, ayant accompagné Jean fils aîné du roi, qui l'a conduite vers le sud pour faire la guerre en Gascogne. » L'exilé fit valoir en outre que la Normandie était un ancien domaine de l'Angleterre qu'on pouvait recouvrer alors sans grande difficulté; et que si elle était subjuguée, ce serait une conquête glorieuse pour le roi Édouard, particulièrement utile à l'Angleterre, par la proximité de ses côtes de celles de ce pays, et que les Nor-

mands eux-mêmes verraient sans beaucoup de peine.

1346. Encouragé par ce conseil, Édouard III se mit à la tête d'une armée considérable, qu'il annonça comme destinée à faire la guerre en Gascogne. Mais lorsqu'on fut embarqué, au lieu de faire voile de ce côté, le roi fit gouverner vers les côtes de la Normandie, et débarqua à la Hogue. Informé que son ancien ennemi avait réussi dans son nouveau projet d'envahir la France de ce côté, Philippe ne manqua pas d'assembler toutes les forces de son royaume, et d'y joindre celles de ses alliés, Jean de Luxembourg, le vieux roi de Bohême, son fils Charles, élu empereur d'Allemagne, le duc de Lorraine, Jean de Hainault, autrefois allié du roi d'Angleterre, Louis comte de Flandre, et Jacques roi titulaire de Majorque. Le pouvoir de quelques uns de ces princes ne répondait pas tout-à-fait à leurs titres; cependant, avec leur secours et celui de ses sujets et de ses grands vassaux, Philippe se vit à la tête d'une armée puissante et pleine de bravoure, ce qui lui inspira la résolution de jurer qu'Édouard ne retournerait pas dans son pays sans une

bataille, dans laquelle il serait suffisamment puni du carnage, des déprédations et des actes de violence, qu'il exerçait en ce moment dans le royaume de France. La plus grande partie de l'armée de Philippe se réunit à Saint-Denis, près de Paris, mais le roi lui-même, prenant le commandement des troupes qui se trouvaient en état de marcher sur le champ, descendit sur les bords de la Seine pour aller défendre Rouen, capitale de la Normandie, que les Anglais menaçaient.

Cependant Édouard divisa son armée en trois corps. Il prit lui-même le commandement du premier, plaça le second sous les ordres du comte de Warwick, et mit à la tête du troisième Godefroi d'Harcourt. Le roi employa aussi ce dernier comme principal maréchal de l'armée pendant toute cette expédition, dont ses conseils avaient été la première cause. Les Anglais, comme Godefroi l'avait prédit, trouvèrent les villes de Normandie riches et mal défendues; de sorte qu'ils y firent beaucoup de butin sans courir de grands dangers. Mais, comme c'est l'usage en pareil cas, la perte des malheureux habitans excéda de beaucoup le gain

que firent les Anglais. La ville de Caen, pleine de marchandises et de richesses de toute espèce, fut prise d'assaut, après avoir fait une telle résistance, qu'Édouard courroucé d'une défense si obstinée, l'aurait réduite en cendres si l'intervention de Godefroi d'Harcourt ne l'eût détourné de cet acte de violence.

Tandis que la Normandie éprouvait ce traitement sévère de la part des troupes de terre qui étaient dans l'intérieur du pays, la flotte anglaise s'occupait avec autant d'activité à piller, à dévaster et à bruler les ports de mer sur la côte, et tous les bâtimens qui s'y trouvaient. Le monarque anglais s'avança de cette manière le long de la rive gauche de la Seine, dans le dessein d'attaquer Rouen, capitale de la Normandie. Philippe de Valois l'empêcha d'exécuter ce projet, en marchant au secours de cette ville, comme nous l'avons déja dit. La Seine séparait alors les deux armées et tous les ponts ayant été rompus, aucune des deux armées n'osa passer ce fleuve pour attaquer l'ennemi, de peur de donner l'avantage aux troupes qui garnissaient l'autre rive. Le roi de France surtout était disposé

à retarder l'instant d'une action générale, parceque, sachant qu'il avait une grande supériorité de nombre, il espérait avec raison que l'armée d'Édouard, ne pouvant traverser la Seine, se trouverait entourée de l'autre côté, et forcée de combattre avec désavantage.

Cependant les habitans de Paris étaient dans les plus grandes alarmes, sachant que l'armée anglaise était si près d'eux, et craignant de voir leur ville ensanglantée par les exécutions militaires qui accompagnaient la marche d'Édouard; car ce prince ne s'était pas fait une réputation de clémence. Le roi Philippe eut quelque peine à les convaincre que la mesure qu'il avait prise de marcher sur la rive droite de la Seine, ce qui avait l'air de laisser la route de Paris ouverte aux Anglais s'ils continuaient à suivre la rive gauche, était par le fait le moyen le plus sûr de couvrir la capitale.

Il devint pourtant bientôt évident qu'Édouard n'avait nul dessein contre la capitale de France; car ce monarque ayant fait un mouvement soudain vers Poissy, y répara le pont qui n'avait été détruit qu'im-

parfaitement, et, par un habile manœuvre militaire, traversa la Seine, et marcha à l'orient vers la Flandre, il se tira ainsi de l'embarras dans lequel Philippe le croyait.

Quand le monarque anglais fut arrivé sur la rive droite de la Seine, les incendies allumés par les soldats dans leur marche destructive jetèrent de nouveau l'alarme dans la capitale; mais les Anglais après avoir défié le roi de France d'accepter sur le champ le combat, marchèrent vers Beauvais, dont ils brulèrent les faubourgs. S'éloignant de cette manière de l'armée française, Édouard continua à marcher rapidement vers la Flandre, suivi de près par le roi Philippe et son armée.

Mais après une marche d'un jour ou deux, le monarque anglais se trouva de nouveau embarrassé dans les filets que son ennemi tendait autour de lui. La marche des Anglais fut arrêtée par la Somme, rivière très-profonde, qu'on ne peut passer en aucun endroit, et sur laquelle tous les ponts avaient été rompus. Attendre l'arrivée de l'armée française si nombreuse, lorsqu'on avait en face une rivière qu'on ne pouvait

traverser, c'eût été s'exposer à de grands risques. Le roi d'Angleterre désirait donc vivement trouver le moyen de passer la Somme, quoique un noble seigneur français, nommé Gondemar de Fay, fût sur l'autre rive, à la tête des gentilshommes d'Artois et de Picardie, dans le dessein de défendre le passage, qui devait toujours être au moins dangereux, quand il s'agissait de traverser une rivière asssez voisine de la mer pour se ressentir de la marée, et qu'on avait derrière soi une armée supérieure. Ayant cherché à obtenir des informations parmi les prisonniers français sur les moyens d'effectuer ce passage, et ayant offert la liberté pour lui et pour trente de ses compagnons à quiconque lui indiquerait un endroit guéable, Édouard reçut d'un de ses captifs l'avis suivant : « Sachez sire, que pendant le reflux qui arrive deux fois en douze heures, les eaux de la Somme deviennent assez basses pour que les hommes et les chevaux puissent la traverser sans danger, à un gué où je puis vous conduire. En cet endroit, le lit de la rivière est ferme et dur, et étant composé de craie et d'autres matières semblables, on appelle ce gué

Blanchettaque, c'est-à-dire Eau Blanche. »

Enchanté de cette nouvelle, Édouard conduisit son armée vers ce gué, mais comme la marée montait encore, il fut obligé d'y attendre une heure ou deux. Pendant ce temps, Gondemar de Fay, voyant le dessein des Anglais, rangea ses troupes, montant à environ douze mille hommes, sur la rive opposée, résolu à disputer le passage aux ennemis. Mais dès que le gué fut devenu praticable, le roi Édouard, ayant ordonné à ses maréchaux d'entrer dans la rivière, s'écria à haute voix : « Qui m'aime, me suive ! » et il se jeta dans la Somme un des premiers, son armée le suivant en bon ordre. Malgré une opposition vigoureuse de la part des Français, qui défendirent l'autre rive, ils furent obligés de battre en retraite, après avoir perdu deux mille hommes d'armes, et la plus grande partie de leur infanterie qui n'eut pas le moyen d'échapper aux cavaliers anglais, quand ils eurent effectué le passage.

C'était une manœuvre très-délicate et fort importante pour les Anglais, car l'armée de Philippe les suivait de si près, que l'avant-garde des Français attaqua l'arrière-

garde d'Édouard, et lui fit essuyer quelque perte, avant qu'elle eût pu traverser la rivière. Philippe lui-même arriva bientôt après, et, s'étant livré à l'espoir que les Anglais ne découvriraient pas le gué de Blanchettaque, ou que le passage en serait efficacement défendu par Gondemar de Fay, il fut tellement piqué de voir que le roi d'Angleterre s'était encore soustrait à la nécessité d'accepter le combat lorsque les chances étaient contre lui, qu'il accusa injustement ce seigneur de déloyauté et de trahison, pour n'avoir pas mieux défendu son poste.

D'après l'avis de ses meilleurs officiers, le roi de France consentit à ne pas traverser la rivière pour suivre les ennemis, de crainte que les Anglais ne fissent volteface, et ne l'attaquassent pendant le passage. Faisant marcher son armée vers Abbeville, il jugea plus prudent de s'assurer du pont qui est sur la Somme, en cette ville, d'y passer un jour pour laisser à ses troupes le temps de se reposer, et aux renforts qui lui arrivaient, celui de le rejoindre, après quoi il se remettrait à la poursuite des Anglais. Ce fut ainsi que Philippe passa la journée

du 25 août, d'après les conseils qui lui avaient été donnés.

Pendant ce temps, le roi Édouard, se trouvant sur un terrain convenable pour combattre les ennemis, déclara qu'il ne se retirerait pas plus avant, mais qu'il livrerait bataille à Philippe de Valois, quelle que pût être l'inégalité du nombre. « Ce comté de Ponthieu, dit-il était l'héritage légitime de ma mère (1), la reine Éléonore; je le réclame aujourd'hui comme m'appartenant; et que Dieu défende le bon droit ».

L'endroit où il fit cette déclaration, était un terrain découvert, nommé la Forêt de Créci, nom devenu mémorable par les événemens de la journée suivante. L'armée anglaise y fut rangée en bataille en trois divisions, pour attendre l'arrivée des Français.

Dans la première se trouvait Édouard, prince de Galles, alors dans sa seizième année, mais doué d'un courage et d'une force bien au-dessus de son âge, et dont les historiens ont dit que peu d'hommes ont fait plus d'exploits héroïques pendant le

(1) Il ne faut pas prendre ce mot *mère* à la lettre. Éléonore était trisaïeule du père d'Édouard III. — Note du Trad.

cours de si peu d'années. Beaucoup de guerriers vétérans furent placés sous les ordres du jeune prince, qui se trouva ainsi au premier rang dans la bataille : mais lord Warwick et lord Jean Chandos étaient spécialement chargés par son père du soin de le guider dans toutes les difficultés et de le défendre. Sa division était composée de huit mille hommes d'armes, quatre mille archers, et six mille Gallois.

La seconde division montait à huit cents hommes d'armes, deux mille quatre cents archers, et quatre mille hommes armés de *bills*.

La troisième et dernière, commandée par le roi lui-même, se composait de sept cents hommes d'armes, six mille archers, et quatre mille hommes armés de *bills*. Le total de l'armée anglaise formait probablement environ trente mille hommes.

Ces trois divisions furent rangées dans l'ordre qu'elles devaient conserver pendant la bataille, après quoi on leur distribua des vivres, et on leur ordonna de prendre du repos sur l'herbe, sans quitter leurs armes. La nuit était chaude, et cet intervalle de repos suffit pour ranimer et rafraîchir des trou-

pes fatiguées par une longue marche, pendant laquelle leur nourriture n'avait pas été abondante. Les soldats étaient pleins d'ardeur et de gaieté, et quoiqu'ils sussent qu'ils étaient fort inférieurs en nombre, cette réflexion, loin de les porter à douter de l'événement de la journée, ne faisait que les engager à donner une attention plus scrupuleuse aux ordres de leurs officiers, sous la conduite desquels ils espéraient remporter la victoire. La présence de leur monarque plein d'expérience, et de son fils bouillant de courage, remplissait l'armée d'espoir et de confiance.

Le lendemain fut la journée mémorable du 26 août 1346. L'armée anglaise se leva de très-bonne heure, et se trouva dans le même ordre où elle avait été rangée le soir précédent.

Les troupes françaises furent quelque temps à arriver. Pendant cet intervalle, le roi Édouard, pour augmenter l'enthousiasme de ses soldats, conféra l'ordre de la chevalerie au prince de Galles et à un grand nombre de jeunes seigneurs, compagnons de l'héritier présomptif du trône, ne doutant pas qu'ils ne se comportassent dans le

combat de manière à mériter leurs éperons, c'est-à-dire à se montrer dignes de la distinction qu'ils avaient reçue par leur admission dans l'ordre de la chevalerie, dont les éperons étaient l'emblême.

26 août 1346. Dans la même matinée, le roi Philippe passa son armée en revue au lever du soleil, fit sortir ses troupes de la ville d'Abbeville, où elles avaient passé la nuit, et, avec plus de hâte que de précaution, il s'avança contre les Anglais, qui étaient à une distance de trois ou quatre lieues.

Bien des circonstances contribuèrent à augmenter la confiance du roi Philippe, et à inspirer à son armée des sentimens qui allaient jusqu'à la présomption. Depuis plusieurs semaines, les Français avaient eu en campagne la supériorité sur l'ennemi; et depuis le passage de la Seine, et celui de la Somme à Blanchettaque, le but des Anglais avait été d'éviter l'engagement qui allait avoir lieu. La cavalerie française avait aussi reçu un renfort puissant, par l'arrivée d'Amédée, comte de Savoie, qui, la veille même de la bataille, avait joint Philippe avec mille lances, qui ajoutèrent beaucoup à la supériorité que ce monarque avait dé-

jà. Ces circonstances encourageantes inspirèrent aux officiers comme aux soldats une confiance imprudente qui se fut irritée du moindre délai; ce qui était assez naturel à des hommes qui supposaient qu'ils étaient à la poursuite d'un ennemi fugitif.

Les mouvemens de cette grande armée furent donc précipités, comme si elle eût poursuivi des fuyards, au lieu de marcher à une bataille. Cependant tous ne partageaient pas les vives espérances qui dictaient cette marche accélérée. Un guerrier, vétéran allemand, qui avait été envoyé en avant pour reconnaître la position de l'armée anglaise, recommanda fortement au roi Philippe d'ordonner une halte générale, et de remettre la bataille au lendemain. « Les Anglais, lui dit-il, ont pris du repos dans une position qu'ils ont choisie avec prudence, et sans contredit ils ne se retireront qu'après une résistance désespérée. Vos soldats sont fatigués de la longue marche qu'ils ont faite ce matin en venant d'Abbeville; la rapidité de leur marche a mis la confusion dans leurs rangs; et ils combattront avec beaucoup de désavantage des ennemis rangés en bon ordre et à qui

le repos et la nourriture ont rendu toutes leurs forces ».

Le roi de France écouta favorablement ce conseil dicté par l'expérience, et exprima le désir de le suivre, en faisant faire halte à son armée toute la journée, et en remettant la bataille au lendemain. Mais le mauvais destin de la France avait décidé que ce projet ne serait pas mis à exécution. Les troupes qui formaient l'avant-garde des Français, s'arrêtèrent à la vérité, quand l'ordre leur en fut donné; mais celles qui les suivaient, continuèrent à marcher en répétant cette vaine bravade: « Qu'ils ne s'arrêteraient que lorsqu'ils seraient sur le même rang que les plus avancés ». De cette manière ils épuisèrent leurs forces et leur ardeur, et mirent la confusion dans leurs rangs, la plupart brandissant leurs sabres, en s'écriant follement: « A l'attaque! à l'attaque! Tue! tue! » avant même qu'ils fussent en vue de l'ennemi. Arrêter des soldats emportés par cet élan d'enthousiasme, était une chose impossible.

Le roi Philippe, forcé ainsi à livrer bataille par l'indiscipline de ses propres troupes, avait divisé son armée en trois corps.

Le premier sous les ordres du roi de Bohême, secondé par Charles de Luxembourg, élu empereur d'Allemagne, et par Charles, comte d'Alençon, frère du roi Philippe, jeune prince plein de bravoure, mais n'ayant pas moins de témérité. Les arbalètriers gênois, au nombre de quinze mille, furent tous placés dans cette division. Les Français les regardaient comme en état de faire face aux archers anglais, et espéraient que la décharge de leurs traits au commencement de l'action, débarrasserait le champ de bataille de cette partie formidable des forces anglaises. Il s'y trouvait aussi plus de vingt-neuf mille hommes pour les soutenir.

La seconde division était commandée par le roi Philippe lui-même. On y voyait sa grande bannière déployée, et il était entouré de six mille hommes d'armes, et de quarante mille hommes d'infanterie. Le vieux roi de Bohême, aveugle, fut ensuite placé dans cette seconde division, ainsi que Jacques, roi titulaire de Majorque.

Enfin, la dernière division de l'armée française était conduite par le comte de Sa-

voie, ayant avec lui cinq mille lances, et vingt mille hommes d'infanterie.

Ces trois grands corps paraissent avoir été divisés inégalement, probablement à cause de la confusion qu'une marche trop rapide avait sans doute jetée dans l'armée française, ce qui rendait difficile de transmettre des ordres et de les exécuter.

Lorsque les Génois s'approchèrent de la position des Anglais, ces étrangers, qui formaient l'avant-garde de l'armée française, donnèrent des signes de fatigue, ayant fait trois grandes lieues, chargés de leurs lourdes arbalètes. Quand l'ordre fut donné « de commencer la bataille au nom de Dieu et de S. Denis, » les Italiens y répondirent par des remontrances, et dirent qu'ils avaient besoin, pour cette journée, de se reposer plutôt que de combattre. Cette réponse irrita le comte d'Alençon, qui commandait cette division, et il s'écria avec un ton de mépris : « On a un grand secours à attendre de ces drôles, qui vous manquent ainsi au besoin. » L'ordre d'attaquer fut donné une seconde fois, et ils obéirent.

Quelques accidens singuliers dans l'at-

mosphère semblèrent annoncer alors la grande et sanglante bataille qui allait avoir lieu sur la terre. Un nuage épais, chargé de tonnerre, obscurcit le soleil comme une éclipse, et avant que l'orage éclatât, un grand nombre de corbeaux et de corneilles, poussés par l'ouragan, passèrent au-dessus des deux armées. Un orage violent, quoique de peu de durée, accompagné d'une forte pluie et de beaucoup de tonnerre, empêcha pendant une demi-heure le combat de s'engager. Enfin le temps s'éclaircit, le soleil se remontra, et il darda ses rayons sur le dos des Anglais et dans les yeux des Français.

Les Génois, s'approchant alors de la division du prince de Galles, se mirent à sauter et à pousser de grands cris, croyant intimider les Anglais par ces symptômes d'une attaque prochaine. Mais les archers du roi Édouard tinrent bon, grâce à la manière dont leurs rangs étaient disposés en forme de herse, de sorte que les uns en tirant pouvaient soutenir les autres, comme c'est l'usage dans les carrés de mousqueterie dans les guerres modernes. Les Génois avancèrent, en sautant et en criant une seconde fois, mais sans faire plus d'impres-

sion sur les Anglais que la première. Ils avancèrent une troisième fois, sautèrent et crièrent encore, et commencèrent alors à se servir de leurs arbalètes. Les Anglais, qui semblaient n'attendre que le commencement des hostilités, firent tous un pas en avant, et lancèrent leurs flèches avec tant de rapidité qu'on aurait dit un orage qui fondait tout-à-coup sur la terre. Cette grêle continuelle de flèches répondit si bien aux volées des traits des Génois, que ceux-ci ne purent conserver leur position. Leurs cordes avaient été mouillées par la pluie pendant l'orage, tandis que les arcs des Anglais en avaient été préservés par des étuis qu'ils portaient à cet effet. Enfin huit ou dix flèches étaient décochées pendant qu'un seul coup d'albalète partait. Toutes ces circonstances avantageuses aux archers anglais rendirent impossible aux Génois de leur résister, de sorte que ce corps nombreux d'Italiens perdit courage; et coupant les cordes de leurs arbalètes, ou jetant leurs armes afin d'avoir un prétexte pour cesser de combattre, ils se précipitèrent en désordre sur le reste de l'avant-garde, et notamment sur les hommes d'armes, qui

étaient destinés à les soutenir. La confusion qu'ils occasionnèrent ainsi dans les rangs de l'armée française devint irréparable ; les arbalétriers, en se repliant ainsi, empêchaient la marche régulière des chevaliers et des écuyers, de qui devait surtout dépendre le sort définitif de la journée, surtout après la fuite des Génois. Le roi de France ajouta à la confusion en ordonnant à la cavalerie de charger, sans égard pour les arbalètriers, qui n'étaient plus qu'une multitude confuse de fuyards bouchant le chemin à l'armée française. « Tuez-moi ces paysans, s'écria-t-il, puisqu'ils ne font que nous gêner. » Et les hommes d'armes Français avancèrent au grand galop sur les malheureux Italiens, dont un grand nombre furent foulés aux pieds et écrasés par ceux dont ils étaient les auxiliaires, tandis qu'en même temps les rangs de la cavalerie se séparaient en désordre, en passant sur le corps des arbalètriers.

Cependant les archers anglais continuaient à faire pleuvoir leurs flèches sans un instant de relâche, tant contre les Génois qui fuyaient que contre les hommes d'armes français qui s'efforçaient d'avancer,

et ils augmentaient ainsi la confusion qui régnait dans l'armée Française. Un grand nombre des plus braves chevaliers français périrent sur le champ de bataille, quoiqu'il eût été facile de les faire prisonniers, parce qu'Édouard avait strictement défendu qu'on n'en fît aucun pendant l'action, de crainte que le désir de s'assurer de leur personne, ne portât ses soldats à quitter leurs rangs. Les palefreniers et les valets de camp eurent donc la tâche de dépêcher à coups de couteaux ceux qui étaient tombés, et leurs mains ignobles versèrent le sang illustre de bien des chevaliers.

Cependant, malgré la perte que fit éprouver cette horrible mêlée, le courage du comte d'Alençon et la bravoure naturelle des chevaliers français les poussèrent en avant. Une partie d'entre eux, s'étant enfin débarrassés des infortunés Génois, passèrent le long de la ligne des archers qui leur firent souffrir une grande perte, et arrivèrent enfin sur leur flanc droit, où était le prince de Galles, à la tête de ses hommes d'armes. Les Français y furent reçus si vigoureusement, que la majeure partie furent désarçonnés et tués. Mais à peine les an-

glais avaient-ils remporté cet avantage, que trois autres escadrons français et allemands se précipitèrent du même côté avec une telle fureur qu'ils se frayèrent un chemin à travers les archers qui n'avaient que des moyens imparfaits pour résister à la cavalerie, et ils se dirigèrent au grand galop vers l'endroit où était stationné le jeune et vaillant prince. Le comte de Warwick prit sérieusement l'alarme, car il se persuada que les étendards du roi de France et de sa nombreuse armée suivaient ces cavaliers. Dans cette croyance, Warwick et Chandos dépêchèrent des messagers au roi, pour lui demander d'envoyer du secours à son fils. Le dialogue suivant eut lieu entre le monarque et les messagers :

« Mon fils est-il mort, blessé, ou renversé de cheval ? » demanda Édouard.

« Non, grâce à Dieu, » répondirent les messagers ; » mais il a besoin de secours.

« Eh bien, » répliqua Édouard, « je n'en ai pas à lui donner. Qu'il se comporte en homme, et qu'il se montre aujourd'hui digne de l'ordre de la chevalerie qu'il a reçu. Il faut qu'il gagne ses éperons dans cette bataille. »

Cependant un fort détachement d'hommes d'armes, envoyé par les comtes d'Arundel et de Northampton, qui commandaient la seconde division, avait tiré le prince Édouard de son embarras momentané. Les archers anglais, ouvrant alors leur centre, offrirent à leur cavalerie un libre passage pour se précipiter sur celle des Français qui était déjà en désordre. L'attaque furieuse des Anglais y augmenta encore la confusion, et les guerriers français les plus expérimentés commencèrent à désespérer de la journée. Le roi de France combattit lui-même avec la plus grande valeur, fut blessé et désarçonné plusieurs fois, et il aurait probablement péri sur le champ de bataille, si Jean de Hainault ne l'en eût emmené de force. De sa nombreuse armée, soixante hommes seulement suivirent le roi dans sa retraite, et il arriva avec eux à l'entrée de la nuit, au château de Broye. Quand celui qui en gardait la porte, lui demanda qui il était, « la fortune de la France, » répondit Philippe. C'était peut-être un reproche secret qu'il faisait à ceux qui le surnommaient *le Fortuné*, épithète qui ne convenait guères à sa situation ac-

tuelle, et qui, comme son propre exemple le prouve, se trouve souvent démentie, quand on la donne à quelqu'un avant sa mort.

On dit généralement que le roi de Majorque fut du nombre des morts, et il périt dans cette bataille un nombre prodigieux de princes, de comtes, de seigneurs et d'hommes de haut rang. Mais parmi tant d'illustres victimes de la guerre, la mort la plus remarquable fut celle de Jean, roi de Bohême, vieillard presque aveugle, et qui par conséquent n'était guères propre à prendre part personnellement à un combat. Lorsque tout parut perdu, le vieux roi demanda son fils Charles qu'on ne voyait nulle part, et qui, dans le fait, avait été obligé de se retirer du champ de bataille. Le père, ne recevant pas une réponse satisfaisante des chevaliers qui l'entouraient, leur dit : « Messieurs, vous êtes mes chevaliers et mes fidèles sujets, conduisez-moi assez avant dans la mêlée pour que je puisse donner un bon coup de sabre. »

Pour satisfaire ce désir, que ceux qui l'environnaient regardèrent comme l'effet du désespoir, quatre fidèles chevaliers ré-

solurent de partager le sort de leur maître, plutôt que de le laisser périr seul. Ces serviteurs dévoués attachèrent les rênes du cheval du vieux roi à celles des leurs, et se précipitant avec lui dans le plus fort de la mêlée, ils y périrent tous après avoir fait des prodiges de valeur. On les trouva le lendemain à l'endroit où ils avaient été tués, les rênes de leurs chevaux encore attachées ensemble.

Ainsi se termina cette journée célèbre. Il resta sur le champ de bataille de Créci, deux rois, onze princes, quatre-vingts seigneurs bannerets, douze cents chevaliers et plus de trente mille soldats.

Édouard et son fils se revirent à la lueur des torches après la bataille. « Vous avez dignement gagné vos éperons, » dit le roi, « persévérez dans la carrière que vous avez commencée, et vous deviendrez l'honneur le plus illustre du noble royaume dont vous êtes le digne héritier. »

La bataille de Créci fut une des plus grandes victoires qu'ait jamais remportées un roi d'Angleterre, et Édouard se prépara à en profiter de manière à pouvoir en retirer un avantage durable.

CHAPITRE II.

Édouard prend la résolution de s'assurer une possession permanente en France, en se rendant maître de Calais. — Siége de cette ville. — Guerre en Bretagne. — Siége de Roche-Derien. — Édouard et Philippe désirent obtenir l'alliance des Flamands. — Le peuple de Flandre favorise Édouard, et le comte, Philippe. — Tentative de Philippe pour faire lever le siége de Calais. — Elle échoue, et les citoyens sont forcés de capituler. — Noble conduite d'Eustache de Saint-Pierre, et de cinq autres bourgeois qui se livrent à Édouard pour sauver leurs concitoyens. — Édouard ordonne leur exécution, mais ils sont sauvés par l'intercession de son épouse, la reine Philippe. — Mesures prises par Édouard pour s'assurer la possession de Calais. — Aymery de Pavie, sénéchal du château de Calais pour le roi d'Angleterre, traite avec Geoffroi de Charni pour livrer la place aux Français, moyennant une somme d'argent. — Découverte de sa trahison. — Il fait sa paix avec Édouard, en s'engageant à lui livrer Geoffroi. — Ce chevalier venant pour prendre possession du château, Aymery reçoit la somme convenue, et fait tomber Geoffroi dans une embuscade des Anglais, où sire Gaultier Mauny le fait prisonnier. — Manière dont Édouard traite les prisonniers. — La peste ravage la France et l'Angleterre. — Godefroi d'Harcourt se soumet au roi de France. — Mort de Philippe.

Le résultat qu'Édouard se promit de sa grande victoire, fut de pouvoir mettre à exécution le plan de Godefroi d'Harcourt, pour s'établir d'une manière solide en Nor-

mandie. Le butin et la dévastation avaient paru jusqu'alors être son seul but, mais son projet secret était d'obtenir en France quelque possession permanente, aussi voisine que possible de l'Angleterre, et qui pût faciliter à l'avenir ses desseins de conquêtes dans ce royaume. Il savait que la défaite que venait d'essuyer Philippe le mettrait long-temps hors d'état de se remettre en campagne, et il résolut de profiter de sa victoire pour assiéger Calais, port de mer riche et bien fortifié, et situé en face de la côte d'Angleterre, dont il est à peine à la distance de quatorze milles. Il était clair que si les Anglais pouvaient se rendre maitres de cette place, le pays plat et marécageux qui entoure Calais, permettrait aisément de fortifier cette ville; et l'Angleterre, par sa proximité et par la supériorité de sa puissance navale, aurait toujours le moyen de la secourir, si elle était assiégée. Le roi Édouard alla donc camper devant Calais avec son armée, peu de temps après la bataille de Créci, et chercha par tous les moyens qui étaient en son pouvoir à en abréger le siége.

Pendant ce temps, Philippe de Valois

faisait tous ses efforts pour se procurer le moyen de réparer le désastre de Créci, il rappela de Gascogne son fils, le duc de Normandie, qui y était occupé avec un corps d'armée considérable, tant à faire le siége d'Aiguillon qu'à s'opposer au comte de Lancastre, auparavant comte de Derby, qui, depuis deux campagnes, ne l'avait pas laissé rester dans l'inaction. La retraite du duc de Normandie laissa l'ouest de la France presque à la disposition du noble comte, dont les soldats étaient tellement rassasiés de butin, qu'ils ne faisaient presque aucun cas des plus riches marchandises, et qu'ils ne voulaient plus que de l'or, de l'argent ou des plumes telles que les soldats en portaient alors à leurs casques.

Tandis que Philippe, dans cette crise funeste abandonnait ainsi une partie de ses domaines pour sauver le reste, il s'efforçait par tous les argumens possibles, et surtout par l'avance de sommes considérables, de déterminer les Écossais et leur roi David II, à déclarer la guerre à l'Angleterre, espérant que cet incident forcerait Édouard de renoncer au siége de Calais. Le roi d'Écosse et son peuple prirent donc malheu-

une seconde attaque le lendemain soir, quand on pouvait supposer que les Français, à qui leur victoire devait inspirer de la sécurité, ne seraient pas sur leurs gardes. Ils obtinrent un succès complet dans cette tentative inattendue. Les Français furent surpris et complétement défaits, et leur général, Charles de Blois, devint prisonnier de sa vaillante ennemie, Jeanne de Montfort.

Cependant une héroïne semblable parut dans la famille de Charles de Blois. Son épouse, femme pleine de résolution, entreprit de continuer la guerre qui, sans cela, se serait terminée par suite de la captivité du comte.

1347. Pendant ce temps, les deux monarques rivaux ne restaient pas dans l'inaction. Le roi Philippe, qui avait déjà tenu un parlement dans lequel il avait obtenu de ses pairs et de ses vassaux de le seconder de tous leurs efforts, s'occupait à lever une forte armée, avec laquelle il se proposait de forcer Édouard à lever le siége de Calais. Il fit les derniers efforts pour tirer d'anciens receveurs et percepteurs de taxer les sommes dont ils étaient encore comptables. Il

établit de fortes impositions sur le clergé aussi bien que sur les laïques, et en exigea le paiement avec la plus grande rigueur. Il demanda même aux moines de St.-Denis un crucifix d'or massif, offrande faite par la dévotion d'un de ses prédécesseurs. Mais les moines lui répondirent que ce crucifix ne pouvait être pris ni employé à des usages séculiers, sans mettre dans un danger inévitable l'ame de quiconque prendrait part à ce sacrilége; et Philippe, même en ce moment de nécessité urgente, fut obligé de se contenter de cette réponse.

L'amitié des Flamands était également importante aux deux rois dans cet instant de crise; et dans la Flandre, les sentimens du peuple et ceux du prince étaient divisés comme auparavant. Les villes libres et leurs habitans avaient une forte prédilection pour l'Angleterre, et ils avaient arrangé dans leur esprit que leur jeune comte épouserait la fille d'Édouard III, la belle Isabelle, princesse d'Angleterre. Mais le jeune comte n'était pas disposé à ce mariage, et il penchait vers une alliance avec la France, d'autant plus que son père, fidèle allié et vassal de Philippe de Valois, avait perdu

la vie en combattant pour lui à la bataille de Créci. Les Flamands opiniâtres, voyant que leur comte n'était pas disposé à adopter le système politique qu'ils lui recommandaient, s'emparèrent de sa personne, et lui déclarèrent que la liberté ne lui serait rendue qu'autant qu'il consentirait à s'allier avec l'Angleterre, et à épouser la princesse Isabelle. Le jeune comte, se voyant si rudement traité par ses sujets, résolut de dissimuler, et il eut l'air de consentir à ce qu'ils désiraient, au point de se rendre au camp du roi Édouard, devant Calais, avec un cortége de Flamands, qui semblaient agir comme ses tuteurs, et dont il ne contrariait en rien la volonté. Édouard lui fit le meilleur accueil, et daigna même s'excuser près de lui de la mort de son père, en en parlant comme d'un évènement qu'il n'avait pas été en son pouvoir de prévenir. Le jeune comte se trouva ainsi en grande faveur près du monarque anglais, et fit la cour à la princesse Isabelle avec le même soin que si ses attentions eussent eu un objet sérieux. Il nourrissait pourtant en secret le dessein de recouvrer sa liberté; et comme il lui avait été permis

de chasser au faucon, il profita du moment où il semblait se livrer à ce divertissement pour partir au grand galop, et il alla se réfugier à la cour de France, où le roi Philippe le reçut avec cordialité.

Pendant que ces événemens se passaient, les habitans de Calais étaient réduits à la dernière extrémité. Ils envoyèrent par mer un messager, porteur d'une lettre adressée au roi Philippe, pour l'informer que ses fidèles sujets de Calais, ayant mangé les chevaux, les chiens et les rats, n'avaient plus d'autre ressource que de se nourrir de la chair les uns des autres; ils le conjuraient donc de venir à leur sécours; sans quoi, la ville serait certainement perdue pour la France. Le bâtiment qui portait cette lettre fut pris par les Anglais, et le roi Édouard, après en avoir lu le contenu, l'envoya au roi de France, en ajoutant sur l'adresse le sarcasme suivant: « Pourquoi ne venait-il pas pour secourir ses sujets de Calais qui souffraient de tels maux pour l'amour de lui? » Mais Philippe n'avait besoin d'être excité ni par ses amis ni par ses ennemis, puisqu'il venait de lever une armée de cent

mille hommes dans le seul dessein de secourir Calais.

D'une autre part, le roi Édouard songeant quelle était l'importance de cette place, et combien il lui avait coûté de peines, d'hommes et d'argent pour la réduire à l'extrémité où elle se trouvait, résolut de rendre inutiles tous les efforts que le roi de France pourrait faire pour la secourir. Dans ce dessein, il fortifia les approches de Calais sur tous les points, de manière à rendre impossible à Philippe de s'approcher de cette ville, et d'inquiéter les assiégeans, soit en avançant le long du rivage de la mer, soit en suivant la grande route. Ce n'était que par ces deux chemins que des troupes pouvaient arriver près de Calais, le reste du terrain, dans tous les environs, n'offrant que des marécages impraticables pour une armée.

Édouard avait placé ses vaisseaux, bien garnis d'artillerie, de manière à défendre l'approche du rivage; il avait en outre fortifié la côte, et défendu de même la chaussée, qui conduit à la ville par le pont de Nieulay.

Quand donc le roi de France, avec son

immense armée, arriva dans les environs de Calais, il eut la mortification de voir qu'il ne pouvait, sans la plus grande imprudence, essayer d'entrer dans la ville, soit par la chaussée, soit en cotoyant le rivage, et qu'il était de toute impossibilité de traverser les marécages. Après avoir déployé sa grande armée dans un endroit nommé Sangate, en vue des assiégés et des assiégeans, Philippe reconnut que toute entrée dans la place était interceptée, et il fut obligé de se retirer sans avoir combattu. Il chercha à piquer l'orgueil d'Édouard par une lettre dans laquelle il le défiait de sortir de ses retranchemens, et de le combattre en rase campagne. Édouard répondit « qu'il ne prenait pas conseil d'un ennemi; qu'il était devant Calais depuis plus d'un an; qu'il avait réduit cette place à l'extrémité; qu'il ne renoncerait pas à l'avantage qu'il avait obtenu, et que si Philippe désirait y entrer, il pouvait chercher un passage comme bon lui semblerait, mais qu'il ne devait pas espérer que son ennemi l'y aidât. »

L'espoir des habitans de Calais avait d'abord été vivement excité, quand, du haut de leurs tours, ils avaient vu les forces

nombreuses que la France envoyait à leur secours. Le premier jour, ils manifestèrent leur confiance en décorant leurs murailles de bannières, en allumant des feux de joie, et en faisant entendre les sons de toute leur musique guerrière, et le bruit de leurs acclamations. La seconde nuit, les feux de joie furent moins nombreux, et il y eut moins d'enthousiasme dans les acclamations; le troisième on ne vit plus sur les tours que des feux mal nourris, emblêmes d'un espoir expirant et les acclamations de joie se changèrent en cris doulou-reux et en gémissemens, comme pour attirer la compassion. Le lendemain matin toutes les bannières disparurent des murailles, excepté celle de France, qui continua à rester déployée sur le haut d'une grande tour.

Mais quand les habitans de Calais virent enfin les drapeaux de l'armée du roi Philippe s'éloigner de leurs murs, ils comprirent qu'ils ne pourraient plus espérer ces secours qu'ils avaient attendus avec tant d'impatience et si inutilement. Ils avaient éprouvé tant de souffrances, que la nature humaine ne pouvait plus les endurer, et

pour annoncer qu'ils n'avaient plus dessein de résister, ils baissèrent la bannière de France, et élevèrent en place celle d'Angleterre. Mais ils avaient à apprendre que leur obstination avait offensé trop vivement Édouard pour que ni le courage qu'ils avaient montré, ni leur soumission forcée, en fussent une réparation suffisante à ses yeux. Il leur fit dire qu'il ne leur accorderait aucune capitulation, et qu'il fallait qu'ils se rendissent à discrétion, sans aucune garantie ni pour leurs biens, ni pour leur vie. Ses propres officiers lui ayant fait des remontrances sur des conditions si sévères, Édouard ne consentit à en diminuer la rigueur qu'en demandant que six des principaux habitans de Calais se rendissent devant lui, la tête et les pieds nus, sans autres vêtemens qu'une chemise, et la corde au cou, pour lui remettre les clefs de la ville et du château de Calais, qui devraient lui être livrés humblement. Ces six individus devaient se soumettre à la volonté du roi, quelque sévère qu'elle pût être, sans faire même réserve de la vie. A ces conditions le vainqueur farouche promit qu'il accorderait merci au reste des habitans de Calais.

Ces conditions furent envoyées à la ville, et l'on en fit lecture devant les citoyens assemblés. Elle fut suivie de lamentations universelles, d'autant plus vives, qu'il semblait difficile de trouver des hommes disposés à se charger de cet acte étrange de soumission. Après quelques instans de délibération, un bourgeois, le plus riche de la ville, adressa la parole à l'assemblée. Son nom, Eustache de St.-Pierre, ne devra jamais être oublié tant qu'on attachera du prix à un patriotisme désintéressé. « Celui qui contribuera à empêcher le sac de cette belle ville, dit cet homme courageux, quoique au prix de son propre sang, aura sans doute bien mérité de Dieu et de son pays. Je suis prêt à offrir ma tête au roi d'Angleterre pour la rançon de la ville de Calais. » Ce discours tira des larmes des yeux de la plus grande partie de l'assemblée, et l'on n'entendit qu'exclamations de reconnaissance. Le noble dévouement d'Eustache de Saint-Pierre excita l'émulation de cinq autres bourgeois, qui offrirent de partager avec lui l'honorable danger qu'il allait courir. Ils prirent promptement le costume humiliant exigé par Édouard, mais qui ré-

vêtu pour une telle cause, était plus honorable que le manteau de l'ordre de la jarretière, que ce monarque avait récemment institué. En chemise, les pieds nus, et la corde autour du cou, ils furent conduits devant Édouard, à la disposition duquel ils se remirent, comme la rançon stipulée pour le pardon de leurs concitoyens. Le roi les regardant avec indignation, leur reprocha les pertes que leur obstination lui avait occasionnées, et ordonna qu'ils fussent décapités sur le champ. Sire Gautier Mauny, et les plus braves des nobles et des guerriers anglais, s'efforcèrent inutilement de faire révoquer cet ordre; et ce fut en vain que le prince de Galles lui-même intercéda pour eux.

La reine Philippe était la dernière ressource de ces infortunés. Elle était arrivée récemment dans le camp d'Édouard, dans des circonstances aussi flatteuses pour lui comme monarque, qu'intéressantes comme époux. C'était pendant qu'elle était régente d'Angleterre qu'avait été remportée la grande victoire de Néville's Cross, et c'était sous ses auspices que David II, roi d'Écosse, avait été fait prisonnier. En outre elle était

alors enceinte ; et ainsi elle avait droit, sous tous les rapports, aux plus hauts égards de son mari. Quand elle vit qu'Édouard ne se laissait émouvoir par aucunes prières, elle résolut de l'implorer à son tour. Elle se leva à la hâte de son fauteuil, et se jetant aux genoux du roi, elle lui dit en versant des larmes : « Ah, monseigneur mon mari ! n'ai-je pas le droit de vous demander une grace, après être venue par mer, à travers tant de dangers, pour vous servir ? Permettez-moi donc de vous supplier en l'honneur de notre bienheureux rédempteur, et par amour pour moi, de prendre pitié de ces six prisonniers. »

Édouard regarda la reine d'un air incertain, et parut hésiter quelques instans. Il lui dit enfin : « Ah, madame ! je voudrais que vous eussiez été aujourd'hui partout ailleurs, mais comment vous refuser aucune grace que vous me demandez ? Prenez ces hommes, et disposez-en comme vous le voudrez. »

La bonne reine, charmée d'avoir obtenu sa demande, fit donner aux six bourgeois des vêtemens pour remplacer leur costume humiliant ; donna à chacun d'eux six nobles

d'or pour leurs besoins urgens, les fit escorter à travers le camp des Anglais, et leur rendit la liberté.

Dès qu'Édouard III eut pris possession de Calais, il chercha à se l'assurer, tant en élevant de nouvelles fortifications qu'en prenant d'autres mesures; mais ce fut surtout en changeant les habitans qu'il s'efforça d'assurer à l'avenir à la couronne d'Angleterre la possession durable de cette place importante. Dans ce dessein il priva les habitans de Calais, dont le nombre à la vérité était fort diminué, des maisons et terrains qu'ils possédaient dans la ville, et il y établit des Anglais à leur place. Les nouveaux habitans qu'il y plaça, furent pour la plupart des citoyens de Londres, et des villageois du comté voisin de Kent, auxquels il distribua les maisons et terrains qui avaient appartenu aux Français. Calais devint ainsi, sous tous les rapports, depuis cette époque jusqu'au règne de Philippe et Marie, une véritable colonie anglaise. Le roi ajouta aussi de nouvelles fortifications au château, comme à la ville. Enfin, avant de mettre à la voile pour retourner en Angleterre, Édouard conclut avec la France une trève

qui dura depuis 1347 jusqu'en 1355, quoique non sans quelques infractions de part et d'autre.

Nous ne devons pas finir ici l'histoire de Calais, sans rapporter quelques circonstances qui eurent lieu peu de temps après la prise de cette ville et qui servent à faire bien connaître les mœurs de ce siècle.

En mettant dans cette place une nouvelle garnison, Édouard n'avait pas manqué de choisir des officiers vaillans, et qu'il jugeait dignes de sa confiance. Il avait laissé pour gouverneur de la ville Lord Jean Montgomery, et pour sénéchal du château qui la commandait, un chevalier Lombard, nommé Aimery de Pavie. Ce dernier officier était un favori d'Édouard, à la cour duquel il avait été élevé dès son enfance, mais il était dominé par cet esprit de cupidité qu'on reprochait en général à ses compatriotes. Pendant qu'Édouard laissait Calais sous cette garde, un sage et vaillant seigneur français nommé Geoffroi de Charny, était chargé comme lieutenant du roi de France, de défendre les frontières, près de Saint-Omer, et de surveiller la garnison de la nouvelle ville anglaise. Cet officier,

qui avait toute la confiance de son maître, connaissait le faible du gouverneur Lombard, et il lui offrit la somme de vingt mille couronnes d'or, s'il lui livrait le château de Calais. Aimery de Pavie consentit à cet acte de trahison, et lui fit le serment solennel d'exécuter fidèlement le traité. Le bruit de cette négociation arriva aux oreilles d'Édouard, qui envoya ordre au Lombard de venir le trouver à Londres. Lorsque Aimery y fut arrivé, Édouard, dans un entretien particulier, lui reprocha d'avoir vendu aux Français le château de Calais, qui était ce qu'il avait de plus cher au monde, après sa femme et ses enfans. Aimery avoua la vérité de l'accusation, mais, comme aurait pu le faire un marchand, il répondit qu'il était encore facile de rompre ce marché, puisqu'il n'avait rien touché du prix convenu. Édouard, qui, comme nous l'avons dit, avait quelque affection pour ce chevalier vénal, lui pardonna la trahison qu'il avait méditée, à condition qu'il continuerait sa négociation avec le Français, et qu'il l'informerait de l'époque qui serait définitivement convenue pour lui livrer le château. Il permit même à son avide favori

de tirer de Geoffroi de Charny autant d'argent qu'il le pourrait, pourvu qu'il lui fît connaître tous les détails de la négociation, et qu'il gardât un profond secret sur cette affaire.

Aimery, se trouvant ainsi à l'abri des suites de sa trahison, résolut pour cette fois d'être fidèle à son maître indulgent. Il retourna à Calais, renouvela sa correspondance avec Geoffroy de Charny, et la dernière nuit de décembre 1348 fut l'époque fixée pour exécuter leur traité secret, en livrant le château aux Français. Le roi Édouard se voyant ainsi en état de déjouer le stratagème de Charny s'embarqua incognito avec huit cents hommes d'armes d'élite et mille archers, débarqua secrètement avec eux à Calais, et les fit entrer dans le château. Il appela alors devant lui le célèbre sire Gautier Mauny, et lui dit : « sire chevalier, j'ai dessein de vous accorder l'entreprise de cette nuit, et mon fils et moi nous combattrons sous votre bannière. »

Cependant, Geoffroy de Charny, se rendit sur le pont de Nieulay, sur la chaussée, ou la grande route de Calais, avec une partie de ses forces, et y attendit l'arri-

vée du reste. De là, il communiqua avec Aimerie de Pavie, en envoyant des messagers dans la citadelle; et, apprenant à leur retour que le moment où le château lui serait livré, approchait, il fit partir donc un chevalier et cent hommes d'armes, avec la somme qui avait été stipulée. Il se posta lui-même, avec le reste de sa troupe, près de la porte de la ville la plus voisine, et laissa une petite arrière-garde sur le pont de Nieulay. Le commandant de la garde avancée des Français s'approcha du château, et trouva le traître Aimery à la poterne, qu'il tenait ouverte, comme pour y recevoir les Français. Ils lui remirent la somme convenue en couronnes françaises. Aimery prit l'argent, et le jeta dans un coffre en disant: « Nous avons autre chose à faire à présent, messieurs, que de compter de l'argent. Vous allez entrer, et alors vous êtes maîtres du château. » Mais les Français n'eurent pas plutôt passé la poterne, qu'ils furent attaqués de front, de flanc et en arrière par les Anglais qui les attendaient, et qui s'écrièrent: « Manny! Manny! A la rescousse! Quoi! une poignée de Français s'imagineraient-ils prendre le château de

Calais ! » Les hommes d'armes français, surpris et accablés par le nombre, se rendirent prisonniers, et entrèrent dans le Donjon, non comme vainqueurs mais comme captifs; tandis que les Anglais victorieux se préparaient à faire une sortie contre Geoffroi de Charny et son détachement, dont une petite portion gardait le pont de Nieulay, pendant que le corps principal s'était avancé jusqu'à la porte de la ville du côté de Boulogne s'attendant à être bientôt appelés pour soutenir leur garde avancée, qu'ils croyaient devoir être en possession du château.

Ils ne savaient pourtant comment expliquer le retard que la reddition de la place semblait éprouver, et Geoffroi s'écria avec impatience : « A moins que ce Lombard ne nous fasse ouvrir promptement, nous mourrons ici de froid. » — « Oh ! s'écria un chevalier français de sa compagnie, vous savez que les Lombards sont des gens malins et méfians. Je vous garantis qu'Aimery de Pavie est à compter ses couronnes, et qu'il examine si elles sont toutes de bon poids. » Tandis que Geoffroi de Charny et sa troupe s'entretenaient ainsi, la porte de

Calais, dite de Boulogne, dont ils s'étaient approchés, s'ouvrit tout-à-coup, et un corps nombreux d'hommes d'armes en sortit en bon ordre; la plupart étaient à pied, et ils étaient suivis de trois cents archers. Les Français, en voyant cette apparition, et en entendant le cri : « Mauny! Mauny! à la rescousse! » devinèrent sur-le-champ qu'ils étaient trahis. Mais comme la chaussée sur laquelle ils se trouvaient était fort étroite, Geoffroi de Charny s'écria à haute voix : « Messieurs, si nous tournons le dos, nous sommes certainement perdus. Vite pied à terre, et coupez vos lances à la longueur de cinq pieds pour combattre à pied.» Les Anglais, entendant ces paroles, s'écrièrent à leur tour : « Bien parlé, de par S. George! honte à ceux qui tourneront le dos les premiers! » Édouard, qui prit part lui-même à cette escarmouche, quoique sans porter aucune marque distinctive de la royauté, fit partir six bannières et trois cents archers, qui, prenant une route détournée, arrivèrent au pont de Nieulay, où les Français avaient laissé une arrière-garde, comme nous l'avons déjà dit.

En ce dernier endroit, le combat fut très-

chaud; mais les Français étaient attaqués à leur désavantage, et après une vigoureuse résistance, ils furent forcés de battre en retraite. Pendant ce temps, un combat furieux se continuait sur la chaussée, plus près de la ville, entre les troupes de Geoffroi de Charny et celles de Mauny. Le roi Édouard se distinguait parmi la foule des combattans, en s'écriant à chaque coup qu'il portait de son sabre à deux mains: « Ah, S. George! ah, S. Édouard! » et il cherchait à se mesurer avec les antagonistes les plus redoutables qui se trouvaient dans la mêlée. Il eut la bonne fortune d'y rencontrer Eustache de Ribeaumont, un des hommes les plus forts, et des meilleurs chevaliers qui vécussent alors. Ce valeureux champion français accueillit le monarque anglais d'une manière si rude qu'il fut plusieurs fois sur le point de lui faire plier les genoux. Ce ne fut que lorsque le nombre toujours croissant des Anglais, qui sortaient de la ville pour venir à l'aide de leurs compatriotes, eut rendu inutile toute résistance de la part des Français, que Ribeaumont rendit ses armes à son antagoniste, qu'il ne connaissait que comme

un brave guerrier, en prononçant ces paroles fatales : « Sire chevalier, je me rends à vous, rescousse ou non rescousse. » Les Français perdirent dans cette escarmouche la plus grande partie des troupes que Geoffroi de Charny avait amenées vers Calais, à l'exception de quelques individus qui n'étaient pas descendus de cheval, et qui par conséquent eurent le moyen de s'échapper. Tous les autres furent tués ou faits prisonniers.

Pendant la même nuit, le roi Édouard fit servir un souper splendide à ses officiers et à ses prisonniers dans une grande salle. Il s'assit lui-même au haut bout de la table, et il y resta seul, en grand apparat, pendant le premier service, son fils et les pairs d'Angleterre s'occupant à le servir. Mais après ce sacrifice à l'étiquette, tous ses hôtes furent admis sans distinction à la même table. Édouard se promena dans la salle, n'ayant qu'un cercle d'or sur la tête, et un collier de perles de grande valeur; il fit le tour de la table et conversa librement avec ses prisonniers. En approchant de Geoffroi de Charny, auteur de cette entreprise, il lui dit avec quelques signes de

déplaisir : « Je ne vous dois que peu de remercîmens, sire chevalier, vous qui vouliez me voler pendant la nuit ce que j'ai gagné en plein jour. Vous vous entendez mieux que moi à faire un marché, puisque vous vouliez acheter Calais pour vingt mille couronnes ; mais, Dieu soit loué, puisque vous avez manqué votre but. » Charny, qui était grièvement blessé, garda le silence, et parut un peu confus. Édouard passa aux deux autres prisonniers, et leur parla avec beaucoup de condescendance et de politesse. Mais ce fut à Eustache de Ribeaumont qu'il donna les plus hauts éloges, l'appelant le plus vaillant et le plus courageux des chevaliers qui avaient combattu dans cette escarmouche. « Jamais, dit-il, je n'ai trouvé un chevalier qui m'ait donné plus fort à faire, corps à corps, que vous ne l'avez fait aujourd'hui. C'est pourquoi je vous adjuge ceci comme le prix du tournoi, ajouta-t-il en lui présentant un collier de perles ; je vous prie de le porter pour l'amour de moi les jours de fête, et dites aux dames qu'il vous a été donné par Édouard d'Angleterre en témoignage de votre valeur. Je vous tiens quitte de toute rançon, et vous êtes libre

de partir demain, si tel est votre plaisir. »

Dans cette étrange aventure on trouve plusieurs circonstances, qui, si le fait se fût passé de nos jours, auraient paru de la part d'un grand général et d'un puissant monarque, annoncer beaucoup de légèreté et d'irréflexion. Il y avait certainement peu de prudence à se fier à la double trahison d'Aimery de Pavie; et c'était une grande témérité à un monarque comme Édouard, de hasarder sa personne sans aucune marque de son rang, au milieu de la confusion nocturne d'une escarmouche si désespérée.

Mais s'exposer à de tels dangers, était ce qui flattait le plus l'orgueil d'un chevalier; et un monarque, quelque plein de prudence et de sagacité qu'il pût être, devait affronter les risques les plus imminens de la guerre, s'il voulait obtenir la renommée d'être un chevalier accompli, ce qui était alors regardé comme le comble des honneurs auxquels un homme pouvait aspirer, quel que fût son rang héréditaire. Ce qui mérite encore d'être remarqué, c'est la générosité avec laquelle Édouard III récompensa le chevalier français qui lui avait si

vigoureusement résisté dans le combat, quoiqu'il eût été si difficile, peu de temps auparavant, d'obtenir de ce même monarque la grâce de six bourgeois de Calais, dont la seule faute était de s'être honorablement acquittés de ce qu'ils devaient à leur roi et à leur pays, en défendant leur ville. C'est un exemple, parmi un grand nombre d'autres, qu'on regardait alors comme une présomption de la part de bourgeois ou de paysans, de se mêler des affaires de la guerre, métier qui ne convenait qu'à la noblesse et à ceux qui vivaient sous sa dépendance.

On peut encore remarquer que cette entreprise contre Calais aurait pu être pour le roi d'Angleterre un prétexte légitime pour rompre la trève. Mais, comme Geoffroi de Charny prétendit ne pas y avoir été autorisé par le roi de France, et que Philippe désavoua cette tentative, Édouard III fut disposé à ne pas s'en prévaloir.

Ces guerres prolongées, quoique contribuant à augmenter considérablement la gloire des individus, causèrent tant de maux dans les deux royaumes, qu'ils ne furent probablement jamais dans un état de

misère plus complète. En France, une maladie contagieuse d'un caractère dangereux acheva ce qu'avaient commencé le besoin et la mauvaise nourriture. La mort frappa un nombre immense de personnes parmi la populace, et ceux qui y échappèrent conçurent une horreur naturelle pour ces oppresseurs féodaux, sous la domination desquels ils périssaient de misère sans exciter leur pitié. Ce fléau ne ravagea pas seulement la plus grande partie de la chrétienté; il s'étendit en Afrique et en Asie, et pénétra jusqu'en Angleterre, où il fut également fatal. Il attaquait surtout les classes inférieures, et il fit périr tant de membres du clergé subalterne, que beaucoup de paroisses restèrent sans curé ni vicaire pour les desservir. Indépendamment de cette perte désastreuse, le roi d'Angleterre, quoique son parlement lui eût accordé des subsides avec libéralité, se trouva dans l'embarras du côté des finances. Ce n'était qu'en faisant des sacrifices énormes qu'il avait pu soutenir ses guerres en France, et les subsides que lui avaient accordés ses sujets d'Angleterre, furent bientôt épuisés par les dépenses qu'occasionnaient des hos-

tilités en pays étrangers, et par la solde à payer à un grand nombre de troupes auxiliaires. Le butin considérable qu'avaient fait les soldats anglais, contribua, comme c'est l'usage, à corrompre les mœurs du peuple et à l'accoutumer à des dépenses extravagantes et sans bornes.

Les maux que souffraient les deux nations, produisirent du moins un bon effet : ils empêchèrent les rois de France et d'Angleterre de recommencer la guerre. La tentative contre Calais fut donc passée sous silence.

Il paraît pourtant que le traître gouverneur, Aimery de Pavie, ne conserva pas tout à fait la bonne opinion d'Édouard; car il fut privé du commandement du château, dès le lendemain de l'escarmouche, et quoiqu'il soit resté au service du roi d'Angleterre, on ne voit pas qu'il ait jamais regagné sa confiance. Cependant il continua à porter les armes pour Édouard, s'empara, par stratagême, de la forteresse de Guines près de Calais, et chercha aussi à surprendre Saint Omer. Mais dans cette dernière entreprise, Aimery de Pavie fut défait et fait prisonnier par son ancienne connais-

sance Geoffroi de Charny, qui saisit cette occasion pour se venger de sa perfidie. Il fit dégrader le Lombard en ordonnant qu'on lui coupât les éperons contre les talons, comme étant indigne d'appartenir à l'ordre de la chevalerie, et le fit ensuite écarteler par quatre chevaux indomptés : châtiment cruel, sans doute, mais que méritait sa double trahison à Calais.

Mais ce dernier évènement n'eut lieu qu'après quelques autres qui avaient plus d'importance. L'un d'entre eux fut la soumission de Godefroi d'Harcourt, le conseiller d'Édouard III à son souverain naturel Philippe de Valois. Son repentir le porta à se jeter aux pieds de ce monarque, ayant autour du cou une serviette tordue en forme de corde; il lui avoua les remords qu'il éprouvait d'avoir été une des principales causes de la défaite de Créci, et son regret d'avoir été du nombre de ces princes du sang français qui avaient si souvent contribué aux malheurs de leur pays natal. Cet acte de soumission appaisa Philippe, quoiqu'il fût sujet à de violens accès de colère, et il pardonna à un hommerepentant contre lequel il avait de grands motifs de mécon-

tentement. Leur réconciliation ne fut pourtant pas de longue durée.

Peu de temps après, le roi de France réunit le Dauphiné à la couronne de France, en donnant pour épouse à Charles, son petit fils, l'héritière de cette province, dont le souverain se retira du monde, et entra dans un cloître. Charles, époux de Jeanne, fut le premier prince français qui porta le titre de Dauphin, titre qui fut ensuite attribué à l'héritier présomptif de la couronne de France. Charles est souvent aussi nommé duc de Normandie, comté dont son père était en possession avant son avènement au trône. En 1349, Philippe épousa lui-même la princesse Blanche, sœur du roi de Navarre; mais il ne survécut pas long-temps à cette union, étant mort dans la vingt-troisième année de son règne, à l'âge de cinquante-sept ans. 1350.

Philippe de Valois fut haï par la noblesse parce qu'il empiéta souvent sur ses priviléges, et parce qu'il n'hésita point à prononcer la peine capitale contre plusieurs membres de ce corps. Il obtint au commencement de son règne le titre de *Fortuné*, parce qu'il eut la bonne fortune d'ar-

river enfin au trône, quoique trois princes dussent y monter avant lui; mais comme il est arrivé à d'autres princes, ses longues et malheureuses guerres, et les maux qu'on souffrit sous son règne, lui auraient donné plus de droits au titre d'infortuné.

CHAPITRE III.

AVÈNEMENT AU TRÔNE DE JEAN LE BON. — LA TRÊVE AVEC L'ANGLETERRE EST VIOLÉE, MAIS RENOUVELÉE. — INTRIGUES DE CHARLES, ROI DE NAVARRE. — IL ASSASSINE LE CONNÉTABLE DE FRANCE, ET EXTORQUE DU ROI SON PARDON. — ÉDOUARD ET SON FILS, LE PRINCE NOIR, ENVAHISSENT LA FRANCE, ET RAVAGENT LE PAYS. — LE PRINCE NOIR PASSE L'HIVER A BORDEAUX. — LE ROI JEAN ASSEMBLE UNE GRANDE ARMÉE, S'AVANCE DANS DANS LE POITOU, ET TROUVE LES ANGLAIS CAMPÉS A MAUPERTUIS, A DEUX LIEUES DE POITIERS. — BATAILLE DE POITIERS. — LE ROI JEAN FAIT PRISONNIER. — ACCUEIL QUE LUI FAIT LE PRINCE NOIR. — RETOUR DU PRINCE EN ANGLETERRE, AVEC SON PRISONNIER.

Jean, duc de Normandie, monta sur le trône à la mort de son père, Philippe de Valois. Il avait déjà quarante ans ; il avait acquis de la renommée en commandant des armées, et s'était fait une réputation par son courage et par sa conduite. C'était, sous tous les rapports, un prince qui donnait plus d'espérances que son prédécesseur.

Cependant le roi Jean, quoique distingué par un surnom flatteur « le Bon », montra de bonne heure une sévérité qui ne le rendit nullement populaire. Dans une fête solennelle qui eut lieu à Paris, immédiatement après son couronnement, il

fit arrêter Rodolphe de Brienne, comte d'Eu et de Guines, et connétable de France, comme accusé de vouloir mettre le roi d'Angleterre en possession de son comté de Guines, voisin de la ville de Calais. Le malheureux connétable fut arrêté et décapité, en présence des seigneurs du conseil, après trois jours d'emprisonnement, et sans aucune forme judiciaire. Cette exécution éveilla les craintes de la noblesse, et lui donna de la méfiance contre le nouveau roi.

En 1349, le commandant anglais en Bretagne, sir Thomas Dagworth, était tombé dans une embuscade dressée, dit-on, par des bandits, qui le tuèrent, en violation de la trève. Le ressentiment de ce meurtre porta Édouard à envoyer, comme son lieutenant dans cette province, Henri Plantagenet, déjà célèbre sous les noms de comte de Derby, et ensuite de Lancastre, auxquels le titre de comte de Lincoln fut alors ajouté, avec une armée que la réputation du chef fit bientôt monter à trente mille hommes. Pendant ce temps, et au mépris de la trève qui subsistait encore, des escarmouches constantes avaient lieu entre les Français et les Anglais, tenant en quelque sorte le

milieu entre des combats réguliers, et ces tournois qu'on ne regardait en ce siècle que comme des amusemens militaires. Dans ce temps orageux, les commandans des diverses garnisons se faisaient la guerre les uns aux autres dès qu'ils en trouvaient l'occasion favorable, sans que leur roi autorisât positivement leurs querelles, ou en montrât du mécontentement. Beaucoup de sang fut répandu de cette manière, et aucun des deux monarques ne voulait reconnaître que le blâme dût en retomber sur lui. Le pape Innocent XI employa encore son intervention pour prolonger une trève dont le caractère était si équivoque, et il y réussit en 1353; mais il ne put parvenir à établir une paix solide entre les deux royaumes, comme il le désirait.

Vers cette époque, la cour du roi Jean fut extrêmement agitée par les intrigues de son jeune parent, Charles, roi de Navarre. Ce jeune prince, proche parent du roi de France, sa mère étant fille de Louis X, surnommé le Hutin, possédait en même temps les qualités les plus brillantes et les plus funestes. Il était bien fait, courageux, affable, libéral, et avait beaucoup de talens

et d'esprit. Malheureusement il joignait à ces dons éclatans un goût pour l'intrigue et la chicane, une ambition insatiable, et un caractère capable de commettre les plus grands crimes par les voies les plus odieuses. Ces dernières dispositions le firent nommer par les Français Charles le Mauvais, et il paraît l'avoir bien mérité, puisque la force même de son intérêt personnel ne put toujours réprimer son envie de faire le mal.

1351. A l'arrivée de ce monarque à la cour de Jean, il s'y prit de toutes les manières pour gagner les bonnes grâces du roi et du peuple français, et il se rendit si agréable à la cour, qu'il réussit à obtenir la main de la princesse Jeanne, fille du roi de France. Il demanda certaines places en Normandie, et le roi, pour éluder ses sollicitations opiniâtres, ayant donné ce comté à Charles de la Cerda, son connétable, et son favori, le roi de Navarre ne se fit aucun scrupule d'assassiner ce malheureux officier dans son château de l'Aigle en Normandie. Après avoir commis ce crime odieux, il s'en vanta hautement, leva des troupes, et se donna des airs d'indépendance. Il traita avec les Anglais pour en

obtenir des secours, et forma une ligue entre tous les esprits impétueux et mécontens de la cour, ce qui comprenait une grande partie de la jeunesse qui s'y trouvait, et qui était en opposition avec la couronne. Enfin, il menaça de causer une telle confusion dans l'état, que le roi Jean se vit dans la nécessité de traiter avec ce jeune prince dangereux, au lieu de le traduire en justice pour ses crimes. Charles de Navarre refusa pourtant de quitter les armes et de se rendre à la cour avant que le roi lui eût accordé un plein pardon pour la mort du connétable, la cession d'un territoire considérable, une forte somme d'argent, et par-dessus tout une garantie complète que les promesses que pourrait lui faire le roi Jean seraient pleinement exécutées.

La situation des affaires du roi de France fut une nécessité impérieuse qui l'obligea de consentir à tout ce que son vassal réfractaire demandait, ou plutôt exigeait de lui. Il fut même forcé de donner son second fils en otage à Charles de Navarre pour garantie de l'exécution ponctuelle des promesses qu'il avait faites à ce prince turbu-

lent. Après une telle concession, ce fut en vain que Jean chercha à cacher sa faiblesse en voulant faire croire que le pardon du roi de Navarre ne lui avait pas été accordé en vertu d'une stipulation préalable, mais était le résultat de la volonté libre du monarque français.

En mars 1355, ce grand criminel vint en personne à Paris, suivant les arrangemens qui avaient été faits, et comparut devant le parlement, où le roi présidait. Charles de Navarre y prononça un discours d'apparat, reconnaissant ses erreurs, et en demandant le pardon avec quelque affectation d'humilité. Le duc de Bourbon, alors connétable de France, plaça ses mains sur celles du coupable, en signe d'arrestation, et l'emmena dans un autre appartement, comme pour le conduire à l'exécution. Les reines, — car il y en avait alors trois en France, — se jetèrent aux genoux du roi, pour lui demander le pardon d'un prince qui tenait de si près à sa famille, et le roi parut accorder à regret ce qu'il n'aurait osé refuser, de crainte d'exposer le prince son fils à des représailles. Il est probable que toute cette cérémonie ne produisit d'autre

effet que d'aigrir le roi de Navarre, et d'irriter son amour pour le mal, dont il donna ensuite tant de preuves, au grand détriment du roi et du royaume.

Pendant ce temps, le roi Édouard, fermement convaincu que la discorde éclaterait ouvertement entre Jean et Charles de Navarre, fit des préparatifs pour en profiter. Dans ce dessein, il nomma le Prince Noir, à qui ce nom célèbre avait été donné à cause de la couleur constante de son armure, son lieutenant en Gascogne et en Aquitaine, où il l'envoya à la tête d'une armée nombreuse, qui, avec les troupes qu'on leva dans ces provinces, monta à environ soixante mille hommes. Avec cette force imposante, le jeune prince Édouard entra dans le Languedoc, et y prit plusieurs villes qu'il saccagea, brûla et détruisit. Mais, Charles de Navarre s'étant pour le moment réconcilié avec le roi de France, le prince de Galles retourna à Bordeaux après avoir fait tous ces ravages.

Le roi son père, de son côté, ne déploya pas moins d'activité à dévaster la France. Tandis que le Prince-Noir mettait à feu et à sang les provinces méridionales de ce

royaume, son père débarqua à Calais, et marcha de là vers St.-Omer, où le roi Jean était à la tête d'une armée considérable. Le souvenir de la journée de Créci fut peut-être ce qui détourna le roi de France d'en venir à une bataille; et le roi Édouard ne pouvant l'engager à une action générale, retourna dans son pays pour consulter son parlement, et tourner ses armes contre les Écossais, qui, malgré toutes leurs pertes, s'étaient encore remis en campagne. On a supposé avec raison que l'orgueil humilié, la sensibilité blessée, le souvenir de la honte essuyée à Créci, l'espoir de réparer un jour le déshonneur de cette journée, furent des motifs plus puissans pour le roi Jean, que tous les raisonnemens d'une saine politique, et qu'ils le décidèrent à refuser les offres que lui fit Rome pour rétablir la paix entre les deux pays. La scène de sang et de dévastation que présentait toute la France, les ravages de la peste, et le silence total des lois et de la justice dans un royaume que des étrangers et des bandits s'étaient en quelque sorte partagés, faisaient que ce pays était alors peu en état, sous aucun rapport, de soutenir une guerre

contre un ennemi puissant et actif. Le destin du roi Jean le poussa pourtant à se précipiter sans réflexion dans des dangers encore plus grands, et suivis de revers encore plus désastreux que ceux qui avaient été le partage de son malheureux père. Une époque célèbre dans l'histoire d'Angleterre approchait alors.

Le prince de Galles, après avoir passé l'hiver à recruter sa petite armée à Bordeaux, résolut l'année suivante de faire une excursion pour dévaster le pays de l'ennemi, comme il l'avait fait l'été précédent. D'une autre part, le roi Jean, déterminé à arrêter la marche d'un ennemi si opiniâtre, assembla toutes les forces de son royaume, au nombre de vingt mille hommes d'armes, commandés par le roi lui-même et ses quatre fils. On y voyait aussi presque tous les princes du sang et toute la noblesse du royaume, presque personne ne voulant rester chez soi quand on était appelé à suivre l'étendard royal, sous peine d'infamie. L'Écosse lui envoya aussi une force auxiliaire de deux mille hommes d'armes. Avec cette armée imposante, le roi de France entra en Poitou, où le prince Édouard était campé

près du village de Maupertuis, à deux lieues de Poitiers, et il résolut de lui livrer bataille avant qu'il pût retourner à Bordeaux.

Avec une telle inégalité de nombre, le prince de Galles n'osa entreprendre une retraite dans laquelle il était probable que l'ennemi détruirait toute son armée. Il prit donc une forte position dans un endroit où l'avantage du terrain pouvait, jusqu'à un certain point, compenser l'infériorité du nombre. D'une autre part, le roi Jean avait deux alternatives : il pouvait attaquer le Prince-Noir sur-le-champ, ou entourer son armée et la bloquer dans son camp. Mais le même esprit d'orgueil blessé, qui avait porté le roi de France à continuer la guerre, le décida à livrer de suite une bataille. De son côté, le prince Édouard avait fait choix d'une position si favorable à la défense, qu'elle présentait à peu près les avantages d'une forteresse. Son armée montait à peine à la huitième partie de celle qui se présentait en face de lui; mais, par cette raison même, elle n'en était peut-être que plus propre à occuper et à défendre une position forte et peu étendue.

Ce champ de bataille mémorable était la

rampe douce d'un côteau couvert de vignobles, et dont on ne pouvait approcher que par un sentier très-étroit, borné de haies et de buissons. Pour ajouter à la force de cette position, les Anglais firent de grands travaux, et ils s'arrangèrent pour couvrir leurs rangs de tranchées, outre les arbres, les buissons et les vignes qui les défendaient naturellement. Au milieu de ces défenses naturelles et artificielles, et dans un lieu qui n'était accessible que par un sentier étroit et difficile, les troupes anglaises, au nombre d'environ dix mille hommes, furent rangées sur la côte de la colline, avec le bon sens et le jugement qui, depuis sa tendre jeunesse, avaient distingué leur illustre commandant.

Eustache de Ribeaumont eut l'honneur de faire au roi de France un rapport sur la position des Anglais, et il la décrivit ainsi qu'il suit : « Nous avons reconnu l'ennemi, sire. D'après ce que nous pouvons conjecturer, il compte deux mille hommes d'armes, quatre mille archers, et quinze cents à deux mille autres combattans. Toutes ces troupes ne semblent former qu'une seule division. Leur position est forte, sagement

ordonnée, et presque inaccessible. Si vous voulez les attaquer, il n'y a qu'un sentier qui conduit au centre de leur ligne, et où quatre cavaliers peuvent marcher de front. Les haies qui le bordent sont garnies d'archers, et le corps principal des anglais est composé d'hommes d'armes à pied, devant lesquels est un corps d'archers rangés en forme de herse. Ce n'est que par ce chemin difficile qu'on peut approcher de la position anglaise. Réfléchissez donc sur ce qui est à faire. »

Dans des circonstances si difficiles, le roi Jean pensa que l'attaque devait se faire par des piétons. Il ordonna donc à ses hommes d'armes de mettre pied à terre, de détacher leurs éperons, et de réduire leurs lances à la longueur de cinq pieds, afin de pouvoir faire le service de l'infanterie. Trois cents hommes d'armes seulement reçurent ordre de rester à cheval, afin qu'ils pussent engager le combat par une charge, enfoncer les rangs des archers, et ouvrir un chemin aux colonnes d'infanterie. Ce fut dans cet ordre que le roi Jean résolut d'entreprendre l'attaque.

La bataille étant ainsi décidée, un noble

ecclésiastique, le cardinal de Périgord, se rendit tour à tour dans les deux armées, pour les engager à la paix. Le prince de Galles, ayant une telle infériorité de nombre, n'était pas éloigné d'y consentir à des conditions honorables; mais le roi Jean insista pour qu'Édouard et ses principaux officiers se rendissent prisonniers. « Je ne me rendrai jamais prisonnier, dit Édouard, à moins que je ne sois pris les armes à la main ».

Mais avant que la bataille commençât, il se passa une ou deux circonstances qui caractérisent parfaitement l'esprit du temps.

Dans la matinée qui précéda l'action, il arriva que le célèbre Jean Chandos faisait une reconnaissance pour les Anglais, tandis que le seigneur de Clermont, un des maréchaux de l'armée du roi Jean s'acquittait du même devoir pour les Français. Ces deux chevaliers portaient les mêmes armoiries, la Vierge Marie entourée d'une auréole. C'était alors une grande offense que de prendre les armoiries d'un autre chevalier, et Clermont en fit le reproche au chevalier anglais en ces termes : « Combien

y a-t-il de temps, Chandos, que vous vous êtes permis de porter mes armoiries ? »

« Elles sont à moi, répondit Chandos; du moins elles m'appartiennent aussi bien qu'à vous. »

« Je le nie, reprit Clermont; mais vous agissez à la manière de vous autres anglais, qui n'avez pas l'esprit d'inventer vos armoiries, et qui volez celles qui ont été inventées par les autres. »

« Prouvons, dans la bataille de demain, qui a le droit de les porter, répliqua Chandos, puisque aujourd'hui est un jour de trêve, à cause de la négociation du cardinal. » Et ils se séparèrent ainsi, en se défiant mutuellement.

Dans la soirée du même jour, les Français congédièrent le cardinal de Périgord, et l'invitèrent à ne plus leur apporter de propositions de paix. La bataille fut donc ainsi résolue de part et d'autre. Le cardinal se retira, mais quelques jeunes gens de sa suite, enflammés d'ardeur à la vue des splendides préparatifs de la bataille, restèrent après lui, et portèrent les armes pour la France, ce dont le Prince Noir fut très-courroucé.

Le lendemain matin, de bonne heure, le jeune et vaillant prince de Galles fit la revue de ses troupes, et leur dit brièvement : « Messieurs, que le nombre de nos ennemis ne vous inquiète pas ; la victoire n'est pas toujours pour la multitude ; elle appartient à qui il plaît à Dieu de l'accorder. Si nous survivons au combat de ce jour, nous obtiendrons de l'honneur en proportion de notre infériorité de nombre ; si nous périssons, il se trouve en Angleterre assez d'hommes pour nous venger. »

Tandis que le prince haranguait ainsi ses soldats, lord Audley se présenta devant lui, et le pria de lui octroyer un don. « Mylord, lui dit-il, j'ai été le fidèle serviteur du roi votre père et de votre maison, et par respect pour lui et pour elle, j'ai fait vœu que, lorsque je me trouverais à une bataille où le roi votre père, ou un de ses fils, commanderait en personne, je commencerais moi-même le combat, ou mourrais sur la place. Vous plairait-il donc de me permettre de passer à l'avant-garde pour accomplir mon vœu ? »

Le prince lui accorda sa demande sans hésiter, et lui dit : « Sir James, que Dieu

vous fasse la grâce de vous comporter de manière à être reconnu le meilleur et le premier chevalier dans cette journée. »

Le prince fit alors quelques changemens dans l'ordre de son armée. Lorsque Ribeaumont en avait fait la reconnaissance, il l'avait vue ne formant qu'une division. Mais quand on fut sur le point de combattre, Édouard divisa sa petite armée en trois corps, serrés les uns derrière les autres, sur le côteau facile à défendre, dont nous avons fait la description. Il en sépara aussi un corps d'hommes d'armes, commandés par le Captal de Buche, chargés de tourner la montagne sans se laisser voir, et de tomber sur l'arrière-garde des Français, quand ceux-ci commenceraient l'attaque.

Elle fut engagée par les trois cents hommes d'armes d'élite qui étaient restés à cheval pour disperser les archers et ouvrir un passage au reste de l'armée. Mais dès qu'ils furent entrés dans le sentier bordé de haies, les archers qui étaient derrière, commencèrent leur décharge meurtrière; les chevaux des hommes d'armes regimbèrent, devinrent rétifs, mirent le désordre dans leurs rangs, et rendirent impossible à leurs

maîtres d'exécuter les ordres qu'ils avaient reçus. Sir James Audley, avec quatre écuyers d'une valeur éprouvée, combattit au premier rang, ne s'arrêta pas pour faire des prisonniers, et attaqua vigoureusement tout ce qui s'opposait à lui.

Ce fut en vain qu'un corps nombreux d'hommes d'armes à pied entra dans le fatal sentier, sous la conduite de deux maréchaux de France, pour porter des secours à ceux qui étaient à cheval. Un de ces chefs fut tué, l'autre fait prisonnier, et leurs troupes furent repoussées avec confusion sur la seconde ligne, que le dauphin commandait. En même temps le corps d'hommes d'armes anglais, qui avaient été réservés pour ce service, et un nombre d'archers proportionné au leur, qui les accompagnaient, sortirent tout-à-coup de l'embuscade, où ils étaient restés cachés jusqu'alors. Ils avaient pour commandant, comme nous l'avons déjà dit, un vaillant chevalier gascon, nommé le Captal de Buche, fidèle vassal d'Angleterre. Il attaqua la colonne française en flanc et en arrière, et la mit en déroute. Les auxiliaires écossais partagèrent le sort des alliés. La vic-

toire se déclarant alors pour l'Angleterre, le Prince-Noir ordonna à des hommes d'armes de monter à cheval, voyant que le moment était venu d'avancer. Ils sautèrent sur leurs coursiers, et se préparèrent à faire une charge, le prince leur en donnant l'ordre lui-même en ces termes: « En avant, bannières, au nom de Dieu et de S. Georges! » En voyant approcher ce corps formidable, les seigneurs français qui commandaient la seconde division, et qui avaient auprès d'eux les trois plus jeunes des princes de France, quittèrent le champ de bataille, afin, comme ils le prétendirent ensuite, de mettre en sûreté leurs personnes royales. L'armée française se trouva alors dans une telle confusion, que la troisième division resta, par la retraite de la seconde, à toute la fureur de l'attaque des Anglais, et la personne du roi Jean, qui la commandait, fut dans le plus grand danger. Les seigneurs, qui combattaient autour de lui, furent presque tous tués ou faits prisonniers; et les vainqueurs, qui se disputaient l'un à l'autre la gloire et l'avantage de faire prisonnier un si grand prince, lui criaient: « Rendez-

vous, sire, ou vous êtes mort! » Le vaillant monarque refusa la vie qu'on lui offrait à cette condition, et continua à se défendre vigoureusement à l'aide de sa hache d'armes. « Si les chevaliers du roi Jean, dit Froissard, avaient combattu avec autant de résolution que ce prince, l'événement de cette journée aurait pu être tout différent. »

Se trouvant presque seul et accablé par le nombre, le malheureux monarque exprima le désir de se rendre à son cousin le prince de Galles. Mais comme cela était impossible, le prince combattait sur une autre partie du champ de bataille, le roi Jean remit son gantelet, en signe qu'il se rendait à Denys Morbèque, français de naissance, mais qui, ayant été exilé de France pour un homicide qu'il y avait commis, était au service du prince Noir. Cependant le roi fut arraché de ses mains par plusieurs chevaliers anglais et gascons qui se disputèrent la possession du monarque captif avec une telle violence, que Jean ne fut tiré du milieu de ce tumulte et du danger qui en résultait même pour sa personne, que par le comte de Warwick et lord Cobham, que le

prince de Galles envoya pour le sauver des suites de ce désordre général. Philippe de France, le plus jeune des fils du roi Jean, fut fait prisonnier avec son père. Il montra tant de courage dans cette fatale journée, qu'on dit qu'il y obtint l'épithète de Hardi, qui le distingua par la suite.

Le prince de Galles, dont la courtoisie égalait au moins la bravoure, fit servir un banquet dans son pavillon pour le monarque captif et ses principaux seigneurs, et il ne voulut pas même y prendre place, comme ne se trouvant pas digne de s'asseoir à la même table que le roi de France. En même-temps il invita son prisonnier à ne pas se laisser abattre par l'infortune, quoique la chance du combat n'eût pas été telle qu'il l'aurait désiré. « Vous trouverez mon père, lui dit-il, disposé à vous traiter honorablement et avec amitié, et vous deviendrez, si vous le voulez, amis comme vous ne l'avez jamais été. Réfléchissez, ajouta-t-il, avec une cordialité flatteuse, » que quoique le sort des armes vous ait été contraire, vous avez acquis la gloire d'être le plus brave de tous les chevaliers qui ont combattu pour vous aujourd'hui. » Le malheu-

reux roi fut touché de la courtoisie de son vainqueur, et il en tira toute la consolation dont sa position le rendait susceptible.

Le prince de Galles montra autant d'empressement à récompenser ses amis, qu'à adoucir par sa conduite généreuse les infortunes de ses ennemis. Lord Audley, qui avait engagé la bataille de Poitiers, avait continué, tant que l'action avait duré, à presser les ennemis sans songer à faire des prisonniers, à tel point qu'il était resté presque mort sur la place. Il fut le premier objet de la gratitude du prince. Édouard, en lui adressant les plus grands éloges, lui fit don d'une pension annuelle de cinq cents marcs que le lord Audley parut accepter avec reconnaissance.

De retour dans sa tente, le noble chevalier fit venir son frère et quelques autres amis, et les prit à témoins qu'il transférait à ses quatre écuyers le don qu'il venait de recevoir du prince, attendu que c'était grâce à leur conduite et à leur appui pendant toute la bataille qu'il avait pu rendre les services auxquels le prince attachait un si haut prix.

Le surlendemain de cette action, le

prince Noir marcha vers Poitiers. Un guerrier français distingué, nommé le seigneur de Roye, s'était jeté dans cette ville avec un corps de troupes considérable qu'il avait amené pour joindre l'armée Française, mais qui était arrivé trop tard. Modérant le désir qu'il avait de profiter de sa victoire, et voulant avant tout mettre en sûreté la personne de son auguste prisonnier, le prince résolut de s'abstenir, pour le moment, de toute entreprise considérable, et il se retira vers Bordeaux. Sa marche fut si lente qu'il eut tout le loisir de s'occuper des affaires de son armée, et d'apprendre des détails sur les individus qui en faisaient partie.

Entre autres choses, le prince Noir fut informé de la manière généreuse dont lord Audley avait disposé en faveur de ses quatre écuyers, du riche présent qu'il tenait de sa libéralité. Il le fit venir en sa présence, et lui demanda pourquoi il s'était dépouillé des marques de la munificence de son souverain, et si c'était parce que ce don ne lui était pas agréable. Lord Audley convint qu'il avait donné à ses écuyers le présent qu'il devait à la générosité de son altesse; mais il ajouta que c'était à la fidélité de ses

écuyers qu'il avait dû les moyens d'exécuter le vœu qu'il avait fait, et qu'en l'accompagnant constamment pendant cette bataille sanglante, ils lui avaient sauvé plusieurs fois la vie au risque de la leur. Il était donc de mon devoir, ajouta-t-il, de les faire jouir du don que la libéralité de votre Altesse m'avait destiné, puisqu'en renonçant en leur faveur à ce riche présent, il me reste, Dieu soit loué, des revenus suffisans pour me maintenir au service de votre Altesse. Mais si ma conduite vous offense, je suis prêt à faire tout ce que votre bon plaisir m'ordonnera.

Le prince Noir se contenta d'une apologie qui était si bien d'accord avec ses propres sentimens. Il approuva le don fait par lord Audley à ses quatre écuyers; mais il voulut qu'il acceptât une autre rente de quatre cents marcs, qu'il le requit de conserver pour lui-même.

Il paraît que ce fut aussi pendant cette marche que le prince Noir décida une question importante qui s'était élevée : c'était de savoir qui l'on devait considérer comme ayant fait prisonnier le roi Jean. Avec la générosité et la justice qui distinguèrent

toujours la conduite de ce vaillant prince, Édouard adjugea le mérite et le profit de cette prise au pauvre exilé français Denys de Morbèque, à qui le roi Jean avait remis son gantelet, comme signe qu'il se rendait, sans égard pour les réclamations de chevaliers et de barons plus puissans qui prétendaient y avoir plus de droit. Nous avons déjà dit ailleurs que la rançon d'un prisonnier de guerre appartenait à celui qui l'avait fait. Mais le cas du roi Jean formait une exception, car ces prisonniers dont la rançon montait à dix mille couronnes et plus, ne pouvaient appartenir aux individus, mais étaient la propriété du général de l'armée. Le prince termina cette affaire en faisant remettre secrètement à Denys de Morbèque la somme à laquelle fut évaluée la rançon du roi Jean.

Après avoir passé à Bordeaux la plus grande partie de l'hiver, le prince Noir retourna en Angleterre, et y emmena son prisonnier. Il fit une entrée solennelle dans Londres, dont les citoyens firent parade de leurs richesses pour le recevoir. Au milieu du cortége qui traversa la cité en cette occasion, on voyait le roi Jean avec toutes

les marques de la royauté, monté sur un beau cheval blanc, tandis que le prince de Galles évitant de montrer la pompe triomphale d'un vainqueur, était à son côté, monté sur un petit palefroi qui n'avait rien de remarquable. Dans un temps plus moderne, on aurait regardé cette conduite comme une affectation d'humilité et comme un triomphe plus marqué que s'il eut montré moins de déférence. Mais nous ne devons pas juger les opinions de ces temps grossiers d'après celles d'un siècle plus civilisé. Dans celui d'Édouard, il n'était pas rare de voir le vainqueur se plaire à montrer au peuple des princes vaincus, chargés de fers, comme dans les anciens triomphes des Romains; et la conduite tout opposée du vainqueur de Poitiers fut regardée comme un acte de modération et d'humilité, tant par le vaincu lui-même que par tous ceux qui furent témoins.

CHAPITRE IV.

SUITES DE LA BATAILLE DE POITIERS POUR LA FRANCE. — QUERELLES ENTRE LE DAUPHIN ET LES ÉTATS GÉNÉRAUX. — RÉPRESSION D'UNE INSURRECTION DE GODEFROI D'HARCOURT, QUI AVAIT ÉPOUSÉ DE NOUVEAU LE PARTI DES ANGLAIS. — SIÉGE DE RENNES. — CONCLUSION D'UNE TRÈVE. — PRISE DU CHATEAU D'ÉVREUX PAR SIRE WILLIAM GRANVILLE. — CHARLES DE NAVARRE S'ÉCHAPPE DE PRISON. — IL ORGANISE LA FACTION DES NAVARROIS. — INSOLENCE DE MARCEL, PRÉVÔT DE PARIS. — INSURRECTION DE PAYSANS, APPELÉE LA JACQUERIE. — SUCCÈS PARTIEL DU DAUPHIN CONTRE LES ANGLAIS. — TRAITÉ POUR LA RANÇON DU ROI JEAN. — LES ÉTATS DE FRANCE REFUSENT DE LE RATIFIER, ET ÉDOUARD ENVAHIT DE NOUVEAU CE ROYAUME. — SIÉGE DE RHEIMS. — PAIX DE BRETIGNY. — MORT DU ROI JEAN. — LE DAUPHIN CHARLES LUI SUCCÈDE.

1356. La bataille de Poitiers, suite désastreuse de celle de Créci, avait été encore plus fatale à la France que la première, car le combat ayant été livré presque entièrement par des hommes d'armes à pied, la France perdit une partie beaucoup plus considérable de sa noblesse qu'à Créci, et le royaume se trouva privé d'une grande partie de ceux du courage desquels on supposait que dépendait surtout la défense du pays. Les trois fils du roi Jean, qu'on regardait naturellement comme héritiers de la

couronne, étaient trop jeunes pour être en état de réparer un revers aussi terrible que la défaite de Poitiers. Le roi n'avait laissé ni régent ni autre représentant légal; et son fils Charles, qui portait le titre de Dauphin et de duc de Normandie, convoqua une assemblée des états du royaume, espérant naturellement que, dans ce moment de calamité, il les trouverait unanimement disposés à prendre des mesures pour obtenir la liberté du roi et pour rétablir le bon ordre dans le royaume.

Cependant les membres de ce corps furent malheureusement tentés de profiter de cette occasion favorable pour élever leur pouvoir sur les ruines de l'autorité royale, au lieu de décrire leurs efforts pour tirer la nation des difficultés dans lesquelles elle se trouvait.

Une des principales causes du mécontentement et du désordre général, étaient les intrigues et les complots du roi de Navarre, qui, à cette époque pouvait être justement nommé le Mauvais Génie de la France. Il devient nécessaire ici de s'arrêter un instant pour reprendre son histoire depuis 1354 jusqu'à la bataille de Poitiers. Nous

avons dit qu'à la première époque, au moyen de cette farce solennelle dans laquelle on avait feint d'un côté de se soumettre, et de l'autre de pardonner, une autre réconciliation avait été plâtrée entre lui et le roi Jean. Charles de Navarre éprouva plus de ressentiment des formes dures auxquelles il avait été obligé de se soumettre, que de reconnaissance des conditions faciles auxquelles il avait obtenu son pardon. Il semble aussi avoir été profondément imbu de cet amour du mal pour le seul plaisir de le faire, qui, dans quelques individus est un symptôme de tendance à la démence. Il organisa de nouveaux complots, et parvint même à faire entrer l'héritier de la couronne, à qui il persuada que son père ne lui confiait pas assez de pouvoir. Jean découvrit pourtant les projets de ce prince pervers, et ayant eu une explication franche avec le dauphin, il le détermina à abandonner la faction dangereuse à laquelle il s'était livré. Le roi, à l'aide du dauphin, se rendit ensuite maître de la personne du roi de Navarre, et le fit jeter en prison, où il resta jusqu'après la bataille de Poitiers. Le comte d'Harcourt,

frère de Godefroi, fut exécuté avec quelques partisans du roi de Navarre, après l'arrestation de leur chef.

Mais après la perte de la bataille de Poitiers, l'esprit de Charles de Navarre, — et ce ne fut pas la moindre des calamités à cette époque désastreuse, — influa sur les délibérations des états généraux, quoiqu'il fût encore en prison dans le château de Crève-Cœur. Les états firent bientôt voir qu'ils étaient moins empressés de rendre le roi à ses sujets que d'affaiblir le pouvoir de la couronne, et d'assurer dans leur corps le pouvoir souverain. Ils se divisèrent en comités séparés pour s'occuper des différentes branches du service public qui étaient ordinairement confiées aux ministres du roi, et ils transmirent au dauphin plusieurs demandes faites avec hauteur, pour exiger de lui la punition de certains officiers de l'état dont ils se plaignaient, le changement total du ministère du roi, la sortie de prison du roi de Navarre, et la soumission du gouvernement du dauphin à l'influence prédominante d'un comité de trente-six membres des états généraux,

qu'on se proposait d'investir des mêmes pouvoirs que le corps tout entier.

Le dauphin, entravé par l'esprit d'égoïsme et d'usurpation que montrait une assemblée dont il avait attendu des secours, s'efforça d'éluder des demandes qu'il n'aurait pu accorder sans mettre en grand danger la couronne dont il était héritier, et sans manquer à ce qu'il devait à son père, à qui elle appartenait encore, quoiqu'il fût prisonnier en Angleterre. Il prononça la dissolution des états généraux en dépit des remontrances des citoyens de Paris, qui, ayant à leur tête, Marcel, prévôt des marchands, et Ronsac, se déclarèrent avec violence en faveur de l'assemblée des représentans, et insistèrent pour qu'ils fussent rappelés.

Tandis que ces divisions intestines agitaient fortement la capitale, la guerre dévastait les provinces plus éloignées du royaume de France. Le célèbre duc de Lancastre était en armes dans la Normandie, et Godefroi d'Harcourt, dont nous avons eu occasion de parler plusieurs fois, se trouvait avec lui. Comme nous l'avons déjà dit, ce seigneur s'était soumis au roi

Jean après la bataille de Créci ; mais courroucé de la mort de son frère, Jean, comte d'Harcourt, il s'était de nouveau révolté, avait épousé la cause de l'Angleterre, et ayant été joindre le duc de Lancastre, il fut nommé son lieutenant.

Il ne restait qu'un faible rayon d'espérance. Les états généraux, avant leur dissolution, avaient accordé quelques subsides pour mettre le duc de Normandie en état de lever une petite armée afin de s'opposer à l'ennemi qui ravageait l'intérieur d'une province à laquelle Charles avait droit de prendre un intérêt personnel et spécial. En faisant un emploi judicieux de ces subsides, un vaillant chevalier français, Robert de Clermont, avec environ trois cents hommes d'armes, et un corps suffisant d'infanterie, marcha contre Godefroi d'Harcourt, qu'il ne tarda pas à rencontrer. Les troupes que cet illustre mécontent commandait, étaient pour la plupart des Français révolté comme lui-même, mais qui ne s'étaient pas fait une si grande réputation dans les armes. Il avait aussi un corps d'archers, mais leurs flèches firent peu d'effet sur les hommes d'armes français, qui se couvrirent de leurs bou-

cliers ; et quand les ennemis eurent épuisé leurs carquois, ils avancèrent pour les combattre corps à corps. Les soldats de Godefroi, attaqués de cette manière, commencèrent à s'ébranler ; mais leur chef continua à combattre avec une résolution digne de sa renommée. Voyant qu'il lui était impossible d'échapper à la mort, il voulut mourir en homme. Étant un peu boiteux, il se plaça dans un endroit où l'inégalité du terrein composait en partie ce défaut corporel, et levant une lourde hache, car il avait le bras fort, il en distribua des coups si furieux que, pendant un certain temps, personne n'osait approcher de lui. Enfin, après qu'il se fut ainsi défendu vaillamment contre les piétons qui l'attaquaient, deux chevaliers français bien montés coururent sur lui au grand galop, le renversèrent avec leurs lances, et il fut tué à l'instant même par l'infanterie qui l'entourait. Ainsi périt Godefroi d'Harcourt, subissant à la fin le sort réservé presque toujours à ceux qui ont contribué à plonger leur patrie dans les maux de la guerre civile. Ce combat eut lieu près de Coutances, vers novembre 1356.

Peu de temps après, le duc de Lancastre, pour venger la mort de Godefroi d'Harcourt, fit le siége de Rennes, serra cette ville de très-près, et menaça, en la prenant, de compléter la séparation de la Bretagne et de la France. Charles de Blois, qui continuait ses efforts pour se mettre en possession de ce duché, pressa le dauphin de l'aider de ses troupes, mais Charles avait assez d'autres occupations, car la dissolution des états généraux avait jeté le désordre partout.

On conclut pourtant une trève à la vive intercession de deux cardinaux, et elle permit au malheureux royaume de France de respirer un moment, et obligea en même temps le duc de Lancastre à lever le siége de Rennes, qui était sur le point de se rendre. Mais les maux de la France étaient si grands, qu'on s'aperçut à peine de ce soulagement partiel. Dans le fait, la confusion et le mécontentement général éclatèrent dans ce royaume sous des formes si nombreuses et si terribles, que pour bien les comprendre, il est indispensable de les considérer séparément; et sans observer scupuleusement l'ordre dans le-

quel les événemens arrivèrent, nous pouvons remarquer qu'ils furent tous les suites fatales de la confusion et de la discorde universelle de l'absence et de la captivité du roi, de l'esprit de mutinerie de la populace et de la disposition de tous les rangs à la violence et au pillage.

Le premier, et l'un des plus grands de ces maux, fut la continuation de la guerre avec l'Angleterre. Quoique le roi Édouard n'y mît pas beaucoup d'activité, ses capitaines la faisaient toujours en Bretagne, en Normandie et en Gascogne. On peut donner un exemple de la manière dont ces entreprises se conduisaient, en citant l'attaque que Guillaume de Granville dirigea avec succès contre la ville et le château d'Evreux. Ce seigneur demeurait à environ deux lieues de cette ville, et il y allait souvent. Il était secrètement attaché à Philippe de Navarre, frère cadet de Charles le Mauvais, qui servait dans l'armée anglaise commandée par le duc de Lancastre. Mais le seigneur de Granville n'avait jamais pris ouvertement les armes dans cette querelle; on n'avait donc aucun soupçon contre lui à Évreux, et il trouva le moyen de se faire un fort parti

parmi les bourgeois de cette ville. Il en vint par degré au point de faire du terrain découvert qui était devant la porte du Château, le lieu de sa promenade ordinaire, et comme le commandant en sortait quelquefois pour prendre des rafraichissemens, et entrait en conversation avec lui, ils contractèrent une sorte de familarité.

Un jour, ayant pris toutes les mesures propres à faire réussir son entreprise, Guillaume de Granville commença à faire au gouverneur un conte en l'air d'une prétendue attaque contre l'Angleterre par les forces combinées du roi de Dannemark et du roi d'Irlande, qui, disait-il, s'étaient mis en mer dans ce dessein, avec une flotte nombreuse. Lorsque le commandant français lui demanda où il avait appris cette nouvelle, il lui répondit qu'il la tenait d'un chevalier flamand, qui lui avait envoyé en même temps un échiquier, dont les pièces étaient les plus belles qu'il eût jamais vues. La curiosité du commandant, grand amateur du jeu d'échecs, fut éveillée, et Guillaume de Granville, comme pour la satisfaire lui proposa d'envoyer chercher l'échiquier et les pièces s'il voulait faire une partie

d'échec avec lui. On ne tarda pas à les apporter, et le commandant fut assez imprudent pour admettre le chevalier dans le château. Celui-ci portait secrètement une cotte de mailles, et il tenait en main une petite hache d'armes. Ainsi, tout en paraissant tout occupé de son jeu, il était prêt à saisir la première occasion qui se présenterait. Pendant ce temps, son valet courut avertir les bourgeois de la ville qui étaient entrés dans ce complot, de se tenir prêts à agir. Pendant le cours de la partie, Guillaume de Granville saisit un moment favorable, fendit la tête du commandant d'un coup de hache, et sonna d'un cor qu'il avait apporté à dessein. A ce signal, les bourgeois accoururent à son secours, et le trouvèrent, le corps du commandant entre les jambes, defendant la porte qu'il avait occupée contre quelques soldats de la garnison, qui avaient pris les armes à la hâte. Les bourgeois le secondèrent promptement, et se rendirent maîtres d'Évreux, qui devint le quartier général de la faction des Anglais, ou Navarois en Normandie.

Telle était la nature des exploits qui avaient lieu alors dans tous les coins de

la France, et aucun des deux partis ne semble avoir eu beaucoup d'égard pour la bonne foi et la loyauté.

Mais ce qui causa tant de maux à la France fut pourtant encore moins la guerre nationale entre les Français et les Anglais, que les factions violentes qui existaient parmi les premiers, et dont le nombre augmenta à cette époque, ainsi que l'animosité.

Je vous ai parlé plus d'une fois du caractère particulier et dangereux de Charles, roi de Navarre, pour le malheur de la France, il arriva que cet homme qui, à une mauvaise foi insigne, joignait tant de qualités brillantes qui lui donnaient de la popularité, s'évada, en ce moment de troubles, du château de Crèvecœur, où le roi Jean l'avait fait enfermer pour le punir de ses anciennes intrigues. Il fut reçu avec de grandes démonstrations de joie, non seulement à Amiens et dans d'autres villes, mais même à Paris, où le prévôt des marchands, Marcel, devint son principal partisan.

Orateur accompli, Charles de Navarre harangua publiquement les Parisiens, et fit beaucoup d'impression sur eux. Il sem-

bla se prononcer pour une république, ou plutôt pour une aristocratie, au lieu d'une monarchie; et soutint les prétentions des états généraux, en opposition à celles que le dauphin et d'autres élevaient en faveur de la couronne. Ceux qui adhéraient au parti de Charles, ou en général à celui des états, reçurent le nom de Navarrois. Cependant Philippe de Navarre, quoique frère de Charles, resta dans le camp des Anglais; et jamais on ne put le décider à se déclarer pour une république, dans laquelle disait-il il ne pourrait jamais y avoir ni ordre, ni honneur, ni stabilité, et où l'on ne verrait que des scènes continuelles de désordre et de confusion.

Cependant le dauphin fut dans la nécessité d'assembler de nouveau les états généraux, afin d'en obtenir le pouvoir d'imposer des taxes, et de lever de l'argent pour soutenir la guerre. Le prévôt des marchands contraria ce prince dans tous ses projets; car, comme le roi de Navarre, son patron, il avait conçu une haine personnelle contre le dauphin, qui, en quelque sorte, avait été autrefois un Navarrois, avant que les remontrances de son père, le roi Jean,

l'eussent déterminé à abjurer ces opinions dangereuses. Par suite de cette défection, le dauphin était devenu l'objet de la haine mortelle de Charles de Navarre et de ses partisans. Le prévôt Marcel, en particulier, le contrariait dans toutes ses mesures, et il ordonna à la populace, dont la plus grande partie lui était dévouée, de porter des chaperons bleus, en signe d'adhésion à son parti. La moindre offense faite à un de ces bourgeois armés était un appel aux armes pour toute la faction, et il devint absolument impossible de maintenir le bon ordre dans la capitale, encore plus de faire aucun effort, en levant de l'argent ou autrement, en faveur du roi, qui était toujours prisonnier en Angleterre. Le dauphin chercha à temporiser, et s'efforça, par tous les moyens qui étaient en son pouvoir, de former un parti au roi, en opposition à celui de Charles de Navarre. Il y avait à peu près réussi, quand un accident plongea les affaires publiques dans une confusion inextricable.

Un citoyen de la classe inférieure, nommé Macé, avait assassiné Jean Baillet, trésorier de France, et s'était réfugié dans une

église voisine. Le Dauphin envoya deux maréchaux, l'un de France, l'autre de Champagne, avec ordre d'arrêter le coupable et de le faire exécuter sur-le-champ. L'archevêque de Paris se récria contre cet acte indispensable de justice qui était, suivant lui, une violation du sanctuaire de l'église, et le prévôt des marchands, appelant ses partisans dans les rues, marcha avec toute la populace de Paris vers le logement du Dauphin, dans ce qu'on appelait alors le palais de justice. Se présentant sans respect et avec fureur devant ce prince, Marcel s'empara de la personne de deux maréchaux, et les mit à mort si près de Charles, qu'il fut couvert de leur sang. « Comment, messieurs! s'écria le Dauphin, craignant quelque acte de violence contre lui-même, voudriez vous répandre le sang royal de France? » Marcel lui répondit négativement; et pour preuve de ses bonnes intentions, il lui arracha brusquement le chapeau ou chaperon brodé que le prince avait sur sa tête, et lui mit en place son chaperon bleu, qui était le symbole de la faction des Navarrois. Pour que rien ne manquât à son insolence, il porta lui-même, pendant le

reste de cette journée, le chaperon du prince, qui était couleur de rose fanée. Les corps des maréchaux assassinés furent traînés dans les rues, et le roi de Navarre, qui avait évité de se trouver dans la capitale pendant cette émeute, chercha à profiter de cet incident pour l'exécution de ses plans, en y cherchant un prétexte pour les demandes les plus extravagantes. Cependant le Dauphin fut reconnu comme régent par les états-généraux, à qui le Navarrois avait proposé de détrôner le roi, et de priver le Dauphin de tout pouvoir. A l'abri d'un nom qui lui donnait du moins une ombre d'autorité, ce prince s'éloigna de la capitale et de ses habitans factieux, et se rendit successivement en Picardie et en Champagne. Il y assembla les États de ces provinces, et y trouva des sujets obéissans qui lui accordèrent les secours qu'ils pouvaient lui fournir. Une discorde intérieure ébranla ainsi toute la France jusque dans son centre, et les désastres de ce pays ne semblaient plus pouvoir s'accroître, quand deux circonstances, toutes deux d'un caractère le plus alarmant, portèrent la misère générale à un point qui était encore

inconnu jusqu'alors, et qui fit même presque oublier au peuple tous les maux qu'on avait soufferts auparavant.

Nous avons déjà parlé de ces bandes de troupes mercenaires qui ne reconnaissaient ni officiers, ni chefs, que ceux qui leur promettaient de leur procurer le plus d'occasions de pillage. Ces soldats, ou du moins leurs chefs, étaient en général Anglais; et quoiqu'ils ne s'inquiétassent guère de principes politiques, la plupart étaient attachés au parti des Navarrois, comme à celui qui leur assurait l'avantage de piller avec plus de liberté. A l'aide de ces compagnies, comme on les appelait, Charles de Navarre se proposa de réaliser son rêve d'une république, ou plutôt d'une espèce d'oligarchie, dans laquelle il avait sans doute intention de jouer le principal rôle. Dans ce dessein, il enrôla dans sa faction un aussi grand nombre qu'il le pût de chefs de ces compagnies, et il se disposa à s'en servir pour dévaster le royaume de France.

De son côté, le Dauphin déployait son activité pour chercher à réduire le royaume à la soumission; et, comme nous allons le voir, une seconde calamité non moins

grande, non moins accablante, une insurrection de paysans, lui fournit par ses résultats les moyens d'augmenter et de fortifier l'armée qu'il assemblait. Cette guerre des paysans fut appelée *la Jacquerie*, parce que la noblesse donnait aux insurgés le nom méprisant de *Jacques Bonhomme*. Ce fut le fléau le plus terrible qui eût encore ravagé la France. Il est impossible d'en concevoir les horreurs, et il serait dégoûtant de chercher à les décrire. Il fut la suite des actes nombreux d'oppression, de mépris et d'injustice, dont les paysans ou les cultivateurs du sol avaient depuis si long-temps à accuser la noblesse. Les nobles ne voyaient dans les paysans que des êtres d'une nature inférieure à la leur, dont ils croyaient que les biens et la personne étaient également à leur disposition. Par suite de la captivité du roi, et de la confusion générale qui régnait dans tout le royaume, le peu de protection que la couronne avait accordé aux classes subalternes leur avait été retiré. Dans ces jours de désolation, chaque noble, chaque chevalier devenait un tyran féodal absolu dans les domaines qui lui appartenaient, et l'ivresse que produit la jouissance

du pouvoir arbitraire portait la plupart d'entre eux à user despotiquement de leurs priviléges, et à faire de leurs vassaux les victimes d'une oppression sans bornes. Les effets de ce pouvoir absolu amenèrent les abus les plus révoltans, et poussèrent enfin au déséspoir les paysans, qui, tandis qu'ils manquaient eux-mêmes de moyens de subsistance, voyaient leurs seigneurs se livrer imprudemment à tous les excès du luxe. Après avoir vu s'accroître progressivement les maux de leur pays, les paysans devinrent désespérés; et saisissant leurs armes rustiques, des fourches, des faux, des faucilles et des bâtons, ils se soulevèrent avec fureur, formèrent des corps nombreux, et résolurent d'anéantir toute la noblesse du royaume.

Cette insurrection eut lieu dans plusieurs provinces, et comme cela arrive ordinairement dans une guerre de cette espèce, où des hommes ignorans et opprimés brisent tout-à-coup leurs fers, et se livrent à tous les excès que l'esprit de licence et de vengeance peut leur inspirer; ils brûlèrent ou démolirent les maisons des nobles, prirent d'assaut leurs châteaux, outragèrent

leurs femmes et leurs filles, leur firent subir à eux-mêmes une mort lente et cruelle; en un mot, se conduisirent comme des chiens d'attache déchaînés subitement, et dénués de raison comme d'humanité. On cite une circonstance, et ce ne fut pas la seule, où cette populace féroce fit rôtir tout vivant un noble dont elle avait pris le château, et força sa femme et ses enfans à manger de sa chair. Nous jetterons un voile sur ces horreurs, et nous nous bornerons à remarquer qu'un double fléau résulte de l'esclavage et de l'oppression; c'est que les victimes qu'ils ont faites, quand elles ont réussi à en secouer le joug, sont pendant un certain temps incapables de raisonner comme des êtres appartenant à la race humaine.

Les horreurs de cette guerre domestique produisirent pourtant un bon effet. Elles déterminèrent chacun à se réunir pour mettre un terme à des maux si violens. La noblesse, dont la seule profession était les armes, se rassembla pour se défendre mutuellement, et les armes qu'elle portait la mirent bientôt en état de soumettre des

paysans furieux, quoique en nombre infiniment supérieur.

Froissard cite un fait qui n'est pas sans intérêt. La duchesse de Normandie, la duchesse d'Orléans, et près de trois cents autres dames et demoiselles de qualité, avec de jeunes enfans, s'étaient réfugiées dans la ville de Meaux, où elles espéraient pouvoir être défendues contre les fureurs de la Jacquerie. Elles y furent assiégées par neuf à dix mille révoltés, et il ne devint bientôt que trop évident que la canaille de la ville se déclarerait pour les paysans, et les y recevrait sans opposition. Le comte de Foix et le captal de Buche vinrent à passer près de la ville où ces dames étaient assiégées par ces furieux, et ils apprirent de quels dangers les menaçaient les barbares qui les entouraient. Ces deux chevaliers ne professaient pas les mêmes principes politiques. Le comte était Français, tant de naissance que par ses opinions; le captal de Buche, ainsi nommé d'après un district en Gascogne dont il était gouverneur, s'était distingué par sa valeur au service d'Édouard III; et c'était lui qui avait commandé l'embuscade qui avait si bien réussi à la bataille

de Poitiers. Sans songer à leur différence d'opinion, ils furent également disposés à agir en dignes chevaliers, et à risquer leur vie pour sauver tant de nobles dames qu'une populace furieuse destinait à la mort et à l'infamie. Ils avaient avec eux une soixantaine de lances, ce qui, avec la suite respective de chacun, pouvait probablement former une troupe de trois à quatre cents hommes.

A la tête de cette force très-inférieure, le comte de Foix et le captal de Buche marchèrent droit à Meaux. Les habitans avaient déjà reçu les paysans dans les rues et sur la place du marché; mais les dames étaient encore protégées dans la citadelle, ou quartier fortifié de la ville. Les deux vaillans chevaliers arrivèrent à temps pour les empêcher de tomber entre les mains de leurs ennemis furieux. Ils baissèrent la pointe de leurs lances, et se précipitèrent dans la place du marché, qui était remplie d'une canaille en désordre, hors d'état de résister à une attaque si sérieuse. Les paysans furent chassés de la ville à la pointe de la lance, et poursuivis jusqu'à plusieurs milles. Les historiens assurent que sept mille

d'entre eux furent tués, ce qui n'est pas impossible, puisque leurs adversaires étaient couverts d'armures qui les rendaient presque invulnérables, et qu'ils n'avaient eux-mêmes aucune arme défensive. Les chevaliers revinrent à Meaux en triomphe, et ils brûlèrent une partie de cette ville pour punir les habitans d'y avoir laissé entrer les paysans. Les guerriers, qui, quoique ennemis personnels, avaient agi avec tant de noblesse pour secourir des femmes en danger, furent comblés d'éloges, et leur exemple fut généralement imité. D'autres combats semblables à celui de Meaux eurent lieu dans différentes parties de la France, et la Jacquerie, dont les horreurs avaient été si terribles, fut enfin réprimée.

Comme nous l'avons déjà dit, la terreur inspirée par cette insurrection des paysans obligea les nobles à se réunir, et elle les rendit aussi plus dociles aux ordres de leurs chefs naturels. On peut croire que leur campagne fut sanglante, car ils ne faisaient aucun quartier, et ils faisaient pendre à l'arbre le plus voisin les insurgés qui tombaient entre leurs mains. Le remède était violent, mais il fut efficace, et cette ré-

bellion fut enfin étouffée dans le sang des malheureux paysans. Le régent ou dauphin fut ainsi en état de se mettre à la tête d'une armée de trente mille hommes, qui avait été levée pour réprimer la Jacquerie, mais avec laquelle il saisit bientôt l'occasion de faire le blocus de la capitale rebelle, dont il désirait vivement se rendre maître. Il espérait d'autant plus y réussir qu'il avait aussi dans l'intérieur de Paris un parti qui lui était secrètement attaché, quoiqu'il ne fût pas assez fort pour s'opposer ouvertement à la faction dont le prévôt des marchands était le chef.

D'une autre part, le roi de Navarre conduisit vers Paris un corps nombreux, composé de ces bandes ou compagnies dont nous avons déjà parlé, et établit son camp à St.-Denis, afin d'être à portée de saisir toutes les occasions qui pourraient se présenter pour soutenir le prévôt Marcel, et les Parisiens qui tenaient à la faction des Navarrois. Cependant le prévôt se convainquit que les choses ne pouvaient rester longtemps dans cet état d'incertitude, et il résolut de recevoir dans la ville le roi de Navarre et ses forces, afin de pouvoir conti-

nuer à résister au Dauphin; car il commençait à sentir que son influence seule ne suffirait pas pour lutter contre lui. Il communiqua donc aux chefs campés à St.-Denis le plan qu'il avait formé, et les avertit de s'approcher des portes de St.-Antoine et de St.-Honoré, la nuit suivante, à minuit, avec un corps de troupes d'élite qu'il se proposait d'introduire dans la capitale.

Il arriva pourtant que deux citoyens, chefs du parti opposé, c'est-à-dire de celui du régent, nommés Jean et Simon Maillard, ayant quelque soupçon de ce qui se tramait, surprirent le prévôt vers minuit près de la porte de St.-Antoine, ayant en mains les clefs de la ville. Ils l'accusèrent sur-le-champ de trahison, et le tuèrent sur la place. Ainsi périt Marcel, et cette entreprise déloyale jeta son parti dans un tel discrédit qu'il ne se releva plus. L'effet immédiat de ce changement fut que, d'une part, le Dauphin entra en triomphe à Paris, et que, de l'autre, le roi de Navarre déclara formellement la guerre à tout le royaume de France.

Il mit ses menaces à exécution à l'aide des compagnies, qui, comme nous l'avons

déjà dit, étaient en possession d'un grand nombre de places fortes dans différentes parties de la France. De là, elles faisaient des sorties inattendues, et entreprenaient de longues marches, pendant lesquelles elles prenaient des châteaux qui se croyaient en pleine sûreté, et pillaient des villages sans défense, qui ne pensaient avoir aucun danger à craindre. Les prisonniers que faisaient ces aventuriers dans leurs expéditions étaient forcés de leur payer une forte rançon, et ceux qui ne pouvaient ou ne voulaient pas satisfaire leur cupidité étaient mis à mort sans merci.

La providence n'avait pourtant pas entièrement abandonné la France, et ce fut du sein même de la confusion et du désordre le plus complet que la sagesse divine fit jaillir pour elle des moyens de salut. On remarqua que les chefs anglais commencèrent à perdre graduellement de cette supériorité marquée qui avait signalé leurs armes.

Eustache d'Ambreticour, un des plus braves des chefs des compagnies franches au service de l'Angleterre, avait au moins douze bonnes forteresses sous ses ordres dans différentes parties du pays, et il pou-

vait disposer de plus de sept cents combattans. Il fut pourtant défait et fait prisonnier, principalement à l'aide du chef d'une compagnie franche, comme la sienne, nommé Broquart de Fenestranges, qui, en cette occasion, était à la solde de la France. Le Dauphin obtint aussi en d'autres endroits des succès partiels, qui peu à peu rendirent le courage au parti français.

Ce genre de guerre causait pourtant encore beaucoup de souffrances, comme le prouve une expédition entreprise par un autre chef célèbre de compagnie franche, nommé sir Robert Knolles. C'était un Anglais de basse naissance et peu estimé; mais il se distingua par ses talens militaires comme chef d'une compagnie franche. Il partit de Bretagne, et avança vers la Loire, dans le dessein avoué de marcher sur Avignon, où le pape résidait alors, et de forcer le Saint-Père et ses cardinaux à lui payer une forte rançon. La présence d'une nombreuse armée française l'obligea à changer d'intention. Il lui offrit la bataille; les Français la refusèrent; et quand ils crurent l'avoir entouré, il sut leur échapper. Sir Robert Knolles, dans cette expédition,

et dans plusieurs autres excursions de pillage, acquit une fortune de comte, et plusieurs territoires dont il fit la cession au roi Édouard, sans autre condition qu'une amnistie pleine et entière. Nous finirons le récit des événemens de ce genre par l'observation générale que l'existence de ces compagnies indépendantes d'aventuriers continua encore long-temps à être un des fléaux les plus cruels de ce siècle. Cependant le rétablissement de la paix entre les deux nations n'avançait pas, quoique la continuation de la guerre fût si nuisible à la France, et si peu utile à l'Angleterre.

L'infortuné roi Jean, dont nous avons eu depuis quelque temps peu d'occasions de parler, paraît, après sa défaite à Poitiers et sa captivité, avoir été presque oublié de ses sujets, quoique le devoir des vassaux de payer la rançon de leur seigneur suzerain, quand il était prisonnier, fût une des obligations les plus sacrées de la chevalerie. Se trouvant abandonné à ses propres efforts, il chercha à terminer ses différens avec Édouard. Par un traité qu'il conclut avec ce prince, il s'obligea à lui céder la Gascogne, l'Aquitaine, Calais, et d'autres

fiefs pour, par Édouard et ses successeurs, en jouir sans avoir à en rendre hommage à la couronne de France, et sans être tenu envers elle à aucuns devoirs féodaux. Le roi de France promettait en outre quatre millions de couronnes d'or pour sa rançon et celle des autres prisonniers faits à Poitiers. De son côté, le roi d'Angleterre consentait à renoncer à toute prétention au titre de roi de France, et à tous ses droits sur la Normandie et sur les autres provinces qui ne lui étaient pas expressément abandonnées par ce traité.

Telles étaient les conditions auxquelles le roi Jean aurait été satisfait de terminer la guerre et de recouvrer sa liberté. Le roi Édouard les accepta comme contenant tout ce qu'il pouvait s'attendre à gagner par les événemens de la guerre, car il devait avoir perdu tout espoir de conquérir la France. Mais le consentement des états-généraux était indispensable pour la validité de ce traité; et ce corps puissant, représentant la nation française, refusa positivement de sanctionner un arrangement par lequel on abandonnait à l'Angleterre une si grande portion du royaume de France. Il en ré-

sulta qu'on recommença de part et d'autre les préparatifs de guerre avec beaucoup d'animosité. Le roi Édouard assembla une armée qui ne se montait pas à moins de cent mille hommes. Une trève qui subsistait ne devait expirer qu'au milieu de l'été de 1359, de sorte que la moisson était presque finie quand Édouard III arriva à Calais avec ces troupes nombreuses.

Cependant la nouvelle qu'Édouard allait recommencer la guerre avec des vues de conquête absolue n'eut pas peu d'influence sur le parti des Navarrois, et même sur Charles de Navarre. Il sentit tout-à-coup que, si Édouard obtenait des succès, il trouverait en la personne du roi d'Angleterre un compétiteur plus formidable que ne l'avait été pour lui le régent légitime du royaume. A la surprise générale, il abjura donc tout-à-coup, du moins pour un certain temps, les principes d'insubordination et de révolte qui avaient dirigé sa conduite à l'égard du dauphin, et fit la paix avec ce prince à des conditions très-raisonnables. Philippe, frère du roi de Navarre, continua à rester attaché au parti de l'Angleterre, et il dit qu'il fallait que son frère fût sous l'influence de

la sorcellerie pour avoir fait la paix mal à propos. Dans le fait, adopter des vues modérées ou pacifiques, c'était pour Charles sortir de son caractère.

Cependant Édouard III se mit en campagne, et traversant avec le plus grand ordre les provinces d'Artois et de Picardie, il fit le siége de la ville de Rheims, et l'on répandit le bruit qu'il avait dessein de s'y faire couronner, suivant l'ancienne coutume des rois de France. Mais cette ville fut vaillamment défendue. L'archevêque encouragea les habitans à la résistance, et plusieurs seigneurs se trouvaient dans la place avec leur suite. Pendant ce siége qui dura trois mois, le roi de Navarre eut un retour de perversité politique, et sur quelque léger prétexte, il fit de nouveau la guerre au dauphin; mais si Édouard retira quelque avantage de la versatilité de ce prince, il le perdit par la rébellion des Flamands que les intrigues de la France portèrent à épouser de nouveau les intérêts de ce pays.

En 1360, Édouard se trouva obligé de lever le siége de Rheims, et il fit marcher

son armée vers la capitale de la France, — espèce d'insulte ou de menace à laquelle les anglais eurent recours plusieurs fois pendant ces guerres, et qui ne produisit que peu d'effet. Le dauphin, régent du royaume, occupa la capitale à la tête d'une armée nombreuse; mais ce prince ne voulait pas confier le destin du pays au résultat incertain d'une bataille, qui aurait pu se terminer comme celles de Créci et de Poitiers, et de son côté, le roi d'Angleterre était trop prudent pour essayer de prendre d'assaut une grande ville défendue par une armée formidable. Edouard jugea donc à propos de se retirer vers la Bretagne, pour recruter ses forces, tandis que le régent et son conseil, profondément affectés de la scène de désolation que la France présentait de toutes parts, se virent dans la nécessité de se soumettre à demander la paix, même à des conditions désavantageuses. Il répugnait encore au roi d'Angleterre de renoncer à ses hautes prétentions à la couronne de France; et l'on dit qu'un violent orage, qu'il interpréta comme un signe du courroux céleste contre les princes qui prolongeraient la guerre, fut ce qui l'emporta sur

son obstination, et le détermina à consentir à la paix.

Mais dans le fait, les succès d'Édouard avaient été achetés à un prix que la richesse même de l'Angleterre ne pouvait payer, et indépendamment de l'épuisement de ses finances, les évènemens de la dernière campagne lui avaient appris ce qu'il pouvait faire et ce qui lui était impossible. Il pouvait traverser la France sans opposition, mais ce n'était pas la soumettre à sa domination, et une seule ville, comme Rheims, si elle était déterminée à lui résister, suffisait pour arrêter ses progrès. Le résultat de ses guerres en Écosse pouvait aussi avoir démontré à ce prince guerrier que c'est tout autre chose que de couvrir un pays de ses troupes, ou de le subjuguer. La facilité avec laquelle une nation pauvre et peu nombreuse avait rétabli son indépendance, pouvait lui faire sentir l'impossibilité de réduire la France, bien plus riche, bien plus populeuse que l'Écosse, si, comme ce dernier pays, elle était déterminée à défendre sa liberté, et le siége de Rheims prouvait qu'elle en avait pris la résolution. Le conquérant crut donc qu'il était de la pru-

dence de s'assurer la possession solide d'une seule province plutôt que de prolonger la guerre dans le vain espoir que quelque victoire subséquente ferait plus pour lui que celles de Créci et de Poitiers.

Édouard, au lieu de persister dans cette tentative pour conquérir tout le royaume de France, résolut donc de se contenter, pour le moment, de posséder la Gascogne, portion de ce pays qui lui fut cédée en toute souveraineté. Calais lui ouvrant l'entrée de la France, il n'en serait pas moins prêt à profiter des occasions qui pourraient s'offrir pour y faire d'autres conquêtes.

Pour assurer d'autant mieux sa domination en Gascogne, le roi d'Angleterre exigea cette province en principauté, et il y nomma le prince Noir pour son lieutenant et son représentant, sachant, d'après la valeur et la sagesse dont son fils avait donné tant de preuves, qu'il ne pouvait mieux pourvoir au gouvernement et à la sûreté de cette partie de ses domaines.

Les conditions de paix furent nécessairement favorables à l'Angleterre, à laquelle le roi de France abandonna en toute souveraineté la province de Gascogne avec di-

verses autres dépendances de l'Aquitaine; et dans le nord de la France, la ville de Calais et le comté de Guines. De son côté, Édouard renonça au titre de roi de France et à toutes prétentions sur la Normandie, la Touraine, l'Anjou et le Maine.

24 octobre 1360. Ces conditions formèrent la base de la paix de Bretigny, et elles furent très-agréables aux sujets des deux couronnes, quoiqu'elles ne le fussent pas au même degré, sous plus d'un rapport, aux deux monarques. Des difficultés s'élevèrent relativement à la reddition de certaines parties de territoire et de quelques châteaux dont la cession avait été faite aux Anglais. Les seigneurs, pleins de grandeur d'ame, qui occupaient ces fiefs, ne comprenaient pas qu'on pût les transférer comme un troupeau de moutons, de la suzeraineté d'un souverain à celle d'un autre. Plusieurs chevaliers gascons refusèrent de devenir vassaux de l'Angleterre, après l'avoir été de la France. La France, disaient-ils, pouvait renoncer à leur foi et hommage, mais elle n'avait pas le droit de substituer en sa place un souverain étranger. Ces difficultés suspendirent les avantages qu'on attendait de

la paix. Les ducs d'Anjou et de Berri, ainsi que les ducs d'Orléans et de Bourbon restèrent en Angleterre comme otages pour garantie du paiement de la somme stipulée pour la rançon des prisonniers faits à Poitiers. Ces princes obtinrent, à leur sollicitation, la permission de passer à Calais, sous prétexte qu'ils pourraient fournir les moyens de décider les points contestés du traité. Mais au lieu d'agir ainsi, le duc d'Anjou abusa de cette indulgence, et saisit une occasion pour passer en France.

Le roi Jean avait été remis en liberté aussitôt qu'il était entré en accommodement avec Édouard, et il était retourné en France; mais il fut profondément blessé de la conduite de son fils, qu'il regardait comme déshonorante, et il prit la résolution généreuse de donner aux anglais une pleine garantie pour le paiement de la rançon, en remettant une seconde fois sa propre personne entre leurs mains. Il répondit avec fermeté à ceux de ses conseillers qui voulaient le détourner d'une telle démarche, « que si la bonne foi et la loyauté étaient bannies du reste du monde, elles devaient se retrouver dans le cœur des rois. »

Ces généreux sentimens, exprimés avec tant de noblesse, semble prouver que le roi Jean méritait une meilleure fortune que celle qui l'avait suivie pendant toute sa vie, et qui l'accompagna alors au tombeau. Peu de temps après son retour en Angleterre, il fut attaqué d'une maladie, dont il mourut dans le palais de Savoie. 8 avril 1364. Son fils Charles, qui s'était trouvé dans des circonstances si difficiles, comme régent, monta alors sur le trône avec le titre de roi. Il apportait à ce rang éminent toute l'expérience que des années d'infortunes l'avaient mis à portée d'acquérir, et qui lui a valu, dans les annales de la monarchie Française, le surnom bien mérité de *Sage*.

CHAPITRE V.

GUERRE EN NORMANDIE. — BATAILLE DE COCHEREL. — GUERRE EN BRETAGNE ENTRE LES PARTISANS DE DE MONTFORT ET DE DE BLOIS. — BATAILLE D'AURAY. — EMBARRAS FINANCIERS DE CHARLES V. — LOIS SOMPTUAIRES. — COMPAGNIES FRANCHES. — PLAN DE CHARLES POUR LES RENVOYER DE FRANCE. — LEUR CHEF DU GUESCLIN MARCHE SUR AVIGNON, ET EXIGE UNE RANÇON DU PAPE. — IL PREND PART A UNE GUERRE CONTRE DON PÈDRE LE CRUEL, ROI DE CASTILLE, ET LE CHASSE DE SON ROYAUME. — DON PÈDRE SOLLICITE L'AIDE DU PRINCE-NOIR, QUI LE RÉTABLIT DANS SON ROYAUME. — DU GUESCLIN EST FAIT PRISONNIER, ET SA RANÇON EST PAYÉE. — TAXE NOMMÉE FOUAGE, IMPOSÉE EN GASCOGNE SUR LES CHEMINÉES PAR LE PRINCE-NOIR, POUR PAYER LES FRAIS DE SON EXPÉDITION EN CASTILLE. — MÉCONTENTEMENT QU'ELLE OCCASIONNE.

Charles V, cinquante et unième roi de France, prit les rênes du gouvernement dans un moment où les affaires étaient dans la plus grande confusion. La querelle concernant la Bretagne, n'était pas encore terminée, et la Normandie continuait à être troublée par les factions des Navarrois et des Français. Le dernier de ces partis avait presque exclusivement pour chef un vaillant chevalier Breton, nommé du Guesclin, dont le courage rendit de grands services à la France sous ce règne. Les Navarrois, de

leur côté, étaient commandés par le Captal de Buche, dont il a déjà été parlé plusieurs fois. Ces deux héros se livrèrent une bataille près de Cocherel en Normandie, et y déployèrent l'un et l'autre autant de valeur que d'habileté. Cette action est particulièrement citée à cause du mérite des deux chefs, et parce que la fortune s'y déclara pour les Français; car depuis la bataille de Créci, ce fut la première où cette nation fut victorieuse. Les Navarrois furent complètement défaits, et leur brave commandant, le Captal de Buche, tomba entre les mains des vainqueurs. Le roi Charles le reçut avec beaucoup de distinction, et il lui aurait donné un comté, si le prince Noir eût permis au Captal de l'accepter.

C'était un heureux commencement du règne du roi Charles, mais le revers de la médaille se montra en Bretagne. Charles V avait envoyé un millier de lances à Charles de Blois pour fortifier son parti dans ce duché, tandis qu'Édouard y avait fait passer lord Chandos avec un pareil nombre de troupes pour soutenir la cause du comte de Montfort, fils de Jean de Montfort et de l'héroïne qui s'était illustrée par la défense

d'Hennebon. Ces ennemis invétérés, de de Blois et de Montfort, se rencontrèrent près de la ville d'Auray. Des amis, de part et d'autre, s'efforcèrent d'amener un arrangement entre ces deux seigneurs, mais ce fut inutilement : chacun d'eux était décidé à régler, d'après l'évènement de cette journée, leurs prétentions si long-temps contestées. Ils s'approchèrent l'un de l'autre avec une lenteur et une circonspection qui pouvaient donner une idée de la résolution que chacun d'eux avait prise de terminer par cette bataille leur longue querelle pour la souveraineté de la Bretagne, et de combattre jusqu'à l'extrémité.

Chandos qui avait le commandement en chef de l'armée du comte de Montfort, divisa ses forces en trois bataillons, chargeant sir Hugues Calverley, chevalier anglais de grand renom, du commandement de l'arrière-garde, ou plutôt du corps de réserve. Ce vaillant champion, homme d'un courage distingué, fit des représentations contre cet arrangement, et dit qu'il désirait combattre au premier rang. Lord Chandos lui expliqua son ordre de bataille et l'assura qu'il fallait que la réserve fut commandée par

Sir Hugues Calverley ou par lui-même, en lui laissant le soin de décider ce qui était le plus convenable. Sir Hugues ne put résister à cet acte de politesse et de déférence de la part d'un chef si distingué, et lui disant qu'il était sûr que lord Chandos ne lui assignerait pas un poste que son honneur ne lui permettrait pas d'accepter, il se chargea de celui qui lui était destiné.

Un peu avant le jour, les deux armées s'approchèrent l'une de l'autre. Les Français s'avancèrent en bon ordre et « en rangs si serrés, dit Froissard, que si l'on eût jeté une pomme au milieu du bataillon, elle serait tombée sur un heaume ou sur un casque. » Ils étaient couverts de grands et forts boucliers pour parer les flèches des archers anglais. S'avançant donc vers les archers, sans avoir à souffrir de leurs traits autant que de coutume, les Français les attaquèrent avec les haches d'armes qu'ils avaient préparées pour combattre corps à corps. De leur côté les archers soldats braves et vigoureux, se précipitèrent au milieu des Français, jetèrent bas leurs arcs, arrachèrent les haches des mains de leurs ennemis, et se défendirent avec une

fureur remarquable, quoique inutile. Les chefs de part et d'autre, combattirent vaillamment; et Chandos, une hache à la main, donna l'exemple à tous les combattans. Sir Hugues Caverley s'acquitta parfaitement de la tâche qui lui avait été confiée, et en amenant la réserve dans le moment de crise le plus urgent, il justifia la prudence de lord Chandos qui lui avait assigné un poste si important, et décida de la fortune de la journée. Charles de Blois fut tué sur-le-champ de bataille, et son adversaire, de Montfort, lui accorda des larmes, plaignant généreusement le sort d'un ennemi vaillant. Bertrand du Guesclin lui-même fut fait prisonnier, et le parti français se trouvant privé de ses principaux chefs, fut mis en déroute complète.

Cette bataille termina en Bretagne des hostilités qui avaient duré tant d'années; mais la faction d'Édouard III, qui avait si long-temps soutenu cette guerre, en retira peu d'avantage. Il avait été décidé par la paix de Bretigny, que, de quelque manière que se terminât la querelle entre Charles de Blois et de Montfort, le roi d'Angleterre ne pourrait prétendre à aucun droit de Souveraineté

sur la Bretagne. Par suite de cette bataille d'Auray, le duché de Bretagne fut adjugé au jeune comte de Montfort, à qui sa conduite pendant cette action valut le surnom de Vaillant. Le roi de France admit le jeune vainqueur à lui rendre hommage, comme duc de Bretagne, et sa libéralité accorda des dons considérables à la veuve de Charles de Blois.

La difficulté de trouver les moyens de pourvoir aux diverses dépenses du royaume fut une source féconde d'embarras pour Charles V, et le força à avoir recours, pour lever des fonds, à une mesure qui ne pouvait être très-populaire. Ce fut de révoquer généralement les donations que le roi lui-même et ses prédécesseurs avaient faites tant aux grands vassaux de la couronne qu'à leurs sujets de rang inférieur. En s'acquittant de cette tâche difficile, Charles, par sa sagesse et son éloquence, fit une telle impression sur son oncle, Philippe d'Orléans, qu'il détermina ce puissant prince du sang à renoncer à tout ce qu'il tenait de la faveur de son père, de ses frères et de son neveu. Philippe écrivit que « quoiqu'il crût avoir un droit légitime

aux donations que lui avait faites la couronne, il les mettait à la disposition du roi son neveu, du moment que les besoins de l'état les lui rendaient nécessaires ». Piqués d'émulation à la vue d'une si grande générosité, d'autres suivirent l'exemple que leur donnait un prince touchant de si près à la couronne, et ils consentirent aussi à la révocation des donations qu'ils tenaient des souverains français. Le roi accepta les abandons qui lui étaient faits de cette manière, en conserva une partie, rendit le surplus à ceux qui avaient renoncé à leurs droits en sa faveur. On sentait si bien à quelle extrémité la couronne était réduite, que jamais peut-être une mesure d'état, qui froissait tant d'intérêts, et qui devait nécessairement déplaire, ne fut mise à exécution en causant moins de mécontentement.

Le roi rendit aussi des lois contre le luxe dans les repas, dans les fêtes, et dans la parure, et en exécutant strictement lui-même ses propres ordonnances, il produisit une réforme considérable dans les dépenses des grands, qui étaient une source constante d'envie et de haine pour le peu-

ple. Il veillait à l'administration de la justice avec fermeté, et, autant qu'il le pouvait, il faisait exécuter promptement les jugemens qu'il rendait. Mais la situation du pays, couvert de bandes de soldats qui ne reconnaissaient pas de souverain, paralysa long-temps ses efforts pour rétablir l'ordre.

Ces associations d'aventuriers militaires, qui, devenues nombreuses, furent appelées « les Grandes Compagnies », continuèrent à être un fléau national qui semblait presque sans remède. L'état des finances rendait impossible à Charles V de purger son royaume de ces pirates de terre, comme on pouvait les appeler, dont il était inondé. Dans sa détresse, il s'adressa à Édouard III, qui, par un article du traité de Bretigny, s'était obligé de prêter son assistance, si elle était requise, pour en délivrer la France. Édouard, sommé de remplir son engagement, publia une proclamation dans laquelle il ordonnait à ces compagnies de mettre bas les armes, et d'évacuer le territoire de la France. Un petit nombre obéirent, mais les autres traitèrent sa proclamation avec mépris, disant qu'ils ne tenaient pas de terres du roi d'Angleterre,

qu'ils ne lui devaient point obéissance, et que les ordres d'aucun roi du monde ne les obligeraient à débander leurs forces. L'impétueux Édouard résolut sur-le-champ de marcher contre eux à la tête d'une armée; mais Charles, ne désirant pas lui fournir un prétexte pour faire rentrer en France des troupes anglaises, lui fit dire qu'il ne pouvait approuver la proposition de son frère, le roi d'Angleterre, et qu'il avait dessein d'employer un autre expédient pour se débarrasser des Grandes Compagnies. Édouard répondit avec indignation, qu'en ce cas, le roi de France devait n'attendre de lui aucun secours.

Le roi Charles, justement surnommé le Sage, avait effectivement imaginé un moyen pour débarrasser la France du fléau dévastateur des compagnies franches, sans avoir recours à l'épreuve hasardeuse de leur faire la guerre, ou d'appeler à son secours une armée anglaise commandée par le Prince Noir, ou par son père.

Son projet était d'offrir à ces aventuriers un champ de bataille plus éloigné, et qui leur présentât en perspective le butin qu'ils convoitaient, tandis que leur départ sou-

lagerait la France du fardeau de leur présence. Il parvint donc à en envoyer un corps nombreux guerroyer en Italie, où leur chef, anglais de basse naissance, nommé Hawkwood, obtint un rang et de la fortune.

Mais le roi de France suivit le même système politique sur une plus grande échelle. Bertrand Du Guesclin, renommé par sa valeur, et connaissant personnellement les principaux chefs de ces compagnies, fut chargé de négocier avec eux pour les engager dans une expédition lointaine. Il était alors prisonnier de Jean Chandos, ayant été pris, comme nous l'avons dit, à la bataille d'Auray.

Le roi de France, le pape, et d'autres princes, qui voyaient la nécessité d'employer Du Guesclin pour faire réussir ce plan, intervinrent entre lui et Chandos, et se cotisèrent pour payer la forte rançon qui fut demandée pour lui rendre la liberté. Redevenu libre, cet illustre guerrier se servit de son influence pour engager trente-cinq des principaux chefs de ces compagnies à entreprendre ce qui leur fut d'abord représenté comme une expédition

contre les Maures en Espagne, et par conséquent, comme une espèce de croisade. Il les détermina d'autant plus facilement à cette entreprise, qu'il leur proposa de les accompagner lui-même, et qu'il accepta le commandement en chef. Le roi de France donna bien volontiers son consentement et son approbation à cette guerre, sainte en apparence, et il distribua, aux chefs qui y prirent part, deux cent mille livres pour les aider à se mettre en marche, s'inquiétant peu, comme on peut le supposer, de la route qu'ils prendraient, pourvu qu'elle les conduisît hors de France. Les compagnies se réunirent, comme elles en étaient convenues, à Châlons sur Marne, et de là, elles se dirigèrent sur Avignon, où le pape faisait alors son séjour. Sa Sainteté, fort alarmée de l'approche d'une armée ainsi composée, dépêcha un cardinal à sa rencontre, pour demander quelles étaient ces troupes, et dans quel dessein elles arrivaient. Du Guesclin répondit avec gravité que c'étaient des pécheurs qui avaient pris la croix contre les infidèles, et qui marchaient contre les Maures; et qu'ils venaient se jeter aux pieds du pape pour lui demander l'absolu-

tion de leurs péchés, et une somme de deux cent mille florins, par forme d'aumône, pour les mettre en état d'accomplir leur pieuse entreprise. Le cardinal promit l'absolution sans délai et sans scrupule; mais le paiement de la somme exigée souffrit plus de difficultés. Le pape aurait voulu que ces mendians impérieux se fussent contentés de cent mille florins, qu'il aurait levés par le moyen d'une taxe sur les habitans d'Avignon; mais cette mesure ne convenait pas à la politique de Du Guesclin. « Nous ne venons pas ici pour piller les pauvres, répondit-il, mais pour recevoir des aumônes des riches. Ce subside doit être entièrement payé par le pape et par son collége de cardinaux, qui ont des coffres bien remplis, et nulle taxe ne doit être imposée sur les pauvres habitans d'Avignon. » Le pape fut dans la nécessité de satisfaire à cette requête faite sans cérémonie, et il ajouta libéralement à ce subside l'absolution que ces brigands affectaient de désirer d'obtenir.

Bertrand Du Guesclin, et ceux des chefs de compagnies à qui il avait confié ses projets secrets, avaient en vue une expédition

toute différente d'une attaque contre les infidèles. Don Pèdre, que sa tyrannie et sa cruauté avaient fait surnommer le Cruel, règnait alors en Castille, un des principaux royaumes d'Espagne. Il avait fait assassiner sa jeune et belle épouse, proche parente du roi de France; et outre d'autres cruautés innombrables, il avait fait attenter aux jours de deux ou trois de ses frères naturels, et particulièrement de l'un d'entre eux, nommé Henri, comte de Transtamare, qui jouissait d'une haute estime, et qu'on supposait à la tête du nombreux parti de Castillans que les cruautés de Don Pèdre avaient révoltés. Le roi de Castille avait aussi offensé l'Église de plusieurs manières, ce qui lui avait attiré une sentence d'excommunication, et le pape trouva très-convenable, et surtout très-commode que cette armée, composée du rebut de toutes les nations, se chargeât de l'exécution de son saint décret.

Sans entrer dans les détails de cette expédition, il nous suffira de dire que Bertrand Du Guesclin et son armée réussirent aisément à priver Don Pèdre d'une cou-

ronne que ses vices avaient ébranlée, et le forcèrent à fuir à la Corogne.

Réduit à cette extrémité, Don Pèdre prit la résolution de passer de la Corogne en Gascogne, pour solliciter humblement en personne l'alliance formidable du Prince Noir, qui avait fixé sa résidence à Bordeaux, capitale d'où il gouvernait, comme lieutenant de son père, les belles provinces cédées à l'Angleterre par le traité de Bretigny.

Don Pèdre se présenta donc comme un prince infortuné, détrôné et chassé de ses domaines par un frère bâtard, et ayant droit à l'appui de quiconque était assis au même rang; et sa situation malheureuse émut naturellement le cœur du noble Édouard, qui, en vrai chevalier, crut devoir accorder sa puissante protection à un monarque dans la détresse, qui implorait son secours.

Il fallait pourtant considérer le nombre de troupes qui serait nécessaire, et les grands frais qu'il faudrait faire si le Prince-Noir embrassait la cause du roi fugitif. Ses fidèles conseillers le lui firent envisager, et l'invitèrent à prendre en considération les

crimes de Don Pèdre, et les grandes dépenses qui seraient indispensables, s'il voulait le secourir. Ils le conjurèrent d'attendre au moins qu'il sût quelle somme son père serait disposé à sacrifier à une telle expédition. Ils ne manquèrent pas de lui représenter, — et une cruelle expérience lui apprit ensuite qu'ils ne se trompaient pas; — que si, par suite de l'appui qu'il accorderait à Don Pèdre, il se trouvait dans la nécessité d'imposer une taxe sur les habitans de la Gascogne, il pouvait compter qu'il perdrait leur respect et leur obéissance. Ces argumens ne firent aucune impression sur le Prince-Noir. Il était prévenu en faveur de la justice de la cause de Don Pèdre, et il prêta l'oreille aux promesses perfides de ce tyran, qui s'engagea à lui fournir argent, provisions, et tout ce dont il aurait besoin. Édouard assembla donc un corps nombreux de troupes féodales, et prit la résolution dangereuse de l'augmenter par des compagnies franches qu'il reçut dans son armée. Comme on promit nécessairement une paie considérable à ces compagnies, dont plusieurs avaient aidé Du Guesclin à conquérir la Castille et à dé-

trôner Don Pèdre, elles furent également disposées à coopérer à son rétablissement sur le trône, et s'assemblèrent bientôt en grand nombre. Le prince Édouard se mit donc à la tête d'une très-forte armée, traversa les Pyrénées, et s'avança sur les bords de l'Èbre, jusqu'à une ville nommée Najara ou Navarette. Henri, élu roi de Castille, y attendait Édouard avec une armée encore plus nombreuse que celle de ce prince, et qui était composée en partie d'Espagnols, en parties des compagnies franches que Du Guesclin avait amenées en Espagne, et dont il restait encore à ses ordres environ quatre mille hommes d'armes. Il s'ensuivit une bataille furieuse, et l'on combattit avec beaucoup de valeur de part et d'autre. Mais le Prince-Noir se distingua par-dessus tous les autres par sa conduite et sa bravoure; et après une victoire aussi complète qu'aucune de celles qu'il avait remportées jusqu'alors, il ne trouva aucune difficulté à rétablir son allié sur un trône dont ses crimes le rendaient indigne. Mais la Providence voulut que ce prince eut à souffrir le premier de l'ingratitude du tyran infâme qu'il avait secouru sans examiner suffisam-

ment si la cause qu'il embrassait était juste.

Le paiement des sommes d'argent qui étaient nécessaires, la fourniture de vivres de bonne qualité et en quantité suffisante, en un mot tout ce qui avait été libéralement promis avant l'expédition, fut, après la victoire de Navarette, complétement oublié par le tyran ingrat, et le Prince-Noir fut en même temps effrayé par les murmures de ses soldats, mécontens de ne pas recevoir leur paie, et effrayé des maladies qui en enlevaient un grand nombre. La chaleur du pays, à laquelle la constitution des Anglais n'était pas accoutumée, et une nourriture malsaine à laquelle ils n'étaient pas non plus habitués, furent non seulement pour les soldats une cause de maladie et de mort, mais le vaillant prince lui-même y puisa les germes d'un mal incurable. Il retourna donc à Bordeaux, trompé dans ses espérances, avec une armée considérablement diminuée, un trésor épuisé et une santé délabrée. Les historiens remarquent que l'appui accordé au tyran Don Pèdre devait avoir déplu à la Providence, puisqu'il était suivi d'un changement de fortune si mar-

qué dans la personne d'un guerrier aussi éminent que le prince de Galles.

Le prince Édouard retira pourtant quelques avantages de son expédition au-delà des Pyrénées, et il ne regarda pas comme le moindre celui d'avoir entre ses mains, comme prisonnier, le célèbre Bertrand Du Guesclin, du courage et de l'adresse duquel on croyait que le Prince-Noir daignait avoir quelque jalousie. Il est certain que l'appui de cet illustre chevalier était tellement recherché que, lorsqu'on désira l'employer dans les guerres d'Espagne, le roi de France, le pape, et Henri de Transtamare, s'empressèrent de payer pour sa rançon une somme de cent mille livres; car ce fut à ce prix qu'on l'évalua. Lors de sa seconde captivité, lorsqu'à Navarette, il se fut rendu à Chandos, le chevalier dont il avait déjà été le prisonnier, le Prince-Noir forma, dit-on, la résolution de ne jamais admettre à payer rançon un chef si formidable. Mais le rusé Français arriva à son but de la manière suivante : — Étant en présence du prince à Bordeaux, et répondant à quelques questions sur sa captivité, Du Guesclin dit qu'elle ne pouvait lui être dé-

sagréable, puisqu'elle était accompagnée de tant de gloire. Édouard lui demanda naturellement en quoi consistait cette gloire. Du Guesclin répondit qu'on assurait dans le monde que le prince craignait de lui rendre la liberté à cause de sa renommée dans la chevalerie, « circonstance trop honorable, ajouta-t-il, pour un pauvre chevalier comme moi. »

Le prince fut naturellement piqué d'un propos qui lui attribuait un sentiment d'ignoble rivalité; et peut-être en fut-il d'autant plus mécontent qu'il sentait la vérité de l'observation. « Ce n'est point par crainte de votre renommée en chevalerie, sire chevalier, lui dit, que je vous retiens captif; et pour vous en donner la preuve, je vous rendrai la liberté, si vous pouvez payer cent mille livres pour votre rançon. »

« Volontiers, Monseigneur, répondit Bertrand Du Guesclin, et je remercie votre altesse de me faire l'honneur de m'estimer si haut. » En recourant au roi de France, au duc d'Anjou, à Henri de Transtamare, et à d'autres amis, un guerrier aussi renommé que Du Guesclin obtint bientôt sa

liberté, et fut rendu à la carrière des armes.

Nous avons déjà dit que le prince de Galles avait jeté imprudemment de l'embarras dans ses finances, par sa campagne dispendieuse en Espagne; et il fut aussi malheureux dans le moyen qu'il choisit pour en sortir, et qui fut d'imposer sur les cheminées une taxe que les Français nommaient *fouage*. Elle était d'une livre par cheminée, et comme elle produisait un revenu annuel d'un million, on supposait qu'en cinq ans elle acquitterait toutes les dettes du prince. Mais cette taxe était une chose nouvelle pour les Gascons, et ils montrèrent une répugnance générale à s'y soumettre. « Quand nous appartenions à la France, disaient-ils, nous n'avons jamais été grévés d'une pareille taxe, et nous ne nous y soumettrons pas aujourd'hui. Lorsque nous avons prêté serment de fidélité au prince Édouard, il a juré de son côté de conserver nos priviléges, et nous ne tiendrons notre serment qu'autant qu'il sera fidèle au sien. » Les barons gascons les plus puissans, qui avaient pris part, contre leur gré, à l'expédition en Castille, saisirent

avec empressement ce nouveau prétexte, et se concertèrent pour secouer le joug de l'Angleterre dès qu'ils en trouveraient une occasion favorable.

Le poids d'une taxe odieuse, — quoique celle sur les cheminées fût regardée comme un acte d'oppression, — suffit à peine pour expliquer une défection qui se trouva si générale. Mais l'administration du Prince Noir avait été fastueuse, faute qui manque rarement de provoquer le déplaisir et le mécontentement du peuple. D'ailleurs, au milieu des grandes qualités dont peu de princes pouvaient se flatter d'égaler la perfection, le Prince Noir laissait percer quelques éclairs du caractère hautain et sévère de son père, ce qui blessait quelquefois les fiers barons de la Gascogne, quoiqu'ils fussent obligés de les endurer pour le moment. Ils étaient surtout mortifiés par la réflexion amère qu'ils étaient gouvernés en quelque sorte par droit de conquête, et que, quoiqu'ils eussent principalement contribué à cette victoire de Poitiers qui avait scellé le destin de leur pays, et qu'ils fussent soumis à un gouverneur anglais, qui avait naturellement de la partialité pour ses compa-

toyens, ils n'en étaient pas moins Français de naissance. L'influence du patriotisme se fit sentir de plus en plus en Gascogne à mesure qu'il s'éleva de nouveaux sujets de plaintes ; et l'on trouva bien des prétextes de mécontentement auxquels on n'aurait jamais songé sans cette influence toute puissante de l'esprit national. On voyait donc s'approcher une crise qui menaçait la domination de l'Angleterre en France, et qui semblait devoir détruire l'ascendant qu'Édouard et son fils avaient acquis dans ce pays, au prix de tant de sang et de trésors.

CHAPITRE VI.

DON PÈDRE DE CASTILLE FAIT PRISONNIER ET ASSASSINÉ PAR SON FRÈRE HENRI. — CHARLES V NOURRIT L'ESPRIT DE MÉCONTENTEMENT EN GASCOGNE ; ET RÉCLAMANT ENFIN LES DROITS DE SEIGNEUR SUZERAIN, IL SOMME LE PRINCE-NOIR DE SE RENDRE A PARIS, POUR RÉPONDRE AUX PLAINTES DE CERTAINS GASCONS MÉCONTENS. — PRÉPARATIFS MUTUELS DE GUERRE. — LE COMTE DE PEMBROKE DÉVASTE LE POITOU. — IL EST ENTOURÉ PAR LES FRANÇAIS DANS LE VILLAGE DE PUYRENON, ET DÉLIVRÉ PAR CHANDOS. — TENTATIVE INUTILE DE CHANDOS POUR RECOUVRER SAINT-SALVIN, QU'UN MOINE AVAIT LIVRÉ AUX FRANÇAIS. — ESCARMOUCHE AU PONT DE LUSSAC ; CHANDOS Y EST TUÉ. — ÉDOUARD III ENVOIE A CALAIS UNE ARMÉE COMMANDÉE PAR SON FILS, JEAN DE GANT. — LE DUC DE BOURGOGNE, FILS DU ROI DE FRANCE, MARCHE CONTRE LUI AVEC DES FORCES PLUS CONSIDÉRABLES ; MAIS NE POUVANT FAIRE QUITTER AUX ANGLAIS UNE FORTE POSITION, IL RETOURNE A PARIS. — EXPÉDITION DE SIR ROBERT KNOLLES, N'AYANT QUE LE PILLAGE POUR OBJET. — AVENTURE D'UN CHEVALIER DE L'ARMÉE DE KNOLLES, QUI, POUR S'ACQUITTER D'UN VOEU, FRAPPE DE SA LANCE UNE PORTE DE PARIS, MAIS QUI, EN REVENANT, EST TUÉ DANS LE FAUBOURG PAR UN BOUCHER.

Deux personnages ayant un grand pouvoir et une grande influence surveillaient avec attention les progrès du mécontentement en Gascogne, prêts à profiter des embarras qui, comme les nuages qui s'élèvent sur le disque du soleil couchant, couvraient les derniers jours du Prince Noir.

L'un d'eux, sans être lui-même prince souverain, possédait, à l'époque où il vivait, assez de renommée dans les armes, et d'importance personnelle, pour le placer de niveau avec de grands potentats. C'était Bertrand Du Guesclin, dont nous avons déjà si souvent parlé. Après avoir été un chevalier peu puissant en Gascogne, il s'était élevé, par sa renommée militaire, au rang de grand général, d'allié des rois, et de distributeur de couronnes. Ce guerrier, ayant vu le changement de gouvernement qu'il avait effectué en Castille, renversé par la victoire de Navarette, avait, après avoir obtenu sa liberté, renouvelé ses liaisons avec Henri de Transtamare, et avait combiné des mesures pour saisir la première occasion d'opérer une contrerévolution en ce pays. La guerre pour la couronne de Castille se renouvela entre les deux frères, Pèdre et Henri, aussitôt que l'état fâcheux de la santé du prince Édouard, et les embarras de ses finances devinrent publics, et elle fut bientôt terminée, grâce aux avis et à l'aide de Du Guesclin.

Henri prit les armes avec des forces très-considérables, et ayant livré une bataille à

Don Pèdre, qui se défendit avec la valeur la plus désespérée, il défit ce tyran, et le força de fuir dans le château de Montiel, où il fut sur-le-champ bloqué; le château, quoique fort, n'était pas avitaillé de manière à pouvoir être défendu, de sorte que Don Pèdre et ses compagnons, qui n'étaient qu'au nombre de douze, furent obligés d'essayer de se frayer un passage pendant la nuit à travers l'armée des assiégeans. Ils n'y réussirent pas, et ils furent faits prisonniers. La haine des deux frères était si invétérée, qu'Henri de Transtamare courut en personne au logement du chevalier français qui avait fait Don Pèdre prisonnier; et en entrant, il s'écria avec fureur: « Où est ce bâtard juif qui ose se dire roi de Castille? » — Me voici, répondit Pèdre à qui le sentiment de la crainte était aussi étranger que celui de l'humanité; c'est toi-même qui es un bâtard, et je suis le fils légitime de Don Alphonse. » Les deux frères se livrèrent alors une lutte mortelle; et Don Pèdre ayant renversé Henri, le dos sur un banc, tira son poignard, et l'aurait tué sur la place, si un des écuyers d'Henri n'eût tiré Pèdre par une jambe, et ne l'eût

fait tomber ainsi sous son antagoniste, qui de cette manière se trouva avoir l'avantage. Henri saisit cette occasion, et tua Pèdre d'un coup de poignard. Exemple terrible, qui prouve combien l'ambition et la rivalité peuvent étouffer les sentimens les plus doux de la nature. Ainsi fut renversée et détruite une des grandes œuvres du Prince Noir; et, malheureusement pour lui, le détrônement et la mort de Don Pèdre ne remédièrent nullement aux maux qu'il s'était attirés en épousant la cause de ce tyran.

Nous avons dit qu'un autre personnage que Bertrand Du Guesclin surveillait les progrès du mécontentement qui agitait les provinces anglaises de la France, dans le dessein d'en profiter quand l'occasion s'en présenterait. C'était Charles V, surnommé le Sage, et dont la sagesse s'appliquait tellement à accumuler des trésors, qu'il avait droit aussi au titre de Riche. Il avait économisé ses revenus, et fait usage de toute sa prudence, dans le dessein légitime et méritoire de se mettre en état de s'opposer au pouvoir de l'Angleterre en France, pouvoir dont ses prédécesseurs et lui-même avaient

souffert si cruellement. La manière dont il jugea enfin à propos d'avouer cette intention, était pourtant en contradiction singulière avec la noble maxime de son père, que si la bonne foi était bannie de toute la terre, elle devait se retrouver dans le cœur des rois. S'il était possible qu'un prince fût lié par les termes positifs d'un traité, le roi Charles était obligé par celui de Brétigny, à s'abstenir de contester la souveraineté absolue de l'Angleterre dans la province de Guyenne, sans aucune marque de dépendance féodale. Cependant, quoique strictement enchaîné par ce traité, Charles se détermina à encourager les seigneurs gascons mécontens, en reprenant le titre de seigneur suzerain de cette province, et en recevant à son parlement de Paris les appels de ceux qui avaient recours à sa justice contre les mesures du Prince Noir. Pour se justifier de reprendre un droit qui avait été abandonné à la paix de Bretigny, les Français prétendirent qu'Édouard n'avait pas renoncé au titre de roi de France aussi complètement qu'il aurait dû le faire, en vertu du même traité. Quoiqu'il en soit, le fait est que l'oc-

casion était séduisante, et que Charles V en profita.

Lorsque le roi de France vit que le moment était favorable pour se déclarer, il envoya au prince de Galles deux hommes graves et d'un rang éminent, l'un ecclésiastique, l'autre chevalier, pour lui signifier la marche qu'il entendait suivre. Ces envoyés trouvèrent le prince à sa cour dans la ville de Bordeaux, et s'agenouillant devant lui, ils le prièrent de leur permettre de lui faire connaître leur message devant son conseil. « Parlez, messieurs, » leur dit le prince, ne se doutant guère de la nature de leur mission. L'ecclésiastique lut alors une sommation faite au nom de Charles, et adressée à son neveu le prince de Galles, portant que divers prélats, barons, chevaliers, etc., de Gascogne, s'étant plaints au roi de France d'injustices que leur avait fait souffrir ledit prince de Galles, par de mauvais conseils, il lui ordonnait de comparaître en personne dans la ville de Paris et de se présenter devant le roi et les pairs pour répondre aux plaintes qui avaient été faites contre lui.

Le prince Noir ne fut pas peu surpris de

recevoir une sommation fondée sur le droit d'hommage, auquel la France avait expressément renoncé par le traité de Bretigny. Ses yeux étincelèrent d'indignation, et regardant les envoyés français avec courroux, il leur dit : « Est-il bien vrai? Notre bel oncle désire-t-il nous voir à Paris? Nous nous y rendrons bien volontiers, messieurs; mais je vous assure que ce sera le bassinet en tête, et avec une suite de soixante mille hommes. » Voyant le ressentiment du prince, les envoyés s'agenouillèrent de nouveau devant lui, en lui rappelant qu'ils n'avaient fait que lui répéter le message dont ils avaient été chargés. Mais le prince les quitta avec indignation, et les seigneurs anglais, présens à cette scène, leur conseillèrent de partir au plus vite et de pourvoir à leur sûreté. Dans le fait, dès que le prince eut appris leur départ, il les fit poursuivre et arrêter, en disant qu'il les regardait comme les envoyés de ses sujets mécontens de Gascogne, plutôt que comme ceux du roi de France. Cependant, ils ne furent pas autrement inquiétés; mais le prince resta dans la résolution de commencer sur le champ la guerre contre la France. De son côté,

le roi de France augmenta ses forces, suivant l'usage de ce temps, en prenant à sa solde un certain nombre de compagnies franches; et comptant sur l'aide des nombreux mécontens de Gascogne, il abjura toute idée de paix, et se prépara à une guerre avec l'Angleterre sous de plus heureux auspices que ceux sous lesquels la France avait combattu depuis un certain temps.

Dans la contestation qui s'approchait, Charles avait l'avantage infini de l'assentiment général de ses sujets, qui, voyant avec transport renaître une occasion d'acquérir de la gloire et d'assurer l'indépendance nationale, lui promirent de le seconder, au prix de leur vie et de leur fortune, dans la querelle qui allait éclater avec l'Angleterre. La paix, qui avait alors duré un temps considérable, avait aussi beaucoup diminué les forces qui étaient à la disposition d'Édouard et de son fils, le prince Noir. Les compagnies franches, qu'on pouvait regarder comme une sorte d'armée permanente à cette époque, avaient cessé, faute d'argent, d'être à la solde de l'Angleterre. Elles s'étaient débandées en grande partie,

ou on les avait envoyées chercher de l'occupation ailleurs. Les troupes féodales, et même les archers d'Angleterre, qu'il aurait été difficile ou impossible de retenir longtemps en Gascogne ou en France après la fin de la guerre, étaient retournés dans leur pays natal, et il fallait de nouveaux efforts, et de nouvelles dépenses pour les remettre en campagne dans un moment où leurs services étaient le plus nécessaires.

D'une autre part le royaume de France était rempli d'une génération naissante qui n'avait pas éprouvé la terreur répandue par les anciennes victoires des Anglais, et qui ne sentait que le désir de se venger d'ennemis qui avaient envahi son pays. Charles lui-même pouvait à la vérité se rappeler les désastres de Créci et de Poitiers; mais il avait en même temps la satisfaction de savoir qu'Édouard III était alors parvenu à un âge avancé; qu'il éprouvait des embarras causés tant par le mécontentement de ses sujets qui ne se souciaient pas de se soumettre à de nouvelles taxes pour soutenir une guerre étrangère, que par la maladie croissante du prince Noir, dont les forces physiques n'étaient plus en état d'exécuter

ce que lui inspirait son esprit indomptable, et qui avait en outre à regretter la perte de tant de braves soldats que la guerre et les maladies lui avaient enlevés en Espagne. Au total, le roi de France se livrait donc à de grandes espérances en se préparant à recommencer la guerre sanglante qui avait si long-temps dévasté son royaume. Le commencement de la lutte ne trompa point son attente.

Cependant le courage du prince Édouard ne succombait pas sous les infirmités de son corps. Il se disposait, comme nous l'avons déjà dit, à se mettre lui-même en campagne, et à marcher sur Paris à la tête d'une armée nombreuse. Son père eut encore assez d'influence dans son parlement, pour en obtenir des subsides considérables, et il leva une forte armée qu'il envoya au secours du prince de Galles, sous les ordres du comte de Cambridge, son frère, et du vaillant John Hastings, comte de Pembroke, son beau-frère. Le prince Noir eut aussi de puissans renforts dans les grandes compagnies, qui faisant de la guerre leur métier, se décidaient naturellement, dans le choix du parti qu'elles soutenaient, d'après leur con-

fiance dans les talens militaires du commandant en chef, dans son habileté, sa valeur, sa générosité, ses succès ; et bien certainement, sous tous ces rapports, il n'existait personne qu'on pût considérer comme l'égal du prince Noir. Sir Hugues Calverley, dont nous avons déjà cité les exploits à la bataille d'Auray, était entièrement dévoué à son prince, et par le crédit dont il jouissait parmi les compagnies franches, il réunit en Espagne et ailleurs six mille lances de troupes de cette espèce, que ce prince, peut-être trop à la hâte, fit partir à l'instant pour ravager le territoire des grands barons gascons qui avaient donné l'exemple de résister au fouage, c'est-à-dire à la taxe sur les cheminées ; et qui, comme le supposait le prince Édouard, avaient excité le roi Charles à le sommer de comparaître devant le parlement de Paris.

Mais quoique le prince se fût ainsi préparé à la guerre qui allait éclater, les plans de Charles V pour miner le pouvoir des Anglais en France, étaient si habilement conduits, qu'ils obtinrent un grand succès. Il s'empara du Ponthieu presque sans opposition, conquête qui fut rendue facile par

les intrigues des amis de la France dans cette province. Les ducs d'Anjou et de Berri, frères du roi, à la tête de deux grandes armées, levées, l'une en Auvergne et l'autre dans les environs de Toulouse, étaient prêts à envahir la Gascogne et le Poitou; et pendant quelque temps, il fut difficile de dire quel parti avait obtenu l'ascendant, tant on vit d'exploits, d'escarmouches, de prises de châteaux, et tant étaient balancés les succès remportés de part et d'autre.

Dans un autre genre de guerre, le roi de France eût peut-être un avantage plus décidé. Nous voulons parler de la querelle primitive, qui était discutée avec chaleur par les jurisconsultes et le clergé des deux partis. Dans cette discussion, le roi Édouard fit renaître ses anciennes prétentions au royaume de France, fondées sur son refus de reconnaître la loi salique; prétentions surannées, auxquelles il avait renoncé lui-même à la paix de Bretigny, et qu'il aurait certainement mieux fait d'abandonner pour toujours, en se bornant à réclamer le droit de souveraineté absolue sur le Poitou et la Guyenne, droit qui avait été reconnu par le roi de France lui-même, et par les états

de ce royaume. Dans le premier cas, Édouard réclamait la couronne du chef de sa mère, ce que la loi de France n'avait jamais admis. Au contraire en se contentant d'alléguer son droit de souveraineté sur la Gascogne et ses dépendances, il se serait appuyé sur les termes d'un traité formel, sollicité par Charles lui-même, quand il était régent, et par les états-généraux du royaume. Cependant Édouard III voulut étendre autant que possible les titres sur lesquels il se fondait, sachant bien que les hommes en jugeraient, moins d'après leur validité, que suivant leurs passions et leur partialité. Quoiqu'il en soit, le clergé de France se montra en général favorable à la cause de son souverain; et l'on ne peut douter que la manière dont il appuya et fit valoir auprès du peuple les droits de Charles dans les diverses provinces possédées par les Anglais, n'ait contribué beaucoup à produire cette disposition qui se manifesta partout, à secouer le joug de l'Angleterre, pour passer sous le pouvoir du monarque français. Mais c'étaient des armes mieux affilées que des paroles, qui devaient décider la cause entre les deux rois; aussi le sang coula-t-il à grands

flots de part et d'autre dans toutes les provinces de France où les Anglais avaient le pied.

Ce qui parut annoncer en quelque sorte que le ciel se prononçait contre la cause de l'Angleterre, ce fut la mort de quelques uns de ces hommes distingués, à l'aide desquels le prince Noir avait souvent remporté ses victoires, et qui furent alors, dans diverses actions, dont quelques unes étaient sans importance, en comparaison de celles qui les avaient illustrés, écartés d'une scène où leurs services auraient été très-utiles à leur célèbre commandant.

Un de ces hommes les plus distingués par leur valeur et leurs talens, fut lord James Audley, sénéchal de Poitou, qui tomba malade et mourut tandis que la guerre éclatait avec le plus de fureur. Il était fils de ce lord James Audley, dont la conduite avait été si remarquable à la bataille de Poitiers. Son père était alors trop âgé pour faire la guerre, et il s'était retiré en Angleterre, où il mourut en 1386. La mort de ce jeune guerrier causa un vif chagrin au prince de Galles qui nomma le célèbre Chandos sénéchal de Poitou, en sa place.

Comme ce chef vaillant était un partisan actif dans le genre de guerre qui caractérisait ce siècle, il proposa au jeune comte de Pembroke de se joindre à lui, à la tête d'une force considérable, dans une expédition contre Louis de Sancerre, maréchal de France. Mais le comte de Pembroke refusa de seconder Chandos dans l'entreprise qui lui était proposée, prêtant l'oreille aux indignes insinuations de quelques flatteurs, qui lui persuadèrent qu'il recueillerait lui-même peu de gloire, s'il marchait sous le commandement de Chandos, qui jouirait de toute la renommée des expéditions qu'ils pourraient faire ensemble. Piqué de ce refus, Chandos licencia une grande partie de ses troupes, et se retira avec le reste dans la ville de Poitiers.

Dès que Chandos eut pris ce parti, le comte de Pembroke se mit en campagne avec une force d'au moins deux cents lances, dans le dessein d'acquérir de la gloire pour son propre compte, et de ravager les terres des nobles qui étaient ennemis des Anglais. Dès que les seigneurs français, propriétaires de ces domaines, eurent appris que le comte avait refusé de se joindre à Chandos,

et s'était mis seul en campagne, ils résolurent de réunir leurs troupes et de l'attaquer soudainement, comme un jeune homme dont l'imprudence avait déjà prouvé qu'il pouvait se laisser surprendre dans de semblables expéditions. Ils rassemblèrent donc des forces très-supérieures aux siennes, et attaquèrent à l'improviste le comte de Pembroke et sa troupe près d'un village nommé Puyrenon. Ils tuèrent un certain nombre d'hommes d'armes, et forcèrent les autres à se réfugier dans un cimetière entourant une maison qui avait autrefois appartenu aux Templiers. Les chevaliers français, commandés par le maréchal de Sancerre, se dirent en plaisantant : « Puisqu'ils se sont placés dans un cimetière, il est juste de leur donner le temps de choisir leurs fosses et de les creuser. Quand nous aurons dîné, nous leur rendrons visite, et nous verrons si elles leur conviennent. » Mais le maréchal de Sancerre ordonna l'attaque à l'instant même. On la fit sur-le-champ, mais avec peu de succès, et les Anglais réussirent à repousser les Français. Cependant, ceux-ci, en se retirant, se promirent une meilleure fortune pour le lendemain, car

les murs de la maison n'étaient pas épais, et il était facile d'y faire des brèches, et dans tous les cas, les assiégés étaient mal fournis de vivres et de munitions.

Le comte de Pembroke, qui avait alors tout lieu de regretter sa folle jalousie contre Chandos, fit partir un écuyer par une porte de derrière, et lui donna ordre d'aller avertir le sénéchal de Poitou du danger dans lequel il se trouvait, en ajoutant qu'il pouvait encore arriver à son secours s'il partait sur-le-champ, attendu qu'il espérait pouvoir défendre son poste le lendemain jusqu'à midi. L'écuyer partit pour exécuter sa mission.

Le lendemain au point du jour, les Français attaquèrent de nouveau les Anglais dans leur position, et le combat dura jusqu'à neuf heures du matin. Alors les assiégeans commencèrent à se procurer chez les paysans des environs des pics et des pioches pour miner les murailles. Ce genre d'attaque étant celui que les Anglais craignaient le plus, le comte de Pembroke appela un autre de ses écuyers, lui ordonna de prendre son meilleur cheval, et d'aller apprendre à son bon ami lord Chandos sa situation dangereuse,

en le conjurant, au nom d'un gage qu'il lui remettrait, de venir le tirer d'embarras. Ce gage était une bague précieuse, que Chandos avait autrefois donnée au jeune comte. Le messager s'échappa par une porte de derrière et partit au grand galop. Il arriva que l'écuyer parti le premier se trompa de route, et n'entra à Poitiers qu'à neuf heures du matin. Aussitôt après son arrivée, il s'acquitta du message que lui avait donné le comte, et conjura Chandos de porter du secours à son maître. Le bon chevalier l'écouta assez froidement, car il était encore mécontent du refus que le jeune comte lui avait fait de se joindre à lui, quoiqu'il l'y eût invité plusieurs fois. Il répondit nonchalamment « qu'il ne fallait pas bien longtemps pour entendre la messe, » cérémonie religieuse à laquelle les Catholiques attachaient alors beaucoup d'importance. Quand la messe fut finie, on annonça que le dîner était servi; et le premier service était à peine sur la table, quand le second écuyer du comte de Pembroke arriva, avec un message encore plus pressant pour demander du secours. Chandos conserva son air sombre. « Il est impossible de le sauver, dit-il,

s'il est réduit à une telle extrémité que vous le dites. — Dinons, car le dîner se refroidirait. »

Mais cette humeur bourrue et chagrine n'était pas naturelle au noble Chandos. Sa première pensée avait été donnée au ressentiment; la seconde fut inspirée par des sentimens plus généreux. Comme on venait de placer sur la table le second service, il leva la tête qu'il avait tenue baissée sur sa poitrine, et dit aux chevaliers et aux écuyers qui l'entouraient: « Écoutez-moi, messieurs, le comte de Pembroke est un seigneur noble, de haute lignée, et gendre de notre souverain naturel, le roi d'Angleterre. Ce serait une honte d'être témoin de sa perte, si je puis l'empêcher. J'irai donc à son secours, avec la grâce de Dieu. Préparez-vous, Messieurs, à partir pour Puyrenon. » Tous coururent aux armes, et lord Chandos, à la tête de deux cents lances, marcha vers ce village avec une telle rapidité qu'il avait grand espoir de surprendre les Français qui assiégeaient le comte. Mais le maréchal de Sancerre fut instruit par des espions de l'approche de Chandos, et il résolut de se retirer en emmenant ses

prisonniers et son butin, qui comprenait les bagages et la caisse du comte de Pembroke. De leur côté, le comte et ses chevaliers partirent de la maison où ils s'étaient refugiés, avec les chevaux qui leur restaient; deux hommes montant quelquefois le même cheval et d'autres marchant à pied. Quand ils rencontrèrent Chandos, le comte et lui s'embrassèrent en versant des larmes, et Chandos se reprocha vivement de ne pas être parti au premier avis, puisqu'en ce cas il aurait pu arriver à Puyrenon assez à temps pour surprendre Sancerre et ses troupes, qui étaient alors en lieu de sûreté.

Cette circonstance, tout en montrant quelles étaient les mœurs du temps, indique aussi l'espèce de querelles et de rivalité qui commençaient à avoir lieu entre la jeune noblesse anglaise, et ceux qui tenaient un haut rang parmi l'ancienne chevalerie; querelles qui se manifestèrent sans doute en beaucoup d'autres occasions, mais nulle part avec plus d'éclat qu'à l'affaire de Puyrenon, où les Anglais éprouvèrent des pertes considérables par suite de la présomption et de la témérité de Pembroke, tandis que le som-

bre ressentiment de Chandos fit manquer l'occasion d'user de représailles.

Mais ce n'était pas assez que l'Angleterre vît ce guerrier distingué contrarié et traversé dans ses entreprises, elle devait être privée pour toujours de ses services, et cela dans une rencontre sans importance.

L'attaque dirigée contre le comte de Pembroke à Puyrenon, eut lieu en 1370; et vers la fin de cette année, un certain moine d'un couvent de Saint-Salvin, ville de Poitou, animé par la haine qu'il portait à l'abbé, son supérieur, réussit à le livrer ainsi que le couvent et la ville même, à Louis de Saint-Julien, et à un aventurier nommé Carlonet le breton, deux chefs du parti français, qui en prirent possession au nom de la couronne de France. Chandos fit plusieurs tentatives pour reprendre cette place, non qu'elle fût très-importante, mais parce qu'il regardait comme une tache pour sa réputation de l'avoir perdue de cette manière. Mais la vigilance de Louis de Saint-Julien déjoua tous ses efforts.

Persistant dans son projet, Chandos, en sa qualité de sénéchal de Poitou, envoya ordre à divers chevaliers de cette province

de venir le joindre à Poitiers dans la soirée du 31 décembre, dans le dessein de surprendre Saint-Salvin. Les chevaliers poitevins qui aimaient et respectaient Chandos, obéirent à cet ordre, allèrent le trouver, et leur nombre pouvait monter à trois cents lances. Avec cette force il marcha vers la petite ville de Saint-Salvin, descendit dans le fossé, et il se prépara à le passer sur la glace, la gelée étant alors très-forte. En ce moment la sentinelle de garde sonna du cor, et les chevaliers anglais en conclurent qu'ils étaient découverts. Ils sortirent donc du fossé dans lequel ils étaient en embuscade, sans persister dans une entreprise qui, s'ils eussent été aperçus comme ils le supposaient, devait devenir impossible. Cependant le son du cor n'avait aucun rapport à l'attaque projetée de Saint-Salvin; il n'avait d'autre but que de donner avis dans la forteresse de l'arrivée à la porte opposée de Carlonet le Breton qui venait proposer à Louis de Saint-Julien de faire avec lui une excursion cette nuit pour chercher des aventures, suivant l'usage de ce temps. Si donc Chandos s'était tenu caché quelques instans, ces deux chevaliers seraient sortis

de Saint-Salvin, et cette ville pendant leur absence, serait devenue facilement la proie des Anglais. Mais le mauvais destin de ce guerrier célèbre l'emporta. Il se retira dans un village à environ trois lieues de Saint-Salvin, et le service pour lequel il avait appelé les chevaliers poitevins étant terminé, il les renvoya chacun chez eux. Chandos déclara ensuite son intention de rester tout le lendemain dans ce village, et Sir Thomas Percy, qui était avec lui, lui dit que puisqu'il n'avait pas le dessein d'en sortir, il lui demandait la permission d'aller lui-même chercher les aventures pour son propre compte. Chandos y consentit, et il ne lui resta ainsi que quarante à cinquante lances.

Les historiens rapportent avec les détails les plus circonstanciés la mort de ce guerrier renommé.

Il n'y avait pas long-temps que Sir Thomas Percy était parti quand Chandos apprit que Louis de Saint-Julien et Carlonet étaient certainement alors à battre la campagne. Quoiqu'ils fussent presque ses ennemis personnels, il ne montra d'abord aucun

désir de se mettre à leur poursuite. Il resta quelque temps dans le village, causant avec ses compagnons d'armes, en se chauffant devant un bon feu. Enfin, comme par une réflexion soudaine, il changea de dessein, et dit qu'il allait monter à cheval pour retourner à Poitiers. Il n'avait pas fait beaucoup de chemin le long de la rivière, quand il entendit hennir des chevaux. C'étaient ceux du détachement de Sir Thomas Percy, dont la situation aurait été très-dangereuse, si elle eût été connue de l'ennemi. Louis de Saint-Julien et Carlonet étaient arrivés par hasard en arrière de la troupe de Sir Thomas, et ils étaient eux mêmes suivis, sans le savoir, par celle de lord Chandos. Dans cette position embarrassante ayant un détachement ennemi en avant, et un autre en arrière, les chevaliers français prirent la résolution de s'emparer du pont de Lussac. Là, ils mirent pied à terre, donnèrent leurs chevaux à leurs pages, et se tinrent sur la défensive, craignant d'être attaqués de deux côtés en même temps. Mais une circonstance heureuse pour eux, c'était que Sir Thomas Percy ignorait la présence du détachement de Chandos, et par conséquent ne se dou-

tait pas du péril dans lesquels les Français se trouvaient.

Chandos fut le prémier Anglais qui arriva, et il salua les ennemis en ces termes : « Ah! Sire Louis de Saint-Julien, et vous Carlonet, vous ne faites pas la guerre de franc jeu en courant ainsi la nuit, en prenant des villes et en faisant des prisonniers. Il y a longtemps que je désire vous voir. — Je suis Chandos, regardez-moi bien, nous allons voir quel est le meilleur chevalier de vous ou de moi. » Pour parler ainsi, il avait baissé la visière de son casque, et il oublia de la fermer. Se jetant à bas de son cheval, il avança, la hache à la main, pour attaquer les Français, qui avaient aussi mis pied à terre. Mais à l'instant où il allait les joindre, le pied lui glissa, et il tomba sur le pont, dont la montée était roide, et qui était couvert de gelée blanche. Un écuyer français saisit le moment où il se relevait pour lui enfoncer sa rapière dans l'œil. Il le fit d'autant plus aisément que la visière du chevalier était restée levée, et Chandos étant borgne ne put voir le coup qui lui était porté, ni par conséquent le parer. La pointe de la rapière avait pénétré jusqu'au

cerveau, et ce vaillant chef mourut sans prononcer un seul mot. On continua à combattre avec fureur autour de son corps, car les Français étaient déterminés à profiter de leur supériorité de nombre, et du grand avantage qu'il venaient d'obtenir, tandis que les Anglais voulaient venger la mort de Chandos. L'écuyer qui avait porté le coup fatal, fut blessé mortellement à son tour. Cependant les Français plus nombreux seraient restés vainqueurs, si leurs pages et leurs écuyers, effrayés en reconnaissant la bannière du formidable Chandos, et en le voyant lui-même s'avancer, n'eussent pris la fuite dès le commencement du combat, en emmenant les chevaux avec eux. Sir Thomas de Percy aurait pu facilement décider la victoire s'il n'eût été trop en avant pour entendre le bruit de ce combat. Mais pourque rien ne manquât aux méprises et aux incidens variés de cette nuit extraordinaire, on vit alors paraître un autre corps nombreux d'Anglais, avançant au grand trot, les bannières déployées, et la lance en arrêt. Les Français, alarmés de cette apparition inattendue, et ne pouvant s'échapper faute de chevaux, jugèrent plus à propos de se

rendre comme prisonniers aux compagnons de Chandos qu'ils avaient presque défaits, que d'attendre la merci de ces nouveaux venus. Ils se rendirent donc, et cette escarmouche, qui, du commencement jusqu'à la fin, semblait l'ouvrage d'une fortune aveugle, se termina d'une manière toute différente de celle dont elle avait commencé.

La mort de Chandos fut vivement regrettée, non seulement par les Anglais et les Gascons, mais par les Français eux-mêmes qui le respectaient comme l'homme le plus en état d'établir une harmonie sincère entre les rois de France et d'Angleterre, et d'amener une paix durable entre ces deux royaumes. Après sa mort, on put remarquer du côté des Anglais une grande diminution de prudence, d'ardeur et de courage; et la disparition du champ de bataille d'un si grand général fut une perte que rien, sous aucun rapport, ne put réparer ou compenser.

Il est vrai qu'avant l'événement que nous venons de rapporter afin de terminer ce que nous avions à dire de lord Chandos, Édouard III s'était efforcé d'augmenter ses forces en

France en faisant passer à Calais son fils, communément appelé Jean de Gand, à la tête de cinq cents hommes d'armes, et d'un corps nombreux d'archers, forces auxquelles le comte de Namur se joignit, comme auxiliaire de l'Angleterre.

De son côté, le roi de France, apprenant qu'une armée, commandée par un fils d'Angleterre était débarquée à Calais, et faisait de fréquentes incursions dans les environs, y opposa sous les ordres du duc de Bourgogne, le plus habile de ses frères, une force, qui, comparée à celle des Anglais, montait à plus du septuple. Il donna pourtant à ce prince l'ordre le plus formel de ne hasarder aucune action, pour quelque raison que ce fût, car le souvenir des anciennes batailles perdues malgré la plus grande supériorité de nombre, était un avis de ne pas s'exposer à un pareil risque. Retenu ainsi par les ordres du roi, le duc de Bourgogne campa dans le voisinage de Calais entre Saint-Omer et Tournehem, tandis que le duc de Lancastre de l'autre côté occupait une très-forte position défendue par des haies, des fossés et des retranchemens qui la rendaient inattaquable, de sorte que les

deux armées restèrent en face l'une de l'autre, sans qu'il se passât entre elles rien de remarquable, sauf quelques escarmouches.

D'après les idées de ce siècle, le duc de Bourgogne perdit beaucoup de sa réputation aux yeux du public, en évitant une action générale contre une armée inférieure en nombre. Cependant c'était précisément en attaquant un nombre inférieur d'Anglais, mais placé dans une position extrêmement favorable, que les Français avaient fourni à Édouard III, et au prince Noir l'occasion de gagner leurs trophées immortels. Le duc de Bourgogne fut pourtant si mortifié de sa situation, qu'il s'adressa au roi son frère pour lui demander la permission, ou de livrer bataille aux Anglais, ou de quitter une position qui nuisait à sa réputation.

Charles préféra l'alternative qui exposait le pays au moindre danger. Il ordonna donc au duc de Bourgogne de lever son camp, et de revenir à Paris. Le prince Français exécuta cette manœuvre avec tant de prudence, que les Anglais n'apprirent la nouvelle de la retraite de leurs ennemis, qu'en voyant le feu qui consumait les tentes et les

huttes que les Français venaient de quitter. Après la retraite de cette grande armée, le duc de Lancastre résolut d'entrer en France, et s'avançant de Calais vers l'orient, il ravagea les campagnes et les villages, traitant avec une rigueur particulière ceux qui s'étaient montrés ennemis des Anglais.

Le Duc rentra à Calais après cette excursion dévastatrice, et il ne se passa plus rien d'intéressant : cependant voici un retour de fortune qui peut mériter d'être cité. Hugues de Chatillon, qui était chef des arbalétriers de France, commandait la garnison française d'Abbeville. Voyant que le duc de Lancastre se dirigeait de ce côté, il monta à cheval avec dix à douze hommes pour inspecter de lui-même les préparatifs qu'on faisait pour le recevoir. Tandis qu'il s'occupait de ce soin, un officier anglais, Sir Nicolas Louvaine faisait une reconnaissance semblable. Il avait été sénéchal du roi d'Angleterre dans ce district, et il en connaissait parfaitement tous les détours et tous les sentiers. Il se glissa jusque dans un village en ruines presque aux portes d'Abbeville,

où l'on ne pouvait soupçonner aucune embuscade. Ce Sir Nicolas Louvaine avait été lui-même fait prisonnier l'année précédente par le même Chatillon, et il avait encore sur le cœur la forte somme de dix mille couronnes qu'il avait été obligé de lui payer pour sa rançon. Ce fut donc avec une joie infinie qu'il reconnut celui dont il avait été le captif, Hugues de Chatillon, dans le cavalier qui s'avançait nonchalamment, sans être préparé au combat, car un page montait son cheval de guerre et portait son casque. « En avant! cria Louvaine à son détachement qui consistait en vingt hommes d'armes; voici notre proie, une proie à laquelle je ne voudrais renoncer pour rien au monde! » En même temps il courut au grand galop contre Chatillon, la lance en arrêt, et lui cria: « Rendez-vous, ou vous êtes mort! — A qui dois-je me rendre? demanda le chef des arbalétriers, étonné de se trouver surpris par une force supérieure, quand il se croyait en toute sureté. — A votre ancienne connaissance Louvaine, qui vous redemande les dix mille couronnes que vous avez exigées de lui pour sa rançon. » Ce fut donc le tour de Chatillon de

racheter sa liberté au même prix qu'il avait fixé pour celle de Louvaine.

De pareils incidens pouvaient enrichir ou appauvrir les militaires auxquels ils arrivaient; mais l'effet général que produisait la guerre sur les deux pays, était de les épuiser d'hommes et d'argent. Cependant les Français, pleins de confiance dans la sagesse et le patriotisme de Charles V, se soumettaient sans murmures aux plus lourdes taxes, sachant que le produit en serait employé à défendre l'indépendance du pays. L'assemblée des états consentit à rétablir les mêmes taxes que la nation avait payées pour fournir la rançon du roi Jean, et elle en sanctionna même une sur les foyers, à peu près la même que celle de Fouage, qui avait fait perdre au prince Noir une grande partie de sa popularité, quand il avait voulu la percevoir en Gascogne; — tant il y a de différence entre la bonne volonté avec laquelle le peuple paie les taxes qu'il juge nécessaires pour sa défense, et le mécontentement que lui inspirent des impositions dont la cause est frivole, ou qui sont destinés à exécuter des

projets odieux ou tout au moins inutiles au bien public.

Un parti de maraudeurs, moins nombreux que celui du duc de Lancastre, était commandée par Sir Robert Knolles, officier distingué, qui, d'une basse origine, s'était élevé à une haute renommée par ses exploits dans les grandes compagnies. On lui donna alors le commandement d'une armée de trente mille hommes, avec laquelle il fut chargé de ravager le royaume de France au nom d'Édouard III; — guerre de dévastation, qui n'était guère d'accord avec ses idées de conquête permanente.

1370. Knolles partit de Calais à la tête de ses troupes vers la fin de juillet, et marcha par Térouane en Artois faisant de petites marches, s'arrêtant réguliérement chaque nuit, et brûlant et saccageant tout sur sa route. De temps en temps Sir Robert Knolles, qui paraît avoir conservé quelques restes de son ancien caractère d'aventurier, avait coutume d'accepter quelques sommes d'argent, en considération desquelles il épargnait certains districts, et défendait les actes de violences qu'il autorisait en toute autre occasion. Cette conduite fut

représentée sous un tel jour à Édouard III, qu'elle finit par être sur le point de coûter cher à Sir Robert. Cependant ce général dévastateur dirigea sa marche vers Paris, non dans l'espoir de s'emparer de cette ville, mais par le désir de jeter le trouble et la terreur dans les environs, et peut-être d'engager une partie des habitans à en sortir, et de risquer une bataille. Il en arriva si près qu'on pouvait voir des murs de Paris les flammes jaillir des villages voisins qu'il incendiait, et un chevalier de l'armée anglaise trouva l'occasion, qui lui devint fatale, d'accomplir un de ces vœux de chevalerie qui étaient à la mode dans ce temps, et qui ajoutaient toujours d'autant plus à la renommée de ceux qui les exécutaient, qu'ils étaient plus hardis et plus extraordinaires. Cet aventurier avait, à ce qu'il paraît fait vœu de frapper de sa lance la porte de Paris. Dans ce dessein, il sortit des rangs, et suivi de son écuyer, il courut vers la porte où il trouva les barrières ouvertes. Plusieurs chevaliers français étaient près de la barrière, et ils ne savaient ce que pouvait se proposer un homme seul. Mais quand ils le virent frapper la porte de sa

lance, tourner ensuite la bride de son coursier pour s'en retourner, ils s'écrièrent en riant : « Pars en sûreté; tu es un vaillant chevalier, et tu as bravement accompli ton vœu. » Mais les habitans de Paris et du faubourg ne voyaient pas la conduite du chevalier aventureux du même œil que ses frères en chevalerie. Il apprit à son retour la différence de leurs sentimens; car un boucher qui l'avait vu traverser le faubourg quand il était arrivé, le guetta quand il y repassa, et lui donna par derrière un coup de couperet qui le fit tomber de cheval. L'écuyer, alarmé pour son maître en voyant son cheval revenir sans lui, s'avança assez dans le faubourg pour voir le chevalier renversé par terre, tandis que quatre à cinq vigoureux ouvriers lui portaient des coups comme des forgerons battant le fer sur une enclume. Il prit donc la fuite et porta au camp de Knolles la nouvelle du triste sort de son maître.

Sire Robert Knolles campa cette nuit en vue de Paris, et nous rendrons compte ci-après de la fin de son expédition, qui se termina par une action entre lui et le célèbre Bertrand Du Guesclin.

Cependant les évènemens de la guerre continuèrent à être défavorables à l'Angleterre. Un astrologue de ce siécle aurait pu dire que l'astre ami de l'Angleterre avait disparu de l'horison, et y avait fait place à un autre, ami de la France et funeste à ses ennemis. Quelque chose de ce genre arriva véritablement sur le globe terrestre; car dans le cours de cette année la profession des armes perdit le vaillant Prince Noir, et le formidable Bertrand Du Guesclin prit le commandement de l'armée de Charles V, et mérita le surnom de restaurateur de la monarchie française.

CHAPITRE VII.

RÉVOLTE DE LIMOGES, QUI SE DONNE AUX FRANÇAIS. — LE PRINCE-NOIR ASSIÉGE CETTE VILLE ET LA REPREND. — MORT DU PRINCE-NOIR. — BERTRAND DU GUESCLIN NOMMÉ CONNÉTABLE DE FRANCE. — IL DÉFAIT LES ANGLAIS A PONT-VOLANT. — MARIAGE DU DUC DE LANCASTRE AVEC UNE FILLE DE PIERRE LE CRUEL. — HENRI, ROI DE CASTILLE, DEVIENT, PAR SUITE DE CETTE ALLIANCE, ENNEMI DE L'ANGLETERRE. — DÉFAITE DE LA FLOTTE ANGLAISE PAR LES ESPAGNOLS, DEVANT LA ROCHELLE. — LE MAIRE DE LA ROCHELLE LIVRE CETTE VILLE AUX FRANÇAIS. — PRISE DE POITIERS PAR LE CONNÉTABLE. — SIÉGE DE THOUARS, QUI SE REND AUX FRANÇAIS. — CHARLES V CHASSE LE COMTE DE MONTFORT DE BRETAGNE, ET DÉCLARE CE DUCHÉ CONFISQUÉ AU PROFIT DE LA COURONNE DE FRANCE. — INSURRECTION DES SEIGNEURS BRETONS, ILS CHASSENT LES FRANÇAIS DE LEUR PAYS. — MORT DU CONNÉTABLE DU GUESCLIN, EN ASSIÉGEANT CHATEAUNEUF DE RANDAN. — CHARLES DE NAVARRE PRIVÉ DES DOMAINES QU'IL POSSÉDAIT EN FRANCE. — MORT HORRIBLE DE CHARLES DE NAVARRE. — MORT DE CHARLES V, SURNOMMÉ LE SAGE.

Je vous ai déjà dit qu'Édouard, le renommé Prince Noir, n'avait jamais recouvré sa santé ordinaire depuis son expédition en Espagne. Ce fut en vain qu'à mesure que les difficultés se multipliaient autour de lui, son esprit exalté luttait contre l'affaiblissement de ses forces, et contre les progrès de la maladie qui les minait, et qui paraît avoir été une hydropisie. Le des-

tin ne voulut pourtant pas que cet illustre champion se retirât de la scène sans que la victoire lui eût encore décerné une nouvelle palme. Cette dernière faveur lui fut accordée dans une occasion qui intéressait vivement sa fierté guerrière.

Un des plus grands avantages qu'obtint la France par suite du mécontentement général des Gascons contre les Anglais, provint de la révolte de la forte ville de Limoges. Cette ville s'était rendue à l'instigation de son évêque, dont les avis avaient déterminé les habitans à se révolter, et à recevoir une garnison française. La reddition en fut faite au duc d'Anjou, et Bertrand Du Guesclin resta dans le Limousin, afin de protéger par sa présence cette acquisition importante.

Le prince de Galles, de son côté, fut vivement courroucé, non-seulement contre l'évêque, qui avait été son ami personnel, mais contre les habitans de Limoges, qui avaient changé de parti avec tant de légèreté. Il ne pouvait alors monter à cheval; mais ayant assemblé à la hâte une armée d'environ douze cents lances et deux mille archers, il la mit en marche vers Limo-

ges, et se fit porter lui-même dans une litière découverte à la tête de ses troupes. La garnison répondit avec mépris à la sommation qu'il lui fit de se rendre, comptant sur la bonté des fortifications, qui, dans le fait, avaient été construites par le prince lui-même. Dès qu'il eût reçu ce refus méprisant de rendre le place, le prince de Galles fit le siége de la ville, qu'il attaqua en outre en faisant pratiquer des mines sous les murailles, genre de service pour lequel il avait les meilleurs ingénieurs du temps. Cependant Bertrand Du Guesclin tenait la campagne avec deux cents lances, faisait des incursions sur les territoires qui étaient encore anglais, et s'efforçait, par divers moyens, de détourner l'attention du Prince Noir du siége de Limoges. Il ne fut pourtant pas au pouvoir de Du Guesclin de déjouer les derniers efforts de ce célèbre héros, presque mourant. Celui-ci ne se laissa pas prendre aux diversions par lesquelles Du Guesclin cherchait à le distraire. Il pressa le siége avec une vigueur imperturbable, et s'adonna entièrement aux travaux des mines, jusqu'au moment où ses ingénieurs l'avertirent qu'ils étaient prêts

à faire tomber une partie de muraille suffisante pour lui permettre de faire entrer dans la ville ses bataillons. L'usage de la poudre à canon était encore inconnu pour les mines, par conséquent les mineurs eurent ordre de mettre le feu aux étais en bois par le moyen desquels ils avaient soutenu la muraille pendant qu'ils travaillaient à leurs opérations. Une portion du mur, d'environ trente pieds de longueur, tomba dans le fossé, et le combla ; et la division anglaise, chargée de donner l'assaut, se précipita sur les ruines. Les portes étaient gardées en même temps par d'autres détachemens de l'armée anglaise ; la fuite était donc impossible, et les malheureux habitans n'eurent d'autre ressource que de se prosterner dans les rues en invoquant avec des cris lamentables la merci du prince, qui était déterminé à n'en avoir aucune. Le massacre eut lieu sans aucune distinction, et tandis que le prince entrait dans la ville porté dans sa litière, les gardes qui l'entouraient, tuaient les hommes, les femmes et les enfans, à coups de haches d'armes et de sabres. Quatre mille personnes furent ainsi massacrées sans qu'on dis-

tinguât les hommes armés de ceux qui étaient sans armes, les femmes des hommes, et les enfans des adultes. La vue de quatre braves Français qui se défendaient vaillamment fut la première chose qui rappela dans le cœur d'Édouard des sentimens plus dignes de lui. Chacun d'eux avait affaire à un noble antagoniste, et presque tous du sang royal, car les quatre chevaliers combattaient contre le duc de Lancastre et le comte de Cambridge, frères du prince de Galles, contre le comte de Pembroke, son beau-frère, et contre un autre guerrier anglais d'un rang distingué. Le Prince Noir fit arrêter sa litière pour voir ce combat à outrance, fait pour éveiller sa générosité, quoique tout sentiment d'humanité parut alors éteint en lui. Tandis que sa litière était arrêtée pour qu'il pût jouir du spectacle d'un combat à outrance, les chevaliers français saisirent cette occasion pour se rendre à lui, en lui remettant leurs armes. Il les congédia en leur donnant de grands éloges, et le cœur du vainqueur fut adouci en faveur des vaincus par le spectacle de la valeur que ces combattans venaient de déployer. Mais son

courroux se réveilla quand on amena devant lui l'évêque de Limoges, premier auteur de la révolte. Dans le premier accès de sa colère, il ordonna qu'on le décapitât, et ce ne fut qu'avec difficulté qu'on parvint à le déterminer à lui laisser la vie.

La reprise de Limoges fut le dernier exploit de ce guerrier renommé, et nous regrettons d'y trouver le caractère de cruauté de cette époque sans aucune teinte de la générosité qui la signalait en même temps. Il ne nous reste plus qu'à dire qu'au commencement de l'année suivante le Prince Noir éprouva un grand malheur, celui de perdre son fils aîné; et sa propre maladie augmentant, il résolut d'essayer ce que l'air natal pouvait opérer en sa faveur. Il nomma son frère, le duc de Lancastre, pour le représenter dans la principauté d'Aquitaine; et il quitta pour toujours le pays où il avait acquis tant de gloire, et auquel il avait infligé tant de calamités. Ce grand prince mourut à Westminster, le 8 juin 1376; et son père, épuisé par l'âge, et sensible à divers affronts, qui couvrirent ses dernières années d'un sombre nuage, ne lui survécut pas long-temps;

Édouard III mourut le 21 juin 1377, à l'âge de soixante-cinq ans. En reprenant notre histoire, nous aurons à faire mention de quelques évènemens qui eurent lieu avant sa mort.

Tandis que le destin disposait ainsi des deux plus grands ennemis de la France, le souverain de ce royaume s'efforçait de pourvoir à la protection de ses états; et il en prenait le meilleur moyen en favorisant d'une manière éclatante le mérite et les talens. Une place, toujours très-importante, mais qui l'était particulièrement à cette époque, était devenue vacante en 1370; celle de connétable de France, la plus haute dignité militaire de ce royaume, et de la plus grande importance, par le pouvoir qu'elle donnait, surtout quand le roi, — ce qu'on pouvait dire de Charles V, — n'était pas personnellement belliqueux, et n'avait pas l'habitude de commander ses armées. Cette place devint vacante par la démission d'un brave chevalier, nommé Moreau de Fiennes, que l'âge et les infirmités avaient rendu hors d'état d'en remplir les devoirs, et qui par conséquent la remit entre les mains du roi. L'usage avait

été d'accorder ces fonctions à des hommes du rang le plus éminent; mais d'après le suffrage universel de son royaume, Charles résolut de consulter moins la dignité que le mérite de celui à qui il conférerait un emploi si important. En conséquence tous les yeux se tournèrent sur Bertrand Du Guesclin, comme étant le plus vaillant chevalier, le chef le plus expérimenté, et le guerrier le plus favorisé de la fortune, qui combattît sous la bannière de France. Depuis que le Prince Noir ne pouvait plus porter son armure, il était même regardé comme le meilleur général vivant.

Du Guesclin, mandé devant le roi, partit du Limousin pour Paris. Mais quand il apprit que le roi, avec l'entière approbation de ses nobles et de ses pairs, l'avait choisi pour être connétable de France, il déclara modestement qu'il était incapable de remplir une place si importante, et fit valoir la difficulté qu'éprouverait un pauvre chevalier comme lui à se faire obéir par les grands et puissans princes de France. La résolution du roi était prise d'après de trop bons motifs, pour que ces excuses modestes pussent l'en faire changer. Il insista pour

que cette place fût acceptée par le guerrier qui s'était montré le plus en état de la remplir. Du Guesclin demanda alors à mettre une condition à son acceptation : c'était qu'en cas de plaintes contre lui, le roi daignât lui promettre de n'y ajouter aucune foi, à moins que celui qui se plaindrait ne fût prêt à soutenir son accusation en face de l'accusé. Cette demande était raisonnable, et le roi l'accorda sans hésiter.

Mais quoique un guerrier distingué fût ainsi investi du commandement militaire dans toute la France, il existait des circonstances d'où dépendait essentiellement le salut du royaume, dont le roi se réserva l'examen et la décision. Quelque estime que ce sage prince eût pour Du Guesclin, il craignit que les hautes idées de chevalerie du connétable ne l'entraînassent trop aisément à hasarder une action générale ; faute dont la France avait souffert bien souvent, et qui pouvait avoir des conséquences trop graves pour qu'on s'y exposât témérairement. Il résolut donc, tout en abandonnant au connétable la conduite de l'armée française, de ne lui laisser dans aucun

temps des forces assez considérables pour l'encourager à livrer une grande bataille; sachant fort bien que lorsqu'il s'agirait d'actions moins importantes, ses connaissances militaires ne pouvaient être surpassées, ni peut-être même égalées par celles d'aucun des généraux anglais. Le roi renferma dans son sein cette restriction. L'exprimer, eût été montrer de la méfiance de son général, et encore plus de ses soldats. Charles consentit donc volontiers à la proposition que lui fit le nouveau connétable de se mettre à la poursuite de sir Robert Knolles; mais on dit qu'il eut soin de ne lui donner que le nombre de troupes nécessaire pour surveiller l'ennemi, sans qu'il en eût assez pour risquer une action. Mais le fidèle Du Guesclin augmenta ses forces à ses propres frais, en vendant de riches joyaux et d'autres objets de grande valeur.

Le moment était sans doute très-favorable pour attaquer l'armée de Knolles. Ce commandant, comme nous l'avons déjà dit, s'était avancé jusqu'aux portes de Paris sans avoir pu frapper un coup important, et beaucoup de seigneurs de haut rang, qui servaient avec lui, étaient mé-

contens d'être sous l'autorité de ce chef. Son projet avait été de conduire ses troupes dans le duché de Bretagne, qu'il regardait comme l'endroit le plus favorable pour s'y établir en quartier d'hiver, attendu qu'autrement il eût fallu les diviser en corps séparés, ce qui, comme ce général expérimenté le pensait, pouvait fournir à un ennemi actif, comme Du Guesclin, l'occasion de les attaquer avec avantage. Lord Grandison, lord Fitzwalter, et d'autres seigneurs anglais refusèrent de se retirer en Bretagne suivant les ordres de sir Robert Knolles. Il était de trop bas rang, dirent-ils, pour commander à des hommes comme eux. Ils quittèrent donc son armée, que leur départ affaiblit d'autant, et ils se mirent en quartier d'hiver dans les marches d'Anjou et de Touraine, sans établir entre eux les communications qu'exigeait la discipline militaire, mais marchant séparément, chaque chef ne consultant que son bon plaisir.

Tandis que la désunion faisait ainsi des progrès parmi les Anglais, et que l'indiscipline augmentait en proportion, Bertrand Du Guesclin apprenait tout ce qui se pas-

sait parmi eux, par le moyen d'un traître, un chevalier nommé sir John Menstreworth, qui entretenait une correspondance secrète avec les Français, et qui trouva l'occasion de leur découvrir un secret très-important. Le nouveau connétable s'était déjà avancé pour agir contre sire Robert Knolles, qui était alors en quartier d'hiver en Bretagne. Charmé d'apprendre qu'il approchait, Knolles résolut de rassembler secrétement et tout-à-coup les troupes qui avaient récemment quitté sa bannière, et de réunir ainsi des forces avec lesquelles il ne doutait pas qu'il ne fût en état d'écraser l'armée de Du Guesclin. Lord Grandison, lord Fitzwalter et les autres seigneurs mécontens reçurent donc des instructions secrètes pour se rendre au camp de sir Robert Knolles, pour accomplir ce projet; et comme l'ordre qui leur était donné indiquait qu'il était question d'une bataille, aucun d'eux n'hésita à y obéir. En même temps, sir Robert appela à son aide sir Hugues Calverley et d'autres chefs des compagnies franches. Ce plan, ces ordres furent connus de sir John Menstreworth; et sa trahison en fit part au

connétable de France, qui résolut, par la rapidité de ses mouvemens, de faire manquer le projet du général anglais, et d'attaquer les forces dont Knolles se proposait de former son armée, pendant qu'elles en étaient encore séparées. En conséquence, instruit de la marche de Grandison, de Fitzwalter et de leurs troupes, il réussit à les rencontrer à un endroit nommé Pont-Volant, quand ils n'étaient encore qu'à mi-chemin pour effectuer leur jonction avec Knolles. Les attaquant avec des troupes dont le nombre montait au double des leurs, il les réduisit bientôt à l'extrémité. Cependant les Anglais, mettant pied à terre, se défendirent quelque temps vigoureusement, à l'aide de leurs sabres, de leurs lances et de leurs haches d'armes. Mais un combat si inégal ne pouvait être bien long, et, comme leurs pages, qui gardaient leurs chevaux, les avaient emmenés en fuyant, la plus grande partie des nobles qui se trouvaient à ce combat, furent tués ou faits prisonniers. Cette victoire remplit d'ardeur les Français, et jeta un découragement proportionné parmi les Anglais; et comme elle eut lieu si peu de temps après la no-

mination de Du Guesclin à la place de connétable, elle lui fit beaucoup d'honneur aux yeux du roi et de la nation, et fut regardée comme du plus heureux présage pour l'avenir. Le résultat immédiat de la défaite des Anglais à Pont-Volant fut que sir Robert Knolles, contre lequel le roi Édouard avait déjà conçu des préventions parce qu'il avait accepté de l'argent pour épargner certains cantons en France, devint tellement suspect à ce monarque, que sir Robert hésita quelque temps à remettre le pied en Angleterre. Mais la trahison de sir John Menstreworth étant devenue publique, les explications de Knolles furent écoutées favorablement. Le véritable traître, étant tombé entre les mains des Anglais, fut exécuté en punition de sa perfidie, et Knolles recouvra complétement les bonnes grâces du roi Édouard.

Le connétable de France ne s'endormit pas long-temps sur le succès qu'il avait obtenu à Pont-Volant. Il se remit en campagne à la Chandeleur, s'empara de plusieurs forteresses, et porta la guerre en Guyenne et dans les provinces voisines, où la for-

tune le favorisa, sinon constamment, du moins presque toujours.

Le duc de Lancastre tenait alors, à Bordeaux, un état de prince, qui n'était nullement inférieur à celui du Prince Noir lui-même, auquel il ressemblait par le courage et la fierté, quoiqu'il n'eût ni la bonne fortune de son frère, ni ces talens militaires qui commandent souvent à la fortune, et qui permettent d'en profiter. Une alliance à laquelle le duc se laissa naturellement entraîner par ce qui semblait la voix de la prudence, et qui n'était que la voix de l'ambition, contribua aussi à le jeter dans le faux système politique qu'avait adopté le Prince Noir lui-même. Don Pèdre le Cruel, qui, comme nous l'avons déjà dit, avait reçu la mort de la main de son frère, le roi Henri, devant le château de Montiel, avait laissé deux filles, dont l'aînée était indubitablement héritière du royaume de Castille. Ces princesses orphelines résidaient alors en Gascogne, otages pour une somme que leur père avait empruntée. Jean de Gand était alors à la fleur de l'âge; il était devenu veuf par la mort de son épouse, lady Blanche, et flatté

du titre brillant de roi de Castille auquel il aspirait, il donna sa main à l'aînée de ces infortunées princesses, et son frère, le duc de Cambridge, épousa la seconde. Par cette malheureuse démarche, le duc de Lancastre ajouta aux difficultés déjà si nombreuses et si multipliées de la guerre contre la France, la sombre perspective d'une querelle avec Henri, roi de Castille, qui devint naturellement un ennemi violent et dangereux de l'Angleterre, et elle ne fut pas long-temps sans éprouver les effets de son inimitié.

En 1371, le duc de Lancastre étant retourné en Angleterre avec son épouse, le comte de Pembroke reçut ordre de mettre à la voile, comme commandant en chef des forces anglaises dans la principauté d'Aquitaine. Il avait une flotte de quarante vaisseaux, ayant à bord un corps de troupes considérable, et portant l'argent et les munitions nécessaires pour soutenir la cause de l'Angleterre, qui chancelait alors dans le sud de la France. Ainsi pourvu, il partit pour la Rochelle, mais en approchant de ce port (23 juin 1372), il rencontra une flotte puissante appartenant à Henri de Transta-

mare, roi de Castille, qui se trouvait forcé d'embrasser le parti de la France, puisque le duc de Lancastre élevait des prétentions sur son royaume, du chef de son épouse, la princesse Constance. Les deux flottes d'Espagne et d'Angleterre se combattirent avec résolution, et le combat dura jusques dans la soirée du second jour; alors les Espagnols remportèrent une victoire complète. On dit qu'ils durent leur supériorité, non-seulement à la dimension de leurs vaisseaux, qui étaient plus grands que ceux des Anglais, mais à l'usage qu'ils firent du canon, — arme qui fut employée pour la première fois dans un combat naval. — La plus grande partie des vaisseaux anglais furent brûlés, pris, ou coulés à fond. Le comte de Pembroke, gendre d'Édouard III, dont il a été parlé bien souvent, fut fait prisonnier par les Espagnols avec beaucoup d'autres chevaliers de haut rang. Tels furent les premiers et funestes fruits que produisit le mariage de Jean de Gand avec la fille de Pierre le Cruel. Cette tentative pour envoyer des secours en Guyenne ayant échoué, cette province et toutes les parties de la principauté d'Aqui-

taine restèrent presque à la disposition du connétable Du Guesclin, qui, employant alternativement la force et l'adresse, s'empara de beaucoup de places fortes presque sans résistance, et y mit des garnisons.

Ce qui se passa à la Rochelle peut servir à prouver à quel point les sentimens du peuple gascon pour ses anciens maîtres, les Anglais, étaient changés. Peu de temps après le combat naval dont nous venons de parler, et qui fut livré à la hauteur de ce port, le maire de la ville, nommé Jean Chaudos, décidé sans doute par le résultat de cette bataille, et par la défaite des Anglais, imagina un moyen de livrer au roi de France cet important port de mer. Les Anglais avaient encore une garnison dans le château, dont le gouverneur temporaire se nommait Philippe Mansel, homme sans éducation, et sans beaucoup de sagacité. Le maire, ayant fait entrer dans son complot un certain nombre de bourgeois, entreprit de tromper le commandant de la citadelle. Il invita Mansel à un festin civique, pendant lequel il lui montra une lettre scellée du grand sceau d'Angleterre, — lettre d'ancienne date, — se doutant bien que le gou-

verneur n'était pas en état d'en lire un mot. « Vous verrez dans cette lettre, dit le maire en la lui montrant hardiment entre les mains, que le roi a ordonné que la garnison du château et celle de la ville soient passées en revue alternativement par chacun de leurs commandans. Je ferai donc assembler mes soldats demain, pour que vous puissiez en faire la revue; et si cela vous convient, vous ferez sortir vos troupes du château, pour que j'en fasse l'inspection à mon tour, ainsi qu'il est ordonné par cette lettre. »

L'ignorant Mansel, affectant de comprendre des ordres qui ne se trouvaient pas dans cette lettre, et y ajoutant foi, se décida à faire sortir ses troupes du château le lendemain, et il les conduisit dans une plaine où le rendez-vous était donné. Le maire, voyant que son stratagème avait réussi, fit alors placer un corps nombreux de citoyens armés entre la porte du château et la garnison, qu'il força ainsi à mettre bas les armes. On dut probablement au patriotisme de ce maire de la Rochelle, que cette ville prise aux Anglais par le courage ou l'adresse de ses habitans, ne fut pas ren-

due aux Français purement et simplement. On y mit pour condition qu'il serait permis aux citoyens de la Rochelle de démolir le château; qu'on leur promettrait de ne pas en faire construire un autre; que la ville ne serait jamais aliénée ni démembrée du royaume de France; et enfin qu'elle jouirait du privilège de battre monnaie aux mêmes conditions que la ville de Paris.

La prise de Poitiers ajouta aussi aux triomphes du vaillant connétable. Une escarmouche eut lieu bientôt après, de peu d'importance en elle-même, mais qui en eut beaucoup par ses suites. Le seigneur de Greilly, que sa bravoure nous a déjà fait citer bien souvent sous le nom du Captal de Buche, y fut fait prisonnier, et on l'envoya à Paris comme un captif important. Sa renommée et ses talens militaires n'étaient pas moins célèbres que le dévouement constant avec lequel il avait servi la cause de l'Angleterre. Le roi de France adopta donc le système politique qu'on avait attribué au prince de Galles à l'égard de Bertrand du Guesclin, lorsque ce dernier avait été fait prisonnier à la bataille de Navarette : c'est-à-dire qu'il ne voulut pas fixer une rançon

pour le prix de la liberté du malheureux guerrier, qui mourut au bout de cinq ans, encore captif. Des auteurs ont dit que le captal, partisan dévoué du prince Noir et d'Édouard III, se sentit défaillir en apprenant leur mort, et mourut de chagrin dans sa prison.

Cependant le dernier poste restant aux Anglais en Gascogne était la ville de Thouars, place qui était alors d'une force considérable. Le connétable ne tarda pas à en faire le siége, et il le pressa avec tant de vigueur, que les seigneurs anglais qui y étaient enfermés et qui étaient les partisans les plus nobles et les plus illustres qu'avaient épargnés les escarmouches et les siéges qui avaient eu lieu en si grand nombre, conclurent une capitulation qui n'était pas sans exemple à cette époque. Ils promirent de se rendre à la Saint-Michel suivante si le roi d'Angleterre ou un de ses fils ne venait en personne à leur secours avant ce terme.

Édouard, à qui l'on fit part de cette convention, montra le plus grand dépit qu'un prince aussi peu belliqueux que Charles V qu'on voyait rarement l'armure sur le dos, et la lance au poing, lui donnât plus d'em-

barras que les monarques guerriers ses prédécesseurs, et il jura encore une fois de se mettre lui-même en campagne avec le dessein non seulement de secourir Thouars, mais d'envahir la France et de la conquérir. Il se mit donc en mer avec une armée considérable, dont la destination était le port de la Rochelle; mais les vents et les flots mirent obstacle à sa navigation, et après avoir en vain lutté contre eux, Édouard, à qui la fortune avait été si long-temps favorable par terre et par mer, se vit obligé de retourner en Angleterre sans pouvoir secourir cette forteresse.

Thouars fut donc abandonné à son destin. A la vérité, les barons de Guienne qui restaient fidèles à l'Angleterre, offrirent de marcher au secours de cette place importante avec douze cents lances, si les assiégés voulaient accepter leur aide. Mais les chevaliers enfermés dans la ville avaient donné leur parole de la rendre au connétable, à moins qu'Édouard ou un de ses fils ne vînt les secourir en personne. Thouars fut donc rendu aux Français, aux termes de la capitulation.

La cause de l'Angleterre en France étant

tombée si bas, Charles V crut pouvoir sans danger saisir cette occasion pour se venger du comte de Montfort, duc de Bretagne, dont le père avait principalement contribué dans l'origine à fomenter la guerre entre l'Angleterre et la France. Le comte était presque déjà chassé de ses domaines par deux de ses propres sujets, le connétable du Guesclin, et Olivier de Clisson, tous deux partisans déterminés de la France, et également ennemis des Anglais. Mais, non content de cet avantage, Charles résolut de de n'avoir aucun égard à la neutralité stipulée en faveur du duc par le traité de Brétigny, et il ne voulut pas souffrir qu'un prince qui nourrissait contre lui des sentimens si hostiles, régnât en Bretagne comme un petit souverain. Il le força donc à fuir de son duché, et à se réfugier en Angleterre. Édouard, à l'arrivée de son parent et de son allié, expatrié comme il l'était ne manqua pas de faire tous ses efforts pour rétablir les affaires du duc de Bretagne.

Il leva une armée de cinquante mille hommes, qui, sous les ordres du duc de Lancastre, débarquèrent à Calais pendant l'été de 1372; le Duc ayant dessein d'imiter

les exploits de son père, de relever la gloire de l'Angleterre, et de rétablir le duc de Bretagne dans son duché. Mais, comme ce fut le destin de toutes les dernières expéditions d'Édouard III, ces grands préparatifs n'amenèrent aucun résultat important.

Le duc de Lancastre partit de Calais à la tête de son armée. Il avait avec lui les comtes de Warwick, de Suffolk, et lord Édouard Spencer. Ils marchèrent avec précaution, suivis de près par trois armées françaises, commandées, l'une par le duc de Bourgogne, l'autre par le duc de Bourbon, et la troisième, principalement composée de cavalerie par l'infatigable du Guesclin, qui suivait l'arrière-garde des Anglais, et qui tombait sur tous ceux qui s'écartaient de leur bannière. Ainsi entourés et observés, les Anglais ne purent faire aucun butin dans le pays sans être exposés sur-le-champ à des représailles.

Leurs généraux différaient en outre d'opinion. Jean de Montfort pressait le duc de Lancastre de conduire ses troupes en Bretagne, soutenant que la conquête de son duché était le principal objet de la guerre. De son côté, le duc de Lancastre était dé-

terminé à marcher sur Bordeaux, pour rétablir le pouvoir de l'Angleterre en Gascogne. Il accéléra donc sa marche vers cette ville, et il y arriva enfin, mais après avoir perdu pendant cette marche précipitée et désastreuse, les quatre cinquièmes de son armée. Les ducs de Bretagne et de Lancastre ne vécurent jamais plus ensemble dans la bonne intelligence qui avait autrefois régné entre eux.

Le Roi Charles voyant la dissension qui existait entre le duc de Bretagne et son puissant allié, crut le moment favorable pour exécuter son grand projet de réunir à sa couronne ce duché, qui, par la proximité de ses côtes, et grâce à l'amitié des princes qui y régnaient, avait si souvent favorisé les invasions de la France par l'Angleterre. Il proposa donc aux états généraux de son royaume la confiscation des domaines de ce puissant vassal, et ils en prononcèrent la sentence. Mais les seigneurs bretons, quoique voyant de mauvais œil l'alliance de leur duc avec l'Angleterre, tenaient à leur indépendance, et étaient attachés à la famille de Montfort. Au lieu de les confirmer dans leur affection pour la France;

Charles, par cette tentative de confiscation, ne fit qu'exciter leur ressentiment. Les nobles bretons se soumirent de nouveau à leur duc, prirent les armes, se réunirent, chassèrent les Français de leur pays, et invitèrent Jean de Monfort à revenir de son exil en Angleterre. La suite de ces événemens appartient au règne suivant. Une trève d'un an avait mis fin à l'effusion de sang occasionné par cette guerre, et le roi Charles tomba malade sans grand espoir de guérison.

Un incident contribua grandement à rendre plus sombres les pensées de ce monarque sur son lit de mort. Ce fut la mort du vaillant du Guesclin, qui, d'aprés le choix personnel du roi, tenait en main d'une manière si avantageuse pour son pays, et si glorieuse pour lui-même, le bâton de grand connétable de France. Il avait été employé dans la guerre en Bretagne, et plus récemment dans celle de Guyenne ; et dans l'une comme dans l'autre, il s'était conduit avec la bravoure, et avait obtenu les succès qui l'avaient toujours distingué. Le dernier acte de sa vie fut le siége de Châteauneuf de Randan. Il avait fait à cette forteresse une

sommation à laquelle le commandant avait répondu en termes hardis, quoique respectueux. D'après son refus de se rendre, du Guesclin fit dresser sa tente devant cette place, et en commença le siége. On dit, avec peu de probabilité, que le chagrin que lui causa la défense obstinée de cette place, fut la première cause de la maladie de ce grand capitaine. Bertrand du Guesclin devait trop bien connaître les chances de la guerre, pour regarder comme une grande infortune la résistance prolongée d'une petite forteresse. Quoiqu'il en soit, et quelqu'en fût la cause, il tomba malade, et il sentit bientôt que sa mort était prochaine. Voulant employer au service de son pays la dernière étincelle d'une vie qu'il y avait entièrement consacrée, du Guesclin envoya au commandant de Châteauneuf de Randan une sommation positive de lui rendre la place sur-le-champ, s'il désirait profiter de son intercession auprès du roi de France. Le commandant intimidé par le ton sévère et résolu de ce message, déclara qu'il remettrait les clefs de sa forteresse, au connétable de France, mais non à tout autre officier d'un rang inférieur. On

le conduisit dans la tente de du Gueselin; mais il n'existait plus, et le commandant fut obligé de déposer les emblèmes de sa soumission au pied d'un corps inanimé.

Ainsi mourut ce héros, pendant qu'il était occupé à reconquérir les provinces qui avaient été démembrées de son pays. Les annales de l'histoire en citent bien peu qui aient été plus braves et qui aient obtenu plus de succès. Du Guesclin n'était pas exempt des défauts qui appartenaient à son siècle, car sa valeur était quelquefois souillée par la cruauté; mais son élévation d'un rang ordinaire à ce faîte de grandeur fut l'ouvrage de ses talens supérieurs, et comme il les employa au service de son pays, on ne peut trop les admirer et les louer. Charles, quoique sentant tout ce qu'il devait à ce général aussi habile que fortuné, put à peine imaginer les moyens de le récompenser de ses services. Pour remplir le vide occasionné par sa mort, le roi Charles recommanda à son conseil de lui donner pour successeur Olivier de Clisson, ami et compagnon d'armes de du Gueselin, et Breton comme lui. Cependant, quoique attaqué d'une maladie certainement incu-

rable, quelle qu'en pût être l'origine, Charles V était encore occupé du grand projet de son ambition, qui était de réunir toute la France en un seul royaume.

L'exécution de ce projet avait trouvé un grand obstacle dans le roi de Navarre, Charles le Mauvais. Ce prince prétendait avoir des titres même à la couronne de France; et il avait en outre des droits sur divers domaines dans différentes parties de de ce royaume, et surtout en Normandie. Le but de la politique de Charles V mourant était de l'en déposséder. Il fit donc revivre contre le roi de Navarre une accusation de haute trahison, pour avoir fait administrer du poison à la personne royale de son seigneur suzerain. Ce crime, étant celui qui était le plus sévèrement puni dans le système féodal, entraînait nécessairement la confiscation des fiefs, et l'on s'était réservé d'en accuser Charles de Navarre, quand le moment où cette accusation pourrait produire de l'effet serait enfin arrivé. Le breuvage mortel avait, dit-on, tant de force, que Charles en perdit les cheveux et les ongles, et qu'il conserva jusqu'à la fin de sa vie des traces du poison qu'il avait pris.

Cependant, quoique plusieurs autres points de discussion se fussent élevés entre ces deux princes, et qu'ils eussent conclu ensemble plus d'une trève, cette affaire ne fut jamais instruite judiciairement jusqu'au moment où l'expulsion des Anglais de tant de places fortes en France, rendit moins importante toute rebellion du roi de Navarre. Une sentence des états généraux priva ce prince pervers de tous les domaines qu'il possédait encore en France comme par suite de sa condamnation dans ce procès célèbre; nous aurons peu d'occasions de parler encore de lui. Nous anticiperons sur le cours des événemens, pour rapporter la mort horrible qui termina une vie qui n'avait été qu'un tissu de crimes.

Persistant dans ses habitudes vicieuses, comme homme, et dans ses intrigues politiques comme prince, jusqu'à l'âge de soixante ans, les difficultés que Charles le Mauvais avait éprouvées pendant les guerres entre l'Espagne, l'Angleterre et la France l'avaient obligé à exiger de ses sujets de Navarre une forte taxe de capitation. Il demanda que ses sujets les plus riches payassent dix francs; ceux qui l'étaient moins, cinq,

et tous les autres un franc. Les députés des corporations et des villes du royaume de Navarre lui représentèrent que ses sujets n'avaient pas encore pu s'acquitter d'une taxe antérieure dont ils avaient été chargés, qu'ils étaient hors d'état de supporter cette nouvelle imposition, et ils le conjurèrent de prendre pitié de son peuple. Par forme de réponse à ces remontrances, Charles fit enfermer ces députés dans un jardin entouré de fortes murailles, où il avait eu sa conférence avec eux, les y fit garder à vue, leur fit à peine donner de quoi leur conserver l'existence, et fit trancher la tête à trois d'entre eux, afin d'intimider les autres. On ne sait comment aurait fini cette tragédie, si le ciel n'eût mis fin à temps et d'une manière extraordinaire à la tyrannie de cet homme pervers.

Les débauches du roi de Navarre avaient tellement miné sa constitution, que ses médecins lui ordonnèrent de s'envelopper d'un drap trempé dans l'esprit de vin, et d'échauffer son lit par le moyen d'une bassinoire remplie de charbons ardens. Il avait employé plusieurs fois ces moyens de rappeler la chaleur naturelle, sans qu'il lui fût

arrivé aucun accident. Mais tandis qu'il cherchait de cette manière à renouveler la chaleur de son corps usé, au moment même où il sévissait avec tant de cruauté contre les députés de ses sujets, il arriva « par le bon plaisir de Dieu ou du diable, dit Froissard, que le feu prit à ses draps, et se communiqua à sa personne, enveloppé comme il l'était dans une matière si inflammable. » Avant qu'on eût pu le secourir, le feu avait pénétré jusqu'à ses entrailles, il vécut pourtant encore quinze jours dans des souffrances qu'on ne saurait décrire. Telle fut la fin horrible du méchant roi de Navarre.

Nous revenons aux projets qui occupaient encore le roi de France sur son lit de mort. Tandis qu'il méditait les changemens dont nous avons parlé, et qu'il cherchait à les exécuter, ses jours tiraient à leur fin. 1380. Il mourut, dit-on, quoique sans beaucoup de probabilité, victime du poison que Charles le Mauvais lui avait fait administrer si long-temps auparavant. Sa mort causa dans tout le royaume des regrets beaucoup plus vifs que n'en occasionne souvent celle d'un souverain. Charles était doux, tranquille, mo-

déré dans ses passions; formant avec sagesse ses projets politiques, il ne les changeait jamais inconsidérément, et finissait rarement par y renoncer. Quoique né dans un temps de guerres, il ne fut pas guerrier, et ce fut une heureuse circonstance, car il en résulta qu'il ne fut pas exposé à se laisser entraîner par ce violent désir de gloire personnelle, et par ce sentiment de fausse honte, qui avaient déterminé ses prédécesseurs Philippe de Valois et Jean à risquer les fatales journées de Créci et de Poitiers.

CHAPITRE VIII.

AVÈNEMENT AU TRÔNE DE CHARLES VI, A L'AGE DE DOUZE ANS. — RÉGENCE DU DUC D'ANJOU. IL S'EMPARE DES TRÉSORS DE CHARLES V, QU'IL EMPLOIE ENSUITE A FAIRE VALOIR SES DROITS A LA COURONNE DE NAPLES ET DE SICILE. — UNE ARMÉE ANGLAISE, COMMANDÉE PAR LE DUC DE BUCKINGHAM, EST ENVOYÉE AU SECOURS DU COMTE DE MONTFORT, QUI PROMET DE LA SOUTENIR, MAIS QUI FAIT LA PAIX AVEC LA FRANCE, ET FORCE LES ANGLAIS, SES ALLIÉS, A ÉVACUER LA BRETAGNE. — DÉSORDRES EN FLANDRE. — INSURRECTION DES GANTOIS SOUS ARTEVELLE. — LA FRANCE PREND LE PARTI DU COMTE DE FLANDRE, ET L'ANGLETERRE CELUI DES INSURGÉS. — DÉFAITE DES INSURGÉS A ROSEBECK. — MARIAGE DE CHARLES VI. — EXPÉDITION DE L'ÉVÊQUE DE NORWICH. — IL EST BATTU, ET FORCÉ DE SE RETIRER A CALAIS. — EXPÉDITION DU COMTE D'ANJOU POUR FAIRE VALOIR SES DROITS AU TRÔNE DE NAPLES. — IL ÉCHOUE ET MEURT. — AVENTURES DE DEUX CHEFS DE COMPAGNIES FRANCHES, GEOFFROI TÊTE-NOIRE ET AMERGOT MARCEL. — TENTATIVE INFRUCTUEUSE DU DUC DE LANCASTRE POUR CONQUÉRIR LA CASTILLE, DONT IL RÉCLAMAIT LA COURONNE DU CHEF DE SA FEMME, FILLE DE DON PÈDRE LE CRUEL. — TEMPÊTE QUI DÉTRUIT UNE FLOTTE FRANÇAISE RASSEMBLÉE A L'ÉCLUSE POUR ENVAHIR L'ANGLETERRE. — ARRESTATION D'OLIVIER DE CLISSON, CONNÉTABLE DE FRANCE, PAR LE DUC DE BRETAGNE. — SON EMPRISONNEMENT ET SA RANÇON.

Malheureusement pour le royaume de France, le successeur de Charles le Sage, qui se nommait aussi Charles, et qui fut le sixième roi de ce nom, n'avait alors que douze ans, et il devint nécessaire de nommer

un régent. Le duc d'Anjou, l'aîné des frères du feu roi, avait été un des chefs les plus actifs pendant la vie de ce monarque, et l'on supposait qu'il possédait de grands talens. Il était ennemi mortel des Anglais, et il avait joué un des principaux rôles sous le règne précédent, pendant la guerre qui leur avait été faite dans le midi de la France. On l'accusait aussi de trahison, et en général il ne jouissait pas d'une haute réputation de bonne foi et de sincérité.

Ce prince obtint pourtant des états généraux la régence du royaume, mais l'éducation et la surveillance de la personne du roi ne lui furent pas confiées: Le duc de Bourgogne, oncle paternel du roi, et le duc de Bourbon qui lui était parent au même degré du côté maternel furent nommés ses tuteurs immédiats, et chargés du soin de sa personne.

Le duc d'Anjou, régent, avait malheureusement pour la France, des intérêts privés qui n'étaient nullement d'accord avec ceux du royaume. La dernière reine de Naples et de Sicile était la fameuse Jeanne, qui possédait ces belles provinces de son chef. C'était une femme perdue de dé-

bauche, et couverte d'ignominie, et qui, indépendamment de sa vie dépravée, s'était débarrassée de son époux André par un assassinat. On dit que ce malheureux prince la trouva un jour occupée à tisser une corde de soie et d'or si remarquable, qu'il lui demanda ce qu'elle en voulait faire. Jeanne lui répondit qu'elle était destinée à pendre son mari. Et effectivement, peu de temps après, cette même corde servit par ses ordres à l'assassinat de son époux. A l'insant de sa mort, cette reine coupable, par le conseil et l'avis du Pape, légua sa couronne et ses états au duc d'Anjou, qui, ayant sous les yeux la perspective flatteuse d'un royaume qui devait lui appartenir, était peu disposé à donner une attention convenable aux intérêts du pays dont il était régent pour son neveu. Une de ses premières résolutions, et c'en est une qu'on ne saurait justifier d'après aucun principe de morale, fut de s'emparer des trésors du feu roi son frère, qui, par sa politique et son économie, avait amassé des sommes considérables en or et en argent, qu'il tenait cachées dans le château de Melun. Ces sommes montaient, dit-on, à dix-sept millions de francs. Des

mesures de violence, et même des menaces de mort furent employées sans scrupule pour forcer les anciens officiers de Charles V à déclarer ce qu'ils savaient de ce trésor. Ils furent enfin obligés de le lui découvrir, et le duc d'Anjou se mit en possession de cette masse de numéraire.

Les premiers efforts du nouveau gouvernement, divisé comme il l'était par les prétentions diverses des princes du sang, eurent pour but d'opérer un arrangement entr'eux; et pendant un certain temps du moins, le désir qu'il montra de diminuer les taxes sembla indiquer une intention sincère d'alléger les fardeaux du peuple. Cette perspective flatteuse disparut par suite de la désunion des princes du sang royal. Nous avons déjà dit que le duc d'Anjou, régent, s'était approprié les trésors de Charles V, sans en avoir aucun droit. Il les employa, comme nous le verrons ci-après à une expédition contre Naples et la Sicile, expédition qui fut complètement inutile pour lui, et très-dangereuse pour la France à laquelle elle causa une longue suite de désastres.

Il y avait alors un schisme dans l'église

catholique romaine. Deux papes avaient été élus en même temps, et chacun d'eux était reconnu par divers royaumes du monde chrétien. L'un qui avait pris le nom d'Urbain, résidait à Rome; l'autre, nommé Clément, faisait d'Avignon dans le midi de la France, le siége de son gouvernement ecclésiastique. Chacun d'eux avait son collége de cardinaux, et chacun d'eux prétendait au plein pouvoir et à toute l'autorité de la dignité papale.

Il ne fut pas très-difficile au duc d'Anjou de déterminer l'anti-pape Clément à appuyer ses droits à la couronne de Naples et de Sicile, fondés sur le legs de la reine Jeanne. Clément le fit avec d'autant plus d'apparence de justice, qu'il allégua que feu la reine Jeanne avait mis à la disposition de l'église tous ses domaines et toutes ses seigneuries, et que par conséquent le Pape avait les plus fortes raisons pour appuyer et soutenir le legs qu'elle avait, de son consentement fait ensuite au duc d'Anjou.

Tandis que le duc d'Anjou s'occupait ainsi de ses projets, les Anglais auraient donc pu faire, et peut-être avec succès, de grands efforts pour recouvrer les domaines

qu'ils avaient perdus en France. Calais, Bordeaux et Bayonne, places qui exigeaient des garnisons entretenues à grands frais, étaient les restes les plus importans des conquêtes d'Édouard III, que son successeur possédait encore. Cherbourg et Brest étaient aussi entre les mains des Anglais. Ils avaient été reçus dans la première de ces villes par le roi de Navarre, quand il avait perdu ses autres domaines en Normandie; et le duc de Bretagne leur avait livré la seconde de la même manière, quand il s'était vu sur le point d'être expulsé de son duché par le roi de France.

Ce ne fut qu'après beaucoup de prières que le parlement anglais consentit à continuer les taxes pesantes qui étaient nécessaires pour la défense de ces possessions, et pour entretenir une guerre qui, depuis quelques années n'avait été signalée ni par des succès, ni par aucune gloire nationale. Il y consentit pourtant, et ce consentement était absolument indispensable pour soutenir la guerre en Bretagne, car, quoique le Duc y fût retourné par suite de l'invitation de ses sujets qui étaient déterminés à ne point se soumettre à la couronne de

France, il était impossible que Montfort pût réussir à assurer son indépendance et celle de la Bretagne, sans le secours de l'Angleterre.

Une armée nombreuse fut donc envoyée en France par Calais sous les ordres du comte de Buckingham, bien connu ensuite sous le nom du bon duc Humphry de Glocester, oncle du roi Richard II. Cette armée ne fit guères que dévaster les environs, comme l'avaient fait les Anglais dans leurs dernières invasions. Quand ils avancèrent vers la Bretagne, province qui était leur destination, la mort de Charles V avait inspiré à leur allié, Jean de Montfort l'espoir de faire une paix séparée avec la France, sans s'inquiéter des prétentions de ses auxiliaires. La raison de cette défection fut qu'il trouva ses sujets, quoique attachés à sa personne, et déterminés à ne pas se soumettre à la France, et également mécontens de son alliance étroite avec l'Angleterre, et peu disposés à admettre ses confédérés dans leurs places fortes et dans leurs châteaux. Le Duc se décida donc à essayer d'obtenir la paix du gouvernement français par un traité séparé, alors que la

mort du roi, qui avait contre lui une haine personnelle, avait écarté tout obstacle à ce qu'il redevînt un vassal de la France. Dans ce dessein, et suivant les conseils qui étaient ceux de la politique d'un siècle de perfidie, Montfort d'une part engagea ses alliés à faire le siége de Nantes, capitale de la Bretagne, en les assurant qu'il les soutiendrait avec une armée suffisante, et de l'autre, négocia une paix séparée avec les autorités qui avaient succédé au gouvernement de la France. Il y réussit sans beaucoup de difficulté, et ayant obtenu l'alliance des Français, il enjoignit aux Anglais, ses ci-devant alliés, comme mesure de nécessité, d'évacuer le territoire de la Bretagne, où ils étaient entrés à sa sollicitation. Il est remarquable que, malgré ce trait frappant de perfidie, le duc de Bretagne conserva assez d'influence sur les Français et sur les Anglais pour agir ensuite comme médiateur entre eux.

Il est vrai que ces deux royaumes se trouvaient alors dans une situation qui les obligeait à se laisser conduire par le cours des événemens, au lieu de chercher à le diriger. Charles VI en France, et Richard II

en Angleterre, étaient tous deux mineurs. Ni l'un ni l'autre n'avait des talens distingués, quoique chacun d'eux eût de bonnes dispositions. Tous deux étaient sous la tutèle d'oncles ou de proches parens, qui se querellaient entre eux, qui songeaient à leur propre intérêt sans s'inquiéter de celui de leur souverain, et qui négligeaient entièrement les devoirs qu'ils étaient tenus de remplir.

La situation des deux royaumes se ressemblait autant que celle de leurs souverains. Dans les deux pays, le peuple surchargé de taxes, et souffrant toutes les calamités d'une guerre ruineuse; s'était montré mutin et insubordonné, et la grande insurrection de Wat-Tyler et des communes d'Angleterre pouvait, par ses horreurs, faire le pendant de la guerre de la Jacquerie en France et des émeutes perpétuelles de Paris. En un mot l'état des deux royaumes était semblable à ce qu'on dit du chien et du cerf, qui s'étaient tellement épuisés par une longue course, que le cerf était devenu incapable de faire un dernier effort pour se sauver, tandis qu'il était également impos-

sible au chien de faire un bond de plus pour saisir sa proie.

Au-dehors, les deux royaumes étaient embarrassés par des voisins factieux; les Flamands, par exemple, dont les divisions nombreuses et constantes offraient à la France et à l'Angleterre, tentées de prendre part à leurs dissentions, des sources continuelles de guerre et de discorde.

Avant donc de rendre compte des divisions intestines des princes du sang à la cour, de l'expédition inconsidérée du duc d'Anjou à Naples, et d'autres affaires qui ne concernent que la France, nous dirons quelques mots des désordres de la Flandre, auxquels la France et l'Angleterre prirent part comme de coutume.

Vous vous rappelez le destin de Jacques d'Artevelle, le brasseur démagogue qui avait joui quelque temps d'une autorité sans bornes sur les citoyens des grandes villes de Flandre, et qui fut enfin tué dans une émeute par les habitans de Gand. Cet homme avait laissé un fils nommé Philippe, qui, n'étant pas effrayé par l'exemple de son père, réussit à obtenir parmi ses concitoyens autant d'autorité qu'en avait jamais

eu son père, quoique allié d'Édouard III. Il ne s'y éleva pourtant pas subitement. Il passa la première partie de sa vie étranger à tous ces objets d'ambition, et vécut en simple particulier. Mais on était à la veille de voir arriver des événemens dont les suites contribuèrent à le mettre en évidence, et à lui donner de l'activité.

Les habitans de Bruges, du consentement du comte de Flandre, avaient projeté quelques améliorations dans le cours de la Lys. Les citoyens de Gand prirent ombrage de ce projet, et craignirent que le cours de cette rivière ne fût interrompu. Il se forma dans cette ville une faction dont les membres portèrent un chaperon blanc pour signe de reconnaissance. A leur tête se trouvait un nommé Jean Lyon, bourgeois qui avait été jusqu'alors très-estimé du comte de Flandre, mais qui embrassa ensuite le parti populaire qui devint l'ennemi le plus acharné de ce prince.

Les porteurs de chaperons blancs s'insurgèrent, défirent et tuèrent le bailli de Gand, qui essaya, au nom du comte, de les réduire, firent des excursions hors de la ville, et brûlèrent le château du comte à Andreghen.

Plusieurs villes de Flandre firent cause commune avec Gand, et le comte menaça cette ville de la punir sévèrement des insultes qu'elle lui avait faites, et des pertes qu'elle lui avait occasionnées. Dans ce dessein, il fit le siége, ou plutôt le blocus de cette ville, mais sans beaucoup de succès. La grande population de Gand mit les habitans en état de tenir la campagne, malgré le ressentiment du comte; et quoique beaucoup de citoyens désapprouvassent secrètement les actes de violence des chaperons blancs, nul bourgeois n'osait blâmer publiquement leur conduite. Les insurgés remportèrent divers avantages sur le comte, et le forcèrent enfin à lever le siége de leur ville. Cependant il paraissait aux hommes prudens que la réputation des chaperons blancs commençait à déchoir, et leur chef Jean Lyon étant mort, empoisonné à ce qu'on soupçonna, on crut impossible qu'il se trouvât un homme ayant assez de courage et d'influence pour occuper sa place. Une attaque sérieuse par le parti opposé semblait donc devoir écraser la faction des insurgés. En ce moment de crise, Philippe d'Artevelle sortit de son obscurité, s'éleva

au rang de chef des insurgés gantois, se chargea de les conduire, et assura son autorité par plusieurs actes de pouvoir arbitraire. D'Artevelle fut spécialement encouragé à se charger du rôle qu'il jouait par les instigations d'un citoyen cauteleux, nommé Pierre Dubois, qui, avant de lui promettre de l'appuyer de son crédit dans la ville, lui fit les questions suivantes pour s'assurer s'il possédait les qualités nécessaires à un démagogue : « Vous sentez-vous en état de porter la tête haute, d'être cruel au milieu du peuple, et surtout dans une telle besogne que celle que nous aurons sur les bras? un homme n'est bon à rien, à moins qu'il ne soit craint, redouté et renommé par sa cruauté. C'est ainsi que les Flamands doivent être menés. Vous ne devez avoir pas plus d'égard pour la vie des hommes, pas plus de pitié pour leurs souffrances, que s'il s'agissait des animaux que nous tuons pour les manger. » Philippe d'Artevelle admit la sagesse de cette leçon, et tant à la recommandation de Dubois que par souvenir de l'ancienne popularité de son père, il fut nommé gouverneur de Gand et chef des insurgés en Flandre.

Le comte de Flandre et les habitans de ses villes se trouvèrent ainsi encore une fois en guerre ouverte. Les Français épousant comme autrefois la cause du comte, envoyèrent des troupes à son secours, et le gouvernement anglais, quoique déchiré par des dissentions domestiques, ne manqua pas suivant son usage de faire passer une armée à Calais pour aider d'Artevelle et les insurgés.

Le prince français qui devait prendre le plus grand intérêt personnel à cette révolte de Flandre, était Philippe, duc de Bourgogne, gendre et héritier du comte de ce pays. Ce fut donc naturellement à lui que le comte de Flandre adressa ses plaintes, en lui exposant que ces traîtres, les insurgés de Gand avaient brûlé le château dans lequel il était né, brisé les fonts sur lesquels il avait été baptisé, lui avaient fait toutes les insultes possibles, et étaient sur le point de causer la ruine des domaines qui lui restaient. Dans ce tableau, le duc de Bourgogne vit nécessairement la désolation d'un héritage qui devait lui appartenir un jour, et ayant une grande influence sur le gouvernement de la France, il décida

que le roi son neveu et tous ses pairs marcheraient en Flandre pour combattre ces bourgeois insurgés qui paraissaient vouloir dévaster entièrement ce beau pays, ou le déclarer indépendant de son souverain et de sa noblesse. Le roi de France, sous la conduite de son oncle, le duc de Bourgogne, entra donc en Flandre à la tête de quatre vingt mille hommes.

Les Français conduisirent cette guerre avec beaucoup de vigueur, cependant Philippe d'Artevelle, dans ce moment difficile, montra de la dextérité et du courage. Il leva une armée nombreuse tant à Gand que dans les autres villes confédérées. Ceux qui combattaient sous lui portaient des souquenilles de différentes couleurs, pour indiquer les villes auxquelles ils appartenaient. Ils étaient principalement armés de piques, et tous combattaient à pied, ne formant qu'un bataillon ou une division. Leur chef, d'Artevelle, avait seul un bon cheval près de lui, non pour prendre la fuite, mais pour poursuivre les Français quand ils seraient en déroute, car il ne doutait pas que tel ne dût être le résultat de la bataille. Le terrain, coupé par des

rivières et des canaux, était favorable aux Flamands.

27 novembre 1381. Après quelques escarmouches de peu d'importance, les deux armées se livrèrent une bataille rangée près du village de Rosebeck. Les Flamands se défendirent quelque temps avec valeur et résolution; mais comme ils étaient attaqués par la fleur de la chevalerie française, conduite par les princes du sang et par le roi en personne, les insurgés furent enfin mis en déroute par la charge de la cavalerie. Comme les chevaliers et les hommes d'armes n'accordaient aucun quartier à des ennemis qu'ils considéraient comme leur étant si inférieurs, vingt-cinq mille hommes furent tués sur le champ de bataille. Philippe d'Artevelle périt en combattant vaillamment; et les vainqueurs profitèrent si bien de la victoire que la plupart des villes insurgées se soumirent sans résistance au pouvoir de la France; mais Gand continua à tenir bon.

Peu de temps après avoir été ainsi réintégré dans ses domaines, Louis, comte de Flandre, mourut, et le duc de Bourgogne lui succéda et devint un prince très-puis-

sant, jouissant non-seulement des domaines de son beau-père, qui comprenaient toute la Flandre, mais encore des comtés de Bourgogne et d'Artois, qui lui appartenaient à lui-même, ce qui lui forma une principauté forte et puissante, et dont toutes les parties se touchaient, et quoique celui qui la possédait fût alors si intimement lié à la France qu'il en était le principal régent, il devint avec le temps le plus redoutable ennemi de ce royaume.

Vers cette époque, le roi de France, de l'avis du duc de Bourgogne, épousa une belle princesse allemande, Isabelle, fille du duc de Bavière. Il est remarquable que ce jeune prince, contre l'usage des têtes couronnées, ne voulut consentir à ce mariage qu'après qu'il lui eut été permis de voir la princesse qui devait être son épouse. Épris de sa beauté, il n'aperçut point les défauts que couvraient des formes si attrayantes. Cependant le duc saisit l'occasion du mariage du roi avec une princesse allemande pour conclure celui de son fils avec la fille et héritière d'Albert, comte de Zélande, de Hainault et de Hollande, union avantageuse, qui offrait la perspec-

tive d'une succession qui viendrait augmenter considérablement les domaines de Bourgogne et de Flandre.

Après la bataille sanglante de Rosebeck, qui avait abattu le pouvoir des insurgés flamands, le jeune roi de France avait été ramené dans sa capitale, qui avait été depuis assez long-temps un théâtre d'émeutes contre lui, comme elle l'avait été contre son père, Charles V. Les Parisiens avaient rendu leur ville, jusqu'à un certain point, susceptible d'être défendue, en construisant des murailles, en creusant des tranchées, en établissant des barricades dans les rues, et en empêchant ainsi la marche des troupes. Ils avaient pris le nom de Maillotins, d'après les maillets dont ils étaient généralement armés. Pour en imposer au jeune roi, ils déployèrent devant lui leurs forces, montant à trente mille hommes; mais au lieu d'en être intimidé, Charles s'indigna qu'ils osassent prendre un air de menace; et méprisant leur nombre, il entra dans Paris comme de vive force, fit arrêter sans scrupule deux ou trois cents chefs des Maillotins, et en fit exécuter quelques-uns pendant plusieurs

jours consécutifs, en punition de leurs actes d'insubordination. Les portes de la ville furent abattues, les citoyens désarmés, et l'insurrection fut, pour le moment, efficacement réprimée.

L'Angleterre, affaiblie par la discorde intérieure, et par ses pertes sur le continent, était encore trop puissante pour qu'on ne s'adressât pas à elle dans ces temps de confusion. Lorsque les Flamands étaient insurgés, les Anglais avaient repoussé l'idée de leur accorder les secours pécuniaires que demandait d'Artevelle, mais ils étaient encore disposés à envoyer des troupes sur le continent pour profiter des troubles qui régnaient partout.

Deux propositions furent faites dans cette vue au parlement d'Angleterre. L'une, faite par Jean de Gand, fut qu'on lui accordât une somme de quarante mille livres sterling ou environ, à l'aide de laquelle, il se déclara disposé à entreprendre une expédition en Castille. Mais comme ce projet de conquête n'avait en vue que son intérêt privé, sans aucun avantage pour la nation qui pût indemniser d'une telle dépense, le parlement refusa cette demande,

qui malheureusement fut accueillie un peu plus tard.

Il se montra plus disposé à écouter une autre proposition faite par l'archevêque de Norwich, et qui avait pour but de secourir les Flamands. Ce prélat guerrier s'était déjà distingué en réprimant quelques insurrections dans son évêché. Il offrit alors ses services, moyennant une certaine somme, pour lever trois mille hommes d'armes et trois mille archers qu'il proposait de faire passer à Calais, pour agir ensuite en faveur des Flamands. C'était aussi, en quelque sorte, une entreprise religieuse, car le prélat belliqueux, ferme partisan du pape Urbain dans le schisme de l'Église, faisait un des principaux objets de son expédition, de faire renvoyer d'Avignon son compétiteur Clément, qu'il traitait d'antipape. Les nobles anglais virent d'un œil favorable le projet de l'évêque; mais tandis qu'ils délibéraient encore sur ce sujet, la bataille de Rosebeck fut livrée, d'Artevelle tué, son armée d'insurgés mise en déroute, et le comté de Flandre se trouva naturellement réuni à la France, le duc de Bourgogne étant gendre et successeur du feu

comte Louis. Les Anglais commencèrent alors à se reprocher leur indécision, et se blâmèrent réciproquement de ne pas avoir envoyé à temps des secours à d'Artevelle. « Si ces pauvres Flamands, qui combattirent si bien à leur manière, disait-on, avaient eu seulement avec eux deux mille lances et six mille archers d'Angleterre, tous les Français, sans exception, auraient été tués ou faits prisonniers. Mais il n'est pas encore trop tard. Le roi de France a conquis la Flandre, nous pouvons la reconquérir pour le roi Richard. » Ce genre de raisonnement décida plusieurs hommes distingués, comme sire Hugues Calverley et d'autres à prendre part à l'expédition de l'évêque de Norwich, quoique les chances de succès fussent considérablement diminuées par le résultat de la bataille de Rosebeck.

Ce prélat martial mit donc à la voile, et il débarqua à Calais le 23 avril 1383. Quand les Anglais y furent arrivés, l'évêque de Norwich fut impatient de marcher contre le comte de Flandre, quoique, strictement parlant, sa mission se bornât à attaquer et à anéantir ceux qui reconnais-

saient Clément comme pape. Il y eut quelques altercations à ce sujet, mais l'impétueux prélat n'était disposé ni à écouter ces remontrances, ni à exécuter sa mission à la lettre. Il défit une armée de trente mille hommes, tant Français que Flamands dévoués à la France, prit Gravelines, Dunkerque, Burbourg, et plusieurs autres villes, et assiégea Ypres, qui fut vigoureusement défendu. Les assiégeans appelèrent à leur aide les Gantois, qui, malgré la défaite de Rosebeck, avaient persisté dans leur insurrection contre le comte de Flandre. Ils répondirent avec joie à cet appel, arrivèrent en grand nombre, pleins d'espoir de succès, et le siége fut continué avec ardeur. Le roi de France, pressé par son oncle, le duc de Bourgogne, assembla donc une armée de vingt mille hommes d'armes et de plus de soixante mille hommes d'autres troupes, dans le dessein de marcher au secours d'Ypres.

Cette nouvelle alarma l'évêque, dont les forces étaient trop peu nombreuses pour qu'il attendît l'arrivée d'une telle armée. Le siége fut levé avec tant de précipitation et de désordre, que les assiégeans prirent

différentes routes pour pourvoir à leur sûreté. Les uns marchèrent vers Burbourg avec sir Hugues Calverley et sir Thomas Trivet, et le reste de l'armée, sous les ordres de l'évêque lui-même, se retira vers Gravelines. Le détachement de Calverley s'arrêta quelque temps dans la ville de Bergues, dont l'armée française s'approcha à l'instant où Anglais venaient de s'y établir. « C'était une belle chose, dit Froissard, que de voir cette armée royale, les bannières et les banderolles déployées, les casques et les lances brillant aux rayons du soleil, le nombre des soldats étant tel qu'on n'aurait pu les compter, et leurs piques ressemblant à une épaisse forêt. » Sir Hugues Calverley était d'abord porté à combattre les Français à Bergues, malgré la grande disproportion du nombre, mais en y réfléchissant mieux, il se retira dans la ville de Burbourg, qui était plus forte, quoique malheureusement la plupart des maisons fussent couvertes en chaume, et par conséquent plus exposées à être brûlées.

Les Anglais s'y défendirent quelque temps avec courage; mais enfin le roi de France,

comme s'il eût été déterminé à emporter la place d'assaut, ordonna qu'on apportât un grand nombre de fagots pour combler les fossés. On payait à chaque paysan qui en fournissait un, une petite pièce de monnaie nommée un blanc. De cette manière, les fossés furent bientôt comblés. Réduits à cette extrémité, les chefs anglais furent charmés de capituler pour obtenir la permission d'évacuer la place en sûreté, et de retourner à Calais. Gravelines, où s'était retirée la plus grande partie de l'armée anglaise, et où l'évêque commandait en personne, fut rendu de la même manière et aux mêmes conditions.

L'expédition de l'évêque de Norwich ne donna que peu de satisfaction aux Anglais, et, quoiqu'elle n'eût certainement pas été plus inutile que la plupart de celles qui, depuis quelque temps avaient été entreprises contre la France, le mauvais succès du prélat lui fit encourir des reproches, et même une amende. Jean de Gand, duc de Lancastre, ne fut pas fâché intérieurement du malheureux résultat de la tentative de l'évêque; il aurait pourtant pu apprendre, d'après le destin du duc d'Anjou,

dont la situation à la cour de France était presque semblable à la sienne à celle d'Angleterre, qu'il pouvait perdre plutôt que gagner à l'entreprise qu'il méditait, quand même il commencerait par réussir. Maintenant nous rendrons brièvement compte de l'expédition de Naples, dont nous avons différé jusqu'à présent de parler, quoiqu'elle ait eu lieu dès 1382. — Je vous ai dit que le duc d'Anjou s'était approprié sans scrupule les trésors de son frère Charles V, afin de faire valoir les droits que la reine Jeanne et le pape lui avaient donnés sur le royaume de Naples et de Sicile. Ébloui par la perspective d'une couronne, il sacrifia imprudemment le pouvoir véritable qu'il possédait comme régent de France, au projet romanesque de devenir roi en Italie. Son frère, le duc de Bourgogne, qui s'attendait à le remplacer dans la régence, l'encouragea à cette folle entreprise.

Le duc d'Anjou employa les trésors qu'il s'était procurés à lever une armée, ce qui n'était pas difficile quand on trouvait partout des compagnies franches, et qu'on avait de l'argent pour les payer. Il obtint l'aide du comte de Savoie, qui se joignit

à lui avec un corps nombreux de ses vassaux. En traversant la Sicile, le prince François fit battre monnaie, et prit les titres de roi de Sicile, de Naples et de Jérusalem, et de duc de la Pouille et de Calabre. D'une autre part, son compétiteur, Charles de Durazzo, réclamait ce royaume, comme lui appartenant à titre d'héritier le plus proche de la reine Jeanne, et le pape Urbain appuyait ses prétentions par des motifs semblables à ceux qui portaient son rival Clément à soutenir celles du duc d'Anjou.

Ce prince n'avait pas le moyen de résister à une armée comme celle que commandait le duc d'Anjou. En arrivant avec toutes ses forces, il résolut donc d'éviter toute bataille, et d'attendre le cours des évènemens. Il vit avec beaucoup de sang-froid son rival dévaster le pays, et se mettre en possession de la ville de Naples. Convaincu que les trésors du duc d'Anjou ne tarderaient pas à s'épuiser, et que son armée se débanderait faute d'approvisionnemens, Charles de Durazzo se borna à prolonger la lutte.

En effet, la nécessité de payer et d'avi-

tailler une armée composée au moins de cinquante mille hommes, épuisa bientôt tous les fonds que le duc d'Anjou avait réussi à se procurer. Son rival eut recours avec succès à toutes les ruses de la politique italienne; il amusa le prince François par de longues négociations, et par des défis personnels qu'il n'avait nul dessein de tenir. Enfin Louis d'Anjou, voyant son armée désorganisée, et ses trésors entièrement épuisés, perdit toute espérance, et mourut de chagrin dans le village de Bari, le 10 octobre 1383. Charles de Durazzo, persistant dans sa dissimulation même après la mort de son rival, porta trente jours le deuil de son compétiteur et de son ennemi mortel, après quoi il prit possession de sa couronne.

On dit que la dernière cause de la ruine du duc d'Anjou fut le manque de foi d'un nommé Pierre de Craon, noble breton, dont il est malheureusement souvent question ensuite dans l'histoire de France. C'était un homme de talens, et d'une société agréable, ce qui faisait qu'il était bien vu à la cour corrompue de France. Ce Craon avait suivi le duc d'Anjou en Italie, et dans sa

détresse, ce prince le chargea d'aller chercher en France de l'argent qu'il y avait laissé entre les mains de la duchesse. Cet émissaire infidèle reçut l'argent, mais au lieu de le porter au duc, il le dépensa à Venise en débauches et en plaisirs dispendieux. S'étant pourtant hasardé à retourner en France, après la mort du duc d'Anjou, Craon tomba d'abord dans la disgrâce du roi, et son manque de foi fut puni d'une forte amende. Mais avec l'adresse qui ne manque jamais à de tels parasites, il recouvra ensuite les faveurs de la cour, obtint encore la confiance, et se trouva de nouveau en état d'en abuser et de la trahir.

Vers cette époque, le duc de Bretagne, qui avait porté les armes dans le camp des Français, lors de l'expédition de l'évêque de Norwich, se hasarda à jouer le rôle de négociateur pour établir la paix entre la France et l'Angleterre, — rôle assez singulier pour un homme qui, comme Jean de Montfort, avait manqué de foi aux deux royaumes. Cependant aucune des deux puissances n'était disposée, par le cours des évènemens, à consentir à des

conditions de paix modérées, et tandis que les Anglais refusaient de tenir sous la suzeraineté de la France le petit nombre de places qu'ils possédaient encore dans ce royaume, les Français ne se souciaient pas davantage qu'une nation étrangère conservât la moindre possession indépendante sur leur territoire. On ne put donc établir aucune condition de paix solide entre ces deux puissances ennemies.

Pendant ce temps, la France, surtout dans les provinces du sud-ouest, continuait à être dévastée par les compagnies franches, ces bandes d'hommes armés dont je vous ai déjà parlé bien des fois. Elles ne reconnaissaient ni souverain, ni patrie, mais se réunissaient dans des villes et des châteaux, où elles se procuraient de vive force tout ce qui leur était nécessaire, aux dépens des environs. Plusieurs d'entre eux, comme nous l'avons vu, après avoir été chefs de bandits, — car c'était le nom que méritaient ces bandes, — s'étaient élevés au grade de chevaliers et de généraux supérieurs. Je crois pourtant que vous concevrez mieux ce qu'était cette sorte de gens, et que vous comprendrez plus aisément

quel fléau ils devaient être pour un pays paisible, à l'aide d'une courte relation de l'histoire et de la mort de deux d'entre eux.

La province d'Auvergne était particulièrement le repaire de ces brigands, parce qu'il s'y trouve un grand nombre de montagnes, de roches, de défilés et de forteresses, dont les compagnies franches savaient tirer parti en faisant la guerre. Plusieurs de leurs chefs les plus renommés s'y étaient établis par la même raison qu'une contrée montagneuse est recherchée par les aigles, les faucons, et les autres oiseaux de proie, qui y trouvent des occasions de rapine, et des facilités pour se cacher. Deux de ces flibustiers se distinguèrent par-dessus tous les autres par leur courage, leur intelligence et leur activité. Leurs noms, — ou du moins les sobriquets sous lesquels ils étaient connus à la guerre, — étaient Amergot Marcel et Geoffroi Tête-Noire, ils faisaient tous deux profession de soutenir la cause des Anglais, mais on peut supposer que ce n'était que parce que ce parti leur donnait un privilége plus illimité de pillage. Le détail que donne Froissard de la mort de ces deux aventuriers célèbres, est

un des passages les plus pittoresques de ses récits animés, et vous fera mieux connaître les hommes effrénés qui vivaient dans ce temps de désordre, qu'une longue dissertation que je pourrais écrire.

Geoffroi Tête-Noire, en corrompant un domestique, obtint le moyen de se mettre en possession, lui et sa compagnie, du château-fort de Ventadour, appartenant à un comte fort âgé, portant le même nom, que les bandits chassèrent de la place, sans lui faire aucun mal, car c'était à cette condition que le perfide écuyer leur avait livré la citadelle. Geoffroi Tête-Noire y suivit sa profession avec beaucoup de succès. « C'était un homme endurci, dit l'historien, qui ne connaissait ni crainte ni pitié, et qui mettait à mort un chevalier ou un écuyer aussi bien qu'un paysan, car il ne se souciait de personne, et il était tellement redouté de toute sa troupe, que pas un n'osait lui déplaire. » Ce chef rassembla une bande de quatre cents hommes, auxquels il payait chaque mois une forte solde, avec la plus grande régularité. Il protégeait les environs de Ventadour, de sorte que personne n'osait faire d'incursions dans

ce territoire. Il tenait dans son château une sorte de foire, où l'on trouvait du fer, de l'acier, du cuir, du drap de Bruxelles, des pelleteries, des marchandises de mercerie, et autres de toute espèce, aussi abondamment que dans la ville de Paris. Le château était complètement approvisionné, et en état de soutenir un siége, eût-il duré sept ans. Quelquefois, pour montrer son indépendance, Tête-Noire faisait la guerre aux Anglais aussi bien qu'aux Français, et il mena bien des années cette vie joyeuse, plus redouté qu'aucune autorité légale dans le pays où il vivait.

Mais quand le parti français commença à prendre l'ascendant dans ces districts, les nobles et les chevaliers se réunirent pour assiéger les châteaux et forteresses dont ces bandits s'étaient mis en possession, et pour délivrer le pays, de gré ou de force, de cette soldatesque que nul frein ne retenait.

En conséquence, Guillaume de Lignac, Jean Bonne-Lance et plusieurs autres chevaliers de l'Auvergne et du Limousin, firent le siége de Ventadour, ce qui n'inquiéta nullement Tête-Noire, qui était bien pourvu

de vivres et de munitions. Mais un jour qu'il était à la tête de ses gens dans une sortie, un trait décoché par une arbalète le blessa au visage. Les médecins pensèrent que cette blessure ne serait pas dangereuse, si le malade suivait le régime qu'ils lui prescrivirent. Mais Tête-Noire était un bon vivant, peu accoutumé à se rien refuser, et sa négligence fut cause que la blessure devint mortelle. Quand il se sentit très-mal, il fit venir près de son lit les principaux officiers de sa troupe. Il leur rappela qu'il avait été long-temps leur fidèle capitaine, et leur dit qu'étant sur le point de mourir, il désirait les voir se réunir pour faire choix d'un chef qui pût le remplacer et être en état de défendre ce château fort et bien approvisionné jusqu'à ce que les Français en levassent le siége. « J'ai principalement servi, ajouta-t-il, sous l'ombre du roi d'Angleterre, trouvant qu'il y avait beaucoup à gagner à ce service, et vous ferez bien de choisir un chef qui adopte la même politique. » Les compagnons du commandant l'écoutèrent en silence, et quand ils lui répondirent, ce fut pour l'inviter à désigner lui-même son successeur. Ayant nommé à

cette place un de ses parens, Tête-noire se mit à faire son testament; et ce testament en montrant la richesse que ces gens acquéraient, est une preuve curieuse de leur superstition, et de leurs idées singulières et extravagantes du droit de propriété, même quand il s'agissait de la leur. « Il y a dans cette caisse trente mille marcs, dit le bandit mourant, et je veux en disposer selon ma conscience. D'abord, je donne à la chapelle de Saint-Marc de ce château, quinze cents marcs, pour être employés en réparations; ensuite, à ma maîtresse qui m'a fidèlement et loyalement servi, deux mille cinq cents francs; puis, à Allan-Roux, que je viens de nommer votre capitaine, quatre mille francs; cinq cents au valet de ma chambre; quinze cents aux officiers de ma maison, et quant au surplus, j'en dispose ainsi qu'il suit. — Vous êtes ici environ trente compagnons de la même bande; vous devez être comme des frères, sans dispute, querelle, ni colère parmi vous; après avoir payé les legs que je viens de faire, partagez également et fidèlement entre vous trente ce qui restera dans ce coffre. Mais si vous n'êtes pas content de mon legs, et que le diable excite une que-

relle entre vous, il y a là une bonne hache, brisez la caisse, jetez vous sur l'argent, et attrape qui peut. » Les trente héritiers promirent à leur capitaine, par le respect et l'affection qu'ils avaient pour lui pendant sa vie, qu'ils rempliraient fidèlement ses intentions après sa mort.

Effectivement, après la mort de Tête-noire, ils exécutèrent toutes ses volontés. Mais son successeur, Allan-Roux, ayant formé un plan de trahison qui fut découvert, ils le tuèrent, et le château fut pris.

L'histoire d'Amergot Marcel, qui, comme nous l'avons dit, faisait le même métier, et qui avait quelquefois partagé les entreprises de Tête-noire, nous offre un semblable tableau de la vie de ces aventuriers. Ce digne personnage s'était établi, par les mêmes voies dans le château-fort d'Aloys en Auvergne, d'où il faisait avec succès dans le pays des excursions qui lui produisaient un revenu de vingt mille florins. Mais vers l'époque de la mort de Tête-noire, le comte d'Armagnac et plusieurs seigneurs français furent chargés de chasser ces brigands du pays à prix d'argent, si cela était nécessaire, puisque la force était

un moyen dangereux, et dont le succès était douteux. Au bout d'un certain temps, Marcel se laissa persuader qu'il ferait bien d'accepter les offres qui lui étaient faites, de renoncer à sa conduite illégale, et à ses actes de violence, et de vivre à l'avenir en citoyen paisible, au moyen des richesses qu'il avait amassées. Ayant pris ce parti, il remit au comte d'Armagnac le château d'Aloys, situé dans le cœur même de l'Auvergne.

Mais après la reddition de cette forteresse, il commença à se repentir de l'avoir remise au comte, et d'avoir consenti à réformer sa conduite. Il aperçut une diminution dans le respect et la crainte que son nom seul inspirait autrefois quand il était prononeé. Ce brigand se plaignit de son changement de condition à ses anciens compagnons de rapine, et ses souvenirs, comme l'historien nous les donne, offrent un tableau piquant du succès de ses brigandages.

« Tout bien considéré, dit-il à ses anciens compagnons, en se repentant de ses bonnes résolutions, piller et voler était une bonne vie, messieurs. Il n'y a de plaisir et de gloire en ce monde pour nous autres

gens de guerre, qu'en vivant comme nous le faisions par le passé. Quelle joie c'était pour nous quand nous partions en quête d'aventures, et quand nous rencontrions, chemin faisant, un riche prieur ou un marchand, ou une troupe de mulets venant de Montpellier, de Narbonne, de Toulouse, de Carcassonne, chargés de drap de Bruxelles, de fourrures achetées dans les foires, et d'épiceries de Bruges, de Damas et d'Alexandrie! Tout ce que nous trouvions était à nous, ou nous en recevions telle rançon qu'il nous plaisait. Et quant à la vie, les paysans du Limousin apportaient tous les jours à notre château de la farine, du pain, du fourrage pour nos chevaux, de bon vin, des poulets, du gibier; et ils y amenaient des bœufs et des moutons gras. Nous étions servis comme des rois. Quand nous montions à cheval, tout le pays tremblait de peur. Comme nous avons pris Carlushe, et Jacques le bourg de Compeigne! Comme Perot de Bernoys et moi nous nous sommes emparés de Chalucet! Comme nous avons escaladé avec bien peu d'aide le château-fort de Marquel, et comme j'en ai reçu pour rançon cinq mille francs bien comptés sur une belle table, et comme

j'ai montré ma modération en faisant remise de mille autres francs par respect pour les enfans du dauphin ! Sur ma foi, c'était une belle et bonne vie, et je tiens que je me suis laissé tromper en rendant la forteresse d'Aloys, puisque, bien avitaillée comme elle l'était, je pouvais la défendre contre le monde entier. »

Les regrets exprimés par Marcel de ne plus mener cette vie licencieuse, le conduisirent naturellement à reprendre son ancienne profession. Il serait inutile de le suivre dans ses exploits ultérieurs, quoi qu'il s'en trouve d'assez singuliers. Son genre de vie fut rendu plus difficile par l'alliance intime des chevaliers français, qui, comme nous l'avons déjà dit, avait pour objets d'anéantir ces compagnies. D'une autre part, il ne reçut des Anglais aucun appui efficace, une trève existant alors entre les deux royaumes. Enfin il accorda sa confiance à un de ses parens, nommé Tournemine, qui le livra aux Français. Quand on l'eut conduit à Paris, Marcel offrit soixante mille francs pour sa rançon ; mais on lui répondit froidement que le roi était assez riche. Ce brigand fut traîné dans un tombereau

sur la place des Halles, mis d'abord au pilori, ensuite pendu, et son corps écartelé fut exposé aux portes de la ville. L'histoire de ces deux chefs de bandits, peut donner une idée de la vie de leurs semblables, et de la manière dont la France en fut délivrée.

Revenons à notre histoire. — Le duc de Lancastre, pendant ce temps, avait enfin, par sa grande influence, atteint le grand but de son ambition. Il s'était embarqué avec vingt mille hommes pour faire valoir ses prétentions à la couronne de Castille, qu'avait portée son beau-père, Pierre-le-Cruel. De toutes ses aventures en Espagne et en Portugal, nous pouvons nous borner à dire que ses troupes soutinrent la réputation de bravoure des Anglais, mais que leurs exploits brillans, suivant leur destin ordinaire, ne furent que de bien peu d'avantage pour leur pays, si même ils en produisirent aucun. L'insalubrité du climat, et l'usage immodéré des vins et des fruits du pays répandirent des maladies contagieuses parmi les soldats. Mais quand nous faisons attention que le vin de Porto est aujourd'hui la boisson des Anglais riches ou seulement

aisés, et qu'il est regardé comme salutaire, nous ne pouvons retenir un sourire en lisant dans Froissart que les vins chauds et capiteux d'Oporto furent funestes aux Anglais, qui étaient habitués à ne boire que les vins légers et généreux de Gascogne et l'ale de leur propre pays.

Il vint à l'idée du roi de France et de ses courtisans, que lorsque l'Angleterre semblait épuisée par suite des révoltes des paysans, et des deux expéditions de l'évêque de Norwich et de Jean de Gand, le moment propice était arrivé pour porter la guerre sur son territoire. En cette occasion, comme dans les précédentes, on fit des préparatifs d'invasion plus imposans qu'utiles, et l'on y mit une splendeur qui n'était nullement nécessaire. On prépara plus de sept cents navires pour transporter l'armée nombreuse destinée à cette entreprise. On y embarqua la carcasse d'une ville de bois, c'est-à-dire tous les bois nécessaires pour la construire et la démonter ensuite partout où le roi voudrait loger, s'il suivait l'armée. Les tempêtes furieuses de l'équinoxe de 1386, détruisirent cette flotte de bâtimens de transport dont le rendez-

vous était dans le port de Sluyse. Le roi donna une marque de sa bienveillance à son oncle le duc de Bourgogne, en lui faisant présent de ce port, et de tous les débris dont la tempête l'avait rempli, y compris les fragmens de la ville de bois dont nous avons parlé.

A cette époque les affaires de la Bretagne commencèrent de nouveau à offrir un intérêt particulier. Jean de Montfort, duc de cette province, que nous avons si souvent cité comme un homme plein de bravoure et de talens, eut un rôle difficile à jouer entre la France et l'Angleterre, et sa situation aurait pu lui donner une leçon de prudence. Cependant, en cette occasion, il se hasarda à suivre une conduite qui aurait causé sa perte, si les circonstances eussent permis au roi de France de pousser les choses à l'extrémité.

Vous ne pouvez avoir oublié les longues guerres qui avaient eu lieu entre Jean de Montfort et ses parens, d'une part, et Charles de Blois, de l'autre. Parmi les plus grands adversaires des prétentions de Montfort au duché de Bretagne, se trouvait Olivier de Clisson, seigneur breton, alors connétable

de France. Le zèle du connétable irritait d'autant plus le duc, que, dans l'origine de ces désordres, il avait été partisan de la maison de Montfort; mais il y avait déjà long-temps qu'il avait embrassé la cause de Charles de Blois, pour qui il avait combattu à la bataille d'Auray, dans laquelle Charles perdit la vie. Après cette affaire, Olivier avait payé à ses frais la rançon des deux fils de Charles de Blois, et l'aîné avait épousé la fille du connétable. Ce jeune seigneur, du consentement de son beau-père, comme on pouvait le supposer, continuait à déployer les armes de Bretagne sur sa bannière et sur son écu, et à faire valoir, du moins de cette manière, ses prétentions à ce duché, prétentions que son père avait soutenues sur le champ de bataille d'Auray, où il avait trouvé la mort. Jean de Montfort fut si courroucé de ce désaveu tacite de ses droits, qu'il résolut de se venger, n'importe comment, et même au prix de son honneur, pourvu qu'il pût se rendre maître de la personne du connétable. Dans ce dessein, il fit inviter tous les seigneurs et toute la noblesse de Bretagne et spécialement le connétable de France, Olivier de

Clisson, à un grand festin qu'il avait dessein de leur donner. Après les avoir bien festoyés quelque temps, le duc, comme pour avoir leur opinion sur cet édifice, les mena voir un château qu'il faisait construire sur les bords de la mer, et qu'il appelait le château d'Ermyne. Le connétable, à la requête du duc, entra dans la tour; mais à l'instant même, il fut arrêté, jeté dans un cachot, et chargé de fers. Son beau-frère, le seigneur de Laval, qui vit la porte de la tour se fermer tout à coup, et qui s'aperçut, au changement de physionomie du duc, que quelque chose de remarquable venait de se passer, se jeta aux genoux de ce prince, et implora sa merci pour le bon connétable. « Etes-vous disposé à partager son destin? » répondit le duc évidemment transporté d'une grande colère. « Je le suis, » répondit de Laval, qui avait plus d'inquiétude pour son ami que de crainte pour lui-même. « En ce cas, répondit le duc en tirant son poignard, il ne vous en coutera qu'un œil, car Clisson n'en a qu'un. » — On peut remarquer ici qu'il avait perdu l'autre à la bataille d'Auray. — Cependant, après un moment de réflexion, il s'abstint

de l'acte de violence dont il menaçait de Laval, mais il le fit arrêter, en lui disant qu'il ne serait ni mieux ni plus mal traité que son ami. On le conduisit donc en prison, et comme le connétable lui-même, on le chargea de triples fers. De Laval continua à intercéder pour de Clisson, et malgré les menaces réitérées du duc de faire mettre à mort les deux prisonniers, il eut le bonheur de le détourner de cette résolution. Enfin le duc accepta du connétable une rançon consistant en la somme considérable de cent mille francs, trois châteaux, et la ville de Guyon.

L'opinion générale des Bretons fut que le véritable but de Jean de Montfort, en se portant à cet acte de violence, était de se réconcilier avec le gouvernement anglais, qu'il avait mécontenté récemment en abandonnant le duc de Buckingham; car il devait sentir que, sans le secours de l'Angleterre il lui serait difficile de maintenir l'indépendance qu'il ambitionnait comme duc de Bretagne.

L'arrestation du connétable en Bretagne, privant le roi de France des services de ce grand officier sur la sagesse duquel il comp-

tait principalement pour assurer le succès de son expédition projetée en Angleterre; aurait nécessairement arrêté les progrès de l'invasion; mais comme nous l'avons déjà dit, la tempête fit avorter cette entreprise en détruisant les bâtimens de transport. Cependant le duc de Bretagne réussit à se réconcilier avec le roi de France, en restituant la somme qu'il avait extorquée pour la rançon du connétable, et en lui rendant les châteaux qu'il en avait exigés.

CHAPITRE XI.

CHARLES VI PREND EN MAINS LES RÊNES DU GOUVERNEMENT. — CONSEILLERS QU'IL CHOISIT. — TENTATIVE DE PIERRE DE CRAON POUR ASSASSINER OLIVIER DE CLISSON, CONNÉTABLE DE FRANCE. L'ASSASSIN, DONT JEAN DE MONTFORT CONNAISSAIT [illegible], SE RÉFUGIE EN BRETAGNE. — LE ROI CHARLES, EN MARCHANT VERS LA BRETAGNE POUR PUNIR LE MEURTRIER, EST FRAPPÉ DE DÉMENCE, ET [illegible]. — ACCIDENT DANS UN BAL MASQUÉ OÙ LE ROI, PENDANT UN DE SES INTERVALLES LUCIDES, JOUAIT UN RÔLE. — LE DUC DE BOURGOGNE NOMMÉ RÉGENT, MALGRÉ LES PRÉTENTIONS DU DUC D'ORLÉANS. — LE DUC DE BOURGOGNE CONGÉDIE DE LA COUR OLIVIER DE CLISSON, QUI SE RETIRE EN BRETAGNE. — IL Y FAIT LA GUERRE AU DUC. — PAIX CONCLUE ENTRE EUX. — MORT DE JEAN DE MONTFORT. IL LAISSE CLISSON TUTEUR DE SES ENFANS. — CONDUITE HONORABLE DE CLISSON EN CETTE QUALITÉ. — SA MORT. — ADMINISTRATION DU DUC DE BOURGOGNE. — SECOURS PROMIS PAR LA FRANCE AUX ÉCOSSAIS. — EXPÉDITION POUR PROTÉGER LA HONGRIE CONTRE LES TURCS. — LES FRANÇAIS ET LES HONGROIS DÉFAITS PAR LE SULTAN BAJAZET PRÈS DE NICOPOLIS. — MASSACRE DES PRISONNIERS. — ÉTAT DE LA FRANCE A LA FIN DU QUATORZIÈME SIÈCLE.

1387. L'année suivante était bien avancée, quand le roi de France, Charles VI, prit entre ses mains les rênes du gouvernement de son royaume. Il assembla à cet effet à Reims un conseil, où il appela ses oncles, les ducs de Berri, de Bourgogne, et de Bourbon, et après leur avoir expri-

mêmes remercîmens des services qu'ils lui avaient rendus, il déclara qu'il était déterminé à gouverner son royaume lui-même à l'avenir, avec l'aide d'un conseil d'état, dont il nommerait les membres.

La nation ne fut pas fâchée de ne voir parmi les conseillers privés aucuns des oncles du roi, à l'exception du duc de Bourbon. Les ducs de Berri et de Bourgogne, tous deux ambitieux, quoique le dernier seul eût des talens, furent souverainement offensés de se trouver ainsi privés de tout pouvoir. Le roi, autant qu'on pouvait juger du caractère d'un prince si jeune, donnait les plus belles espérances. Cependant son éducation avait été négligée; et c'était probablement par suite de la politique de son oncle, qui désirait lui inspirer de l'éloignement pour les affaires, qu'il avait contracté un goût immodéré pour la chasse et pour d'autres amusemens propres à la jeunesse, et une passion pour le faste et les fêtes qui ne s'accordait pas avec l'économie que la situation du royaume exigeait impérieusement. Ces défauts, joints à de malheureuses circonstances, et à un fâcheux changement qui survint à l'état de sa san-

té, firent de Charles VI un des monarques les plus infortunés qui aient jamais porté la couronne de France, quoiqu'il eût eu pour prédécesseurs Philippe vaincu à Créci, et Jean fait prisonnier à Poitiers. Ces défauts furent pourtant loin de se manifester au commencement de son règne. Il donnait de l'attention aux affaires; il rendait la justice avec soin à ceux qui la réclamaient de lui; il montra de la libéralité en réduisant les taxes; il était actif dans son administration, et si aimable dans toute sa conduite qu'on lui donna le surnom de Bien-aimé.

Pendant cette partie de son règne, qui en fut le temps le plus heureux, la mort de la duchesse d'Orléans lui permit de donner le titre de ce duché, et la province même, à son frère unique, qu'il avait résolu d'élever à un rang proportionné à l'affection qu'il avait pour lui.

Le principal officier que Charles VI employa, et qu'il estimait tant pour ses vertus civiles que pour ses talens militaires, fut le seigneur breton, Olivier de Clisson, connétable de France, dont nous avons souvent parlé. Peut-être même le roi l'estimait-

il d'autant plus qu'il savait que ce guerrier devait son élévation et sa fortune à son mérite distingué, sans que ce fût le résultat d'une haute naissance. Par la même raison, les oncles du roi, voyant un homme qu'ils regardaient comme un parvenu, obtenir de leur neveu une confiance dont ils étaient exclus, conçurent contre Clisson une haine profonde, qui se manifesta en diverses occasions. On suppose donc que ces princes aidèrent le duc de Bretagne à échapper aussi aisément qu'il le fit, aux suites que pouvait avoir la perfidie dont il s'était rendu coupable en faisant emprisonner le connétable dans son château d'Ermyne; et on les soupçonne de n'avoir pas été étrangers à une infâme tentative pour l'assassiner, qui eut lieu peu de temps après.

L'agent de ce vil attentat, crime qui n'était que trop fréquent dans ce siècle barbare, fut ce même Pierre de Craon, dont nous avons déjà parlé comme ayant eu la confiance de Louis d'Anjou, à qui il avait manqué de foi; qui avait encouru par ce méfait des reproches et une amende, et qui cependant avait réussi à se remettre en quelque crédit à la cour de France. Craon,

homme audacieux, et intrigant, avait contracté une telle amitié avec le duc de Touraine, ensuite duc d'Orléans, frère du roi, qu'il eut une occasion d'en abuser, et il n'était pas dans son caractère de la laisser échapper. Le roi ayant appris que Craon troublait la paix de la cour, en colportant des anecdotes scandaleuses contre le duc et la duchesse d'Orléans, lui manifesta son déplaisir en le bannissant de la cour. Craon étant né en Bretagne, où il avait des propriétés, se refugia dans ce duché, plein d'indignation contre le connétable, et ne doutant nullement qu'il n'obtînt l'appui du Duc dans toutes les entreprises qu'il pourrait former contre cet officier. Ce ne fut pas sans l'assentiment de ce prince que Pierre de Craon fit une tentative désespérée pour assassiner le connétable; et l'on doit déplorer la versatilité de l'esprit humain, quand on voit ce même Jean de Montfort, qui avait obtenu le surnom de vaillant, et qui, sur le champ de bataille d'Auray, au moment de sa victoire, avait donné des larmes au sort de l'ennemi héréditaire dont la mort le faisait duc de Bretagne, devenir complice d'un vil et lâche complot.

Quoique banni de Paris, Pierre de Craon, comme beaucoup d'autres personnes de la cour, y avait encore une maison. Il y fit porter secrètement de quoi armer complétement quarante hommes, et il fit entrer en même temps, à différentes fois, pareil nombre d'individus, les scélérats les plus déterminés qu'il eût pu trouver dans un pays où de longues guerres n'avaient rendu que trop nombreux de pareils misérables. Enfin il alla tout-à-coup les y joindre lui-même, et il ordonna au portier de ne laisser entrer ni sortir personne jusqu'à nouvel ordre. Le même soir, il y avait une grande fête à la cour, et Craon eut soin de surveiller tout ce qui s'y passait, afin d'être instruit des mouvemens du connétable. Les chevaliers joutèrent en présence du roi et de la reine; le souper fut servi; la danse y succéda; enfin chacun partit pour se retirer chez soi. Comme connétable de France, Clisson partit le dernier. Il demanda au duc d'Orléans s'il l'attendrait, et ce prince le congédia, en lui disant qu'il n'avait plus besoin de ses services. Clisson monta à cheval avec sa suite, consistant en huit hommes et deux porteurs de torches, et passa par la rue

Culture Sainte-Catherine. Craon l'attendait là avec sa bande d'assassins, pour exécuter son projet. Ils attaquèrent le connétable, qui ne soupçonnait aucune trahison, et éteignirent ses torches. Le connétable crut assez naturellement que cette attaque soudaine était un tour de jeunesse que voulait lui jouer le duc d'Orléans, qu'il venait de quitter, et s'écria : « Ah, monseigneur ! c'est une mauvaise plaisanterie; mais je vous la pardonne à cause de votre âge, et de votre amour pour gausser. » Sur quoi, Pierre de Craon tira son sabre, et s'écria : « Mort au connétable ! je suis Pierre de Craon, à qui tu as fait mainte injure, et je vais en être vengé. » excités par les cris de leur chef, les spadassins de Craon attaquèrent Clisson et sa suite; mais ce ne fut que faiblement, car, dit le chroniqueur, ce qu'on fait en trahison, se fait rarement avec hardiesse. » Le brave chevalier, à la vie duquel on en voulait évidemment, se défendit courageusement à l'aide d'un sabre qui avait à peine deux pieds de longueur, seule arme qu'il portât, et réussit à parer bien des coups. Mais enfin il en reçut un sur la tête, qui le renversa. Il tomba contre

la porte d'un boulanger, que le poids de son corps enfonça. Le boulanger, qui veillait pour cuire son pain, l'emporta dans sa maison, de sorte que les scélérats n'auraient pu finir leur besogne sans mettre pied à terre, ce qu'ils n'eurent pas le temps de faire. D'ailleurs ils étaient d'autant plus empressés de s'échapper, qu'ayant vu le connétable tomber, ils s'imaginaient qu'ils avaient pleinement exécuté leur entreprise. Toute la ville fut bientôt en rumeur; le roi lui-même se rendit sur le lieu de la scène, enveloppé d'un manteau, et en pantoufles. Il ordonna qu'on poursuivît à l'instant les assassins, ce dont le prévôt de Paris se chargea. Cependant Pierre de Craon s'échappa de Paris par la porte qu'Olivier Clisson lui-même avait fait démanteler, quand le roi, à son retour de la bataille de Rosebeck, avait voulu punir la capitale. Le meurtrier se réfugia ensuite en Bretagne, et le roi se prépara à marcher vers ce pays, tant pour se venger de Craon qui s'était rendu coupable d'un tel attentat, que pour châtier son protecteur le duc de Bretagne.

Quoique graves, les blessures de Clisson n'étaient pas mortelles. Cependant il crut

sa mort assez prochaine pour faire son testament. On regarda cette mesure comme extrêmement impolitique, parce qu'il confirmait par là les bruits qui couraient qu'il avait amassé une fortune immense, ce qui augmenta considérablement l'envie qu'on lui portait à cet égard. On disait que sa fortune mobilière montait à dix-sept millions de francs, sans y comprendre ses terres et seigneuries, ce qui formait un contraste frappant avec la pauvreté honorable de Bertrand du Guesclin, son prédécesseur dans cette place importante.

Cependant celui qui avait voulu commettre ce meurtre fut accueilli assez froidement par Jean de Monfort, non parce qu'il avait tenté de commettre ce crime, mais parce qu'il ne l'avait pas pleinement exécuté. « Ah, sire de Craon! dit le Duc; vous êtes malheureux de n'avoir pu tuer votre ennemi, quand vous l'aviez sous la main! — Monseigneur, répliqua Craon, je crois que tous les diables étaient conjurés pour m'arracher ma proie. Je suis sûr qu'il a reçu plus de soixante coups de sabre et de javeline; il a été renversé de cheval, et s'il n'était tombé sur une porte entrouverte,

c'était un homme mort. » Le duc de Bretagne dit que puisqu'il en était ainsi, il cacherait le sire de Craon, attendu qu'il lui avait promis de l'aider à cet égard.

Il était tout naturel que le roi de France voulût tirer vengeance d'un outrage si cruel et si insultant; mais les coupables avaient des amis près de la famille et de la personne du roi. En effet, quoique le roi fit valoir que le duc de Bretagne avait commis un acte de haute trahison en accordant un abri à un assassin tel que Pierre de Craon, et persistât dans l'intention de punir le meurtrier et ses complices comme ils le méritaient, les ducs de Berri et de Bourgogne auraient voulu faire envisager cette affaire comme une simple querelle entre deux seigneurs bretons, querelle dans laquelle le roi de France pouvait se dispenser d'intervenir. Malgré cette opposition, le roi jura qu'il se vengerait de l'insulte infâme qui lui avait été faite en la personne de son connétable.

Charles VI avança donc jusqu'à la ville du Mans dans l'intention d'entrer en Bretagne, ayant avec lui ses oncles les ducs de Berri et de Bourgogne, et son frère, le duc

d'Orléans. Il était à la tête d'une forte armée, et avait intention de pénétrer en Bretagne, pour obtenir pleine réparation du crime médité et commis autant qu'il dépendait de lui, par Pierre de Craon.

La marche du roi fut interrompue par une circonstance très-singulière, qui échappe à toutes les conjectures lorsqu'on cherche à l'expliquer. Quelques jours avant de partir du Mans pour cette expédition, Charles avait laissé apercevoir quelques symptômes évidens de dérangement d'esprit, ce qui paraissait la suite d'une fièvre lente causée par la colère dont le transportait l'attentat commis contre Clisson, et par l'extrême chaleur de la saison. Rien ne put pourtant le déterminer à renoncer à son expédition contre la Bretagne, et il partit à la tête de son armée, comme nous l'avons déjà dit. Il était à cheval, armé de pied en cap, comme un homme d'armes de ce temps, mais la tête nue. Deux pages portaient devant lui son casque et sa lance. Son armure étant couverte de velours noir, le fatiguait et l'échauffait excessivement. Son frère, ses deux oncles, et une couple des principaux seigneurs de son armée le suivaient

immédiatement. Tandis qu'il marchait ainsi sous un soleil brûlant, et étant lui-même dans un accès d'humeur sombre, un grand homme, couvert de haillons, et d'une figure hideuse, sortit tout à coup d'un buisson, saisit la bride du cheval du roi, et s'écria d'un ton de voix singulier : « Roi ! où vas-tu ? tu es trahi ! » Quel était cet homme, et dans quel dessein donnait-il cet avis étrange, c'est ce qu'il est difficile de conjecturer. Les serviteurs du roi qui n'avaient pas fait attention à ses paroles, le laissèrent rentrer dans le bois, après lui avoir donné quelques coups. On ne le revit jamais par la suite, ce qui porta les gens superstitieux à croire que c'était une apparition surnaturelle. Cependant l'armée sortit de la forêt, et entra dans une grande plaine, où le soleil à l'heure de midi était encore plus brûlant qu'auparavant. Les pages portant le casque et la lance du roi, marchaient immédiatement derrière lui ; ses oncles, les ducs de Berri et de Bourgogne, ainsi que d'autres seigneurs, se tenaient à quelque distance pour être à l'abri des colonnes de poussière que faisait lever la marche d'une cavalerie si nombreuse.

Dans ces circonstances, le page qui portait la lance du roi, soit qu'il s'endormit, soit par négligence, la laissa tomber sur le heaume de son compagnon qui portait le casque de Charles. Ce léger accident suffit pour causer une grande catastrophe. Le roi, dont l'esprit était affaibli par la fièvre, avait le corps épuisé en même temps par l'excès de la chaleur, et par le poids de son armure, costume qui ne convenait guères à la saison. Par-dessus tout, l'apparition de ce qui semblait être un fantôme, et les paroles qui lui avaient été adressées, avaient fait sur son imagination une impression plus profonde que ne le supposaient ceux qui l'entouraient. Ce n'était que bien peu de temps auparavant, qu'il s'était levé à la hâte, alarmé par le bruit d'un combat qui avait eu lieu presque à la porte de son palais, et qui avait pensé coûter la vie au plus élevé en grade de ses officiers militaires. Dans un temps où de pareils crimes se commettaient journellement des avis plus légers que celui que lui avait donné l'inconnu auraient pu ébranler une constitution moins délicate que celle de Charles VI.

Dans cette situation, le bruit que fit la

lance en tombant sur le casque, et l'éclat que jetaient les armures dont il était entouré, suffirent pour le tirer de sa sombre rêverie, et pour y faire succéder un accès de folie furieuse. Il tira son sabre, et se jetant avec fureur sur le page qui avait causé le bruit, il lui porta un coup mortel, et continua à attaquer tout ce qui était autour de lui, avec si peu de distinction, qu'il devint évident qu'il avait tout-à-fait perdu la raison. On ne trouva d'autre remède que de le saisir de force, de le désarmer, de le garrotter, et de le reconduire au Mans dans cette malheureuse situation. Il y fut transporté sur un chariot, lié avec des cordes, épuisé par ses efforts frénétiques, privé de parole et de mouvement, et presque sans vie.

C'était une malheureuse fin de l'expédition en Bretagne, dont il ne fut plus question. La fureur du roi, comme nous l'avons déjà dit, fit place à un accès de profond accablement. Il ne faisait aucun mouvement, ne regardait personne, ne parlait pas ; un pouls lent et un faible reste de chaleur indiquaient seuls que sa vie n'était pas éteinte. Il se rétablit pourtant, après

une maladie de quelques semaines, mais son esprit et son corps avaient reçu un choc dont il ne cessa jamais de ressentir les effets.

On ne sait trop ce qu'on doit penser de l'histoire de la forêt du Mans. La scène de l'apparition se passa près d'un lazaret destiné aux lépreux; et il est possible que le fantôme fût un insensé échappé de cet hospice. Cependant on a supposé que cette scène avait été montée par le duc de Bourgogne qui, si le roi devenait incapable de gouverner son royaume, paraissait devoir en prendre l'administration, comme l'ayant déjà exercée. Il est du moins certain que le duc de Bourgogne était très-mécontent du projet d'expédition en Bretagne; car il haïssait Clisson, et croyait que c'était d'après l'avis du connétable que son frère, le duc de Berri, et lui avaient perdu leur influence depuis que le roi avait pris entre ses mains l'administration des affaires publiques. Le même duc de Bourgogne, un peu plus tard, accusa la duchesse d'Orléans, belle-sœur du roi, d'avoir causé, par des enchantemens, la maladie de Charles VI. Elle était Italienne, fille de Galéas,

duc de Milan, belle, accomplie, pleine de talens, et c'eût été le comble de l'ingratitude de sa part que de vouloir causer le moindre mal au roi, qui, dans ses plus forts accès de démence, lui témoignait une affection particulière, qui lui parlait toujours avec amitié, en l'appelant « Belle-sœur », et qui la reconnaissait toujours, même quand il ne pouvait reconnaître aucune autre personne. Mais comme la maladie du roi n'éleva la maison d'Orléans à aucun degré de pouvoir, du moins dans les premiers temps, il est difficile de la supposer coupable de pratiques criminelles contre la santé de ce prince.

On commençait à espérer que la guérison du roi serait durable, quand il retomba dans de nouveaux accès de démence, après une convalescence temporaire, par suite d'un accident aussi extraordinaire que celui qui avait commencé à manifester sa maladie.

1392. Charles avait recouvré la santé au point de prendre part aux fêtes de sa cour, quoique sans s'occuper des affaires d'état. Un soir, on donnait à la cour un grand bal masqué, dans lequel Charles lui-même

jouait un rôle. Six personnages du plus haut rang, et dont le roi était un, parurent, pour contribuer au divertissement de la société, sous le déguisement de sylvains, ou satyres. Leur costume était un surtout de toile, qu'on avait enduit de poix, afin de pouvoir y attacher des flocons de laine et d'étoupes, pour qu'ils ressemblassent aux êtres qu'ils représentaient. Ils étaient attachés ensemble par des chaînes, et ils offraient un spectacle qui excita la curiosité générale. Le duc d'Orléans usa du privilége de son rang pour s'approcher des satyres avec une torche allumée, afin de découvrir quels étaient ces masques. Malheureusement leurs vêtemens étant très-combustibles, le feu se communiqua à tout le groupe en un instant. Enchaînés ensemble de la manière que nous venons de décrire, ils avaient peu de chance d'échapper à la mort. Cependant le cri général des victimes du feu, même dans l'agonie d'une mort si cruelle, fut : « sauvez le roi ! » La duchesse de Berri, qui s'entretenait avec lui au moment de l'accident, eut la présence d'esprit et le courage d'envelopper de son manteau le malheureux

monarque, et le sauva ainsi d'une mort qui, quoique cruelle et horrible, aurait été pour lui, dans la situation où il se trouvait, un bienfait du ciel. Un autre des malheureux masques se jeta dans une citerne pleine d'eau, qui se trouvait tout près. Les quatre autres furent tellement brûlés, qu'ils moururent tous dans les plus grandes souffrances.

La suite naturelle d'un accident si horrible, fut le retour de la maladie du roi dans sa plus grande force; et comme il ne recouvra jamais par la suite l'usage complet de sa raison, on doit le regarder comme un homme en état de démence pendant tout le reste de sa vie, sauf quelques intervalles lucides. Le résultat de la situation lamentable du monarque fut que le roi et le royaume furent également accablés d'un déluge de calamités.

Il devint absolument nécessaire de nommer un régent pour administrer les affaires de l'état, et il s'éleva une querelle dans la famille royale sur la question de savoir qui occuperait ce poste éminent. Le duc d'Orléans et le duc de Bourgogne y prétendirent tous deux. Le duc d'Orléans, frère du roi,

et alors son héritier présomptif, avait un titre légal à remplir cette place. Le roi, pendant quelques intervalles de raison, avait donné son opinion en sa faveur; et les qualités personnelles de ce prince ne le rendaient pas indigne de ce haut rang. Il était bien fait, et possédait tous les dehors qui gagnent l'admiration des classes inférieures. Mais le duc d'Orléans était un prince voluptueux, qui préférait le plaisir aux principes, et n'était pas très-délicat sur le choix de la route qui le conduisait à l'accomplissement de ses desirs. De plus, il n'avait que vingt ans quand le roi fut pour la première fois reconnu inhabile aux affaires, et par conséquent il n'était pas regardé comme assez mûri par l'âge pour être chargé du pesant fardeau de la responsabilité d'une régence.

Après lui, les ducs de Berri et de Bourgogne avaient le plus de droit à cette place importante. Le duc de Berri était l'aîné, et en cette qualité il pouvait réclamer la préférence; mais c'était un homme faible, et disposé par habitude à céder aux talens de son frère, le duc de Bourgogne, dont il n'était point jaloux. D'ailleurs il n'était

nullement populaire, car sa mauvaise administration, comme gouverneur du Languedoc, avait fait autrefois pousser les hauts cris contre lui. Ce prince sans ambition se contenta donc d'aspirer au pouvoir secondaire qu'il pourrait obtenir par suite de l'élévation de son frère cadet, et il unit son crédit à celui du duc de Bourgogne pour faire nommer celui-ci à la régence, dont il avait quelque temps exercé les fonctions pendant la minorité du roi, quoique sans donner beaucoup de satisfaction au peuple.

Le duc de Bourgogne fut donc nommé régent; mais ce ne fut pas sans avoir eu fortement à lutter contre son neveu, le duc d'Orléans. Ce fut l'origine de cette fatale querelle entre les maisons rivales de Bourgogne et d'Orléans, qui déchira si long-temps la France par des divisions intestines, et qui fit commettre tant de crimes, et répandre tant de sang.

La première mesure du régent, quand il eut en main le gouvernement de la France, fut de faire peser sur le connétable, Olivier de Clisson, le ressentiment qu'il avait long-temps nourri contre lui.

Lorsque le connétable se présenta devant lui pour lui rendre compte de ses fonctions, le régent saisit cette occasion pour l'insulter, lui reprochant de s'être mêlé trop long-temps, et en vrai brouillon, des affaires de la France, et d'avoir amassé une fortune immense; et il finit par lui ordonner de se retirer, s'il faisait quelque cas de l'œil qui lui restait. Un accueil si brutal faisant craindre à Clisson des traitemens encore plus rigoureux, il quitta Paris, et se réfugia dans ses domaines en Bretagne.

Tandis que le duc de Bourgogne était déterminé à chasser de la France le connétable, l'ancien ennemi d'Olivier Clisson, le duc de Bretagne, n'était pas disposé à lui laisser un abri tranquille dans ses domaines. Le régent, pour arriver à son but, fit sommer Clisson de comparaître devant le parlement de Paris; et la principale accusation portée contre lui fut qu'il possédait une trop grande fortune pour l'avoir acquise honorablement. Le connétable n'ayant pas comparu devant une assemblée dans laquelle ses ennemis avaient l'ascendant, il fut banni de France dans toutes les for-

mes, et condamné à payer une amende de cent mille marcs d'argent, il fut en même temps déclaré déchu de la place de connétable, quoiqu'il en gardât encore le bâton, symbole officiel de son autorité. Elle fut donnée à Philippe d'Artois, comte d'Eu, le duc de Bourgogne pouvant à peine trouver quelqu'un qui voulût se hasarder à remplacer Clisson, qui, après la mort de Bertrand Du Guesclin, avait été généralement regardé comme le seul homme en France qui fût en état d'exercer ces hautes fonctions.

Cependant Clisson se fit un parti nombreux en Bretagne, son pays natal, où il avait un grand crédit parmi les partisans de Charles de Blois, d'autant plus qu'il avait marié une de ses filles au fils aîné de Charles, le comte de Penthièvre, héritier des prétentions de son père au duché de Bretagne. Clisson était donc l'objet de la haine du duc régnant, non-seulement comme ennemi personnel, mais comme pouvant faire revivre en faveur de son gendre, les prétentions rivales de la maison de Blois.

Une guerre cruelle commença entre

Clisson et le duc, et, suivant l'usage, on s'y distingua de part et d'autre, par des escarmouches, en prenant des châteaux, et en faisant des prisonniers. Le duc de Bretagne, quoique souverain du pays, trouva peu de seigneurs disposés à prendre parti pour lui dans cette affaire, et Clisson s'empara deux fois de toute sa vaisselle d'argent. Enfin, malgré son inimitié, le duc fut obligé de faire la paix avec Clisson sur le pied de l'égalité, et à des conditions que celui-ci regarda comme avantageuses. Un acte de confiance généreuse de la part de Clisson termina la querelle, et sert à prouver que si la bonne foi et l'équité n'exerçaient pas encore une influence régulière dans ce siècle de barbarie, cependant on n'en sentait pas moins *les obligations qu'imposent la grandeur d'ame, la franchise et la confiance*. Le duc de Bretagne désirant avoir une entrevue avec Clisson, mais sentant fort bien qu'après la trahison dont il s'était rendu coupable envers lui, en le faisant emprisonner au château d'Ermyne, il ne se rendrait probablement pas à son invitation sans avoir quelques sûretés, lui envoya un de ses fils pour

qu'il le gardât en otage. Cependant, Clisson, qui paraît avoir su que le duc, quoique emporté par des passions violentes et déréglées, y joignait aussi des sentimens généreux, lui renvoya l'otage le soir même, et se fiant à l'honneur du duc, il se trouva au rendez-vous sans aucune précaution pour sa sûreté. Jean de Montfort, quoique capable de se laisser tenter de commettre une injustice, fut vivement sensible à cette confiance, et d'autant plus que sa conscience pouvait lui dire qu'il ne la méritait pas. Il conclut avec Clisson, non une froide trève, mais un traité d'amitié sincère, qui fut fidèlement observé de part et d'autre.

La mort du duc de Bretagne, qui arriva peu d'années après, lui donna occasion de montrer à son tour sa confiance en Clisson. Il le nomma tuteur de ses enfans orphelins, quoique les devoirs que cette qualité imposait au connétable fussent incompatibles avec les intérêts de ses petits-enfans de la maison de Penthièvre.

Malgré les intérêts contraires de la famille du feu duc et de sa propre fille, Clisson apporta dans l'exercice de ses fonc-

tions tout le zèle sur lequel Jean de Montfort avait compté. Et il ne laissa pas que d'être exposé à des tentations de trahir ses devoirs. Un jour qu'il se reposait, étendu sur son lit, sa fille, la comtesse de Penthièvre entra dans sa chambre, et proposa à son père, sans beaucoup de circonlocutions, de mettre à mort les jeunes de Montfort, confiés à ses soins, et d'assurer ainsi à ses petits-enfans la possession du duché. Pour toute réponse à cette proposition, le vieux chevalier se souleva sur son lit, et lui lança à la tête son bâton de connétable, qu'il tenait à la main. Craignant que le courroux de son père ne le portât à d'autres excès, la comtesse s'enfuit avec tant de précipitation qu'elle tomba sur l'escalier, et se démit une jambe. Elle resta boiteuse toute sa vie, par suite de cet accident, et ce fut la récompense de la proposition odieuse qu'elle avait faite si mal à propos à son père.

Nous pouvons encore raconter ici le sort de Pierre de Craon qui avait projeté et commis tant de crimes. Il était exilé en vertu de la sentence rendue contre lui par défaut, après sa tentative pour assassiner Olivier

de Clisson. 1396. Pendant la négociation du traité de mariage entre la France et l'Angleterre, Richard II sollicita le pardon de cet homme, et il fut accordé. Craon montra, du moins en apparence, un regret convenable des fautes d'une jeunesse licencieuse, et des cruautés sanguinaires de son âge mûr, et il mourut, dit-on, se repentant de ses crimes.

Clisson mourut en paix bientôt après, généralement respecté, chéri et regretté, après avoir été exposé à tant de dangers, tant pour le service public, que par suite de l'envie et de la haine privée. Il était rare de voir une haine mortelle comme celle qui existait entre le duc de Bretagne, Olivier de Clisson, et Pierre de Craon, se terminer définitivement par la paix et une réconciliation.

Sous un certain rapport, l'administration du duc de Bourgogne fut sage, car elle fut économe. On amusait le roi, dans ses intervalles lucides par des parties de chasse et d'autres divertissemens, ce qui était peut-être un moyen employé pour détourner son esprit de l'administration de son royaume. On avait soin de ne le laisser manquer

d'aucun des jeux et des amusemens dont il pouvait jouir, et l'on dit que ce fut pour lui que les cartes à jouer furent inventées. Mais dans ces accès de démence, les dépenses du malheureux monarque étaient réduites souvent même au-dessous du strict nécessaire.

Ce trait d'économie, et d'autres d'un genre sans doute plus louable, mirent le duc de Bourgogne en état d'appaiser les plaintes du peuple, en diminuant les taxes; et en même temps il ne négligeait pas tout-à-fait les affaires du royaume. Il se conduisait régulièrement d'après l'avis du parlement; qu'il convoquait tous les ans; et consultait aussi le duc de Berri, son frère, comme une sorte de collègue, et les lois qu'ils publiaient du consentement de ce corps, était si prudentes et si salutaires, qu'elles furent observées pendant plusieurs siècles.

On doit ajouter que, pendant l'administration du duc de Bourgogne, malgré tout le mal qu'on peut en dire, la tranquillité publique ne fut pas troublée par cette guerre meurtrière avec l'Angleterre, qui avait si long-temps dévasté la France. A la

vérité, on en fut redevable à la faiblesse de l'Angleterre, plutôt qu'à la prudence du régent de France. Le règne de Richard II avait été marqué par la discorde intérieure, par des tumultes populaires, et par presque tous les événemens qui peuvent mettre une nation hors d'état de porter la guerre chez l'étranger. Pendant cet état de confusion générale, la querelle avec la France, si elle n'était pas terminée, était du moins assoupie par des trèves qui se renouvelèrent de temps en temps jusqu'en 1395. A cette époque, Richard, alors veuf, envoya une ambassade en France pour demander en mariage la princesse Isabelle, fille aînée du monarque régnant, mais qui n'avait alors que six à sept ans. Le gouvernement français consentit à cette alliance, et la princesse fut envoyée à la cour d'Angleterre, mais le mariage fut rompu par le détrônement et la mort de Richard; les résultats les plus importans de ce traité de mariage furent l'arrangement de toutes les querelles entre la France et l'Angleterre, et la restitution de Brest au duché de Bretagne. Les affaires intérieures de la France pendant ce règne, époque de divisions, ne furent que

des commotions occasionnées par la licence des soldats, et des querelles qui renais-saient de temps en temps entre les vassaux français et anglais. Mais la France eut aussi des relations avec des puissances étrangères, dont il est nécessaire de dire quelque chose.

Nous avons déjà parlé du malheureux destin de l'expédition du duc d'Anjou contre Naples et la Sicile. Mais les relations des Français avec la nation écossaise méritent quelque attention. Nous avons déjà remarqué que la haine contre les Anglais, l'affection pour les Français, et la distribution de sommes d'argent considérables avaient déterminé une nation généralement reconnue comme pauvre et belliqueuse, à envahir l'Angleterre, pour faire une diversion en faveur de Calais qu'Édouard III assiégeait alors. Dans cette entreprise, l'Écosse eut le malheur de perdre une belle armée, et de laisser son roi, David II, prisonnier en Angleterre. Dans la bataille de Poitiers, un corps de nobles écossais, la fleur de leur pays, commandé par le célèbre comte de Douglas, partagea les désastres de cette journée sanglante. Les Français

avaient déclaré qu'ils n'oublieraient jamais le secours que les Écossais avaient voulu leur prêter, qu'ils regrettaient les pertes que leurs alliés avaient éprouvées, et qu'ils étaient disposés à leur rendre le même service si les circonstances leur en donnaient le pouvoir.

Il arriva un moment en 1385, où l'occasion d'aider l'Écosse, et de porter la guerre sur les frontières septentrionales d'Angleterre, parut favorable. Les piquiers d'Écosse formaient un corps d'infanterie dont la phalange impénétrable défiait même le choc des hommes d'armes. La cavalerie légère de ce pays était renommée pour la vitesse avec laquelle elle pouvait répandre au loin la dévastation. Mais les archers, que l'Écosse tirait de ses montagnes, étaient fort inférieurs à ceux des Anglais; et la pauvreté générale du pays faisait que sa cavalerie régulière était en général peu nombreuse et mal équipée.

Le gouvernement français espéra qu'en fournissant aux Écossais des forces de cette dernière espèce, il pouvait mettre ses alliés sur le pied de l'égalité avec l'Angleterre. Il envoya donc en Écosse mille hommes d'armes, sous le commandement de Jean

de Vienne, amiral de France, vétéran qui avait fait preuve de talens. Il était aussi muni d'une somme d'argent considérable, pour la distribuer aux amis de la France en Écosse. D'abord des alliés qui arrivaient si bien pourvus, furent accueillis avec les transports d'une joie universelle. Mais ces étrangers reconnurent bientôt qu'ils étaient venus dans un pays incivilisé et sauvage, qui ne connaissait pas les arts utiles, et qui était forcé de tirer de la Flandre même les fers de leurs chevaux et leurs harnois les plus ordinaires. D'une autre part, les Écossais se dégoutèrent et devinrent mécontens de ces militaires étrangers, qui, avec leur étourderie naturelle, introduisaient dans leurs familles cette galanterie que les Français regardaient comme une preuve de savoir vivre, et un privilége de leur rang. Les Français furent encore plus désappointés en voyant la prudence avec laquelle les Écossais avaient dessein de conduire la guerre, système admirablement calculé pour nuire aux Anglais, mais qui promettait peu de gloire et de profit à des aventuriers. Au lieu de courir avec une précipitation téméraire à une action générale, comme

les Français le désiraient, les guerriers écossais, instruits par l'expérience, laissèrent l'armée anglaise entrer sur leurs frontières orientales, et y faire tout le dégât qu'elle pouvait, ce qui se bornait à peu de chose, puisqu'on avait préalablement éloigné ou détruit les troupeaux, les bestiaux, le fourrage, et tout ce qui pourrait être utile à une armée. Et tandis que les Anglais étaient ainsi occupés à traverser ce qu'on pouvait appeler un désert aride, les Écossais, qui surpassaient même leurs voisins dans l'art de la dévastation, dirigèrent une armée mal en ordre, mais nombreuse, sur la frontière occidentale d'Angleterre, y ravagèrent tout, et y firent plus de mal que n'en auraient pu souffrir leurs provinces orientales, si elles eussent été pillées d'une mer à l'autre.

Les hommes d'armes français ne pouvaient acquérir ni renommée ni profit dans un tel genre de guerre. Ils perdirent leurs chevaux, leurs armures, et finirent par perdre patience, maudissant cette Écosse pauvre, grossière, misérable, pour laquelle ils avaient souffert tant de tribulations. Pour comble de maux, ils eurent grand

peine à obtenir la permission de retourner en France. Ils avaient peu de vin, ne trouvaient que du pain d'orge ou d'avoine, leurs chevaux étaient morts ou fourbus faute de bons fourrages, et lorsqu'ils voulaient les vendre, afin d'obtenir de l'argent pour leur pressans besoins, ils ne trouvaient en Écosse personne qui fût disposé à les acheter. Les Écossais insistaient aussi sur le paiement d'une forte somme qu'ils prétendaient leur être due pour avoir fourni aux besoins de leurs alliés, et pour réparation des dommages qu'ils avaient causés de différentes manières en Écosse. De Vienne lui-même fut obligé de rester en ôtage à Edimbourg, jusqu'à ce que cette somme eût été payée par le gouvernement aux facteurs écossais à Bruges. Ainsi les Écossais firent leurs adieux aux Français avec des imprécations contre leur délicatesse affectée et leur épicurisme, contre leur morgue et leur insolence, tandis que les Français invectivaient avec autant de justice contre la barbarie des Écossais, et la misérable pauvreté de leurs pays.

La France devait pourtant, sous ce règne, faire partir une expédition plus importante,

est destinée à se terminer d'une manière beaucoup plus désastreuse que celle d'Écosse. Les croisades avaient cessé depuis longtemps d'être l'occupation à la mode des monarques chrétiens ; mais il n'était pas possible qu'ils vissent avec indifférence les progrès que les Turcs victorieux faisaient tous les jours, tant dans l'empire grec que dans le royaume de Hongrie. Sigismond craignait tellement les dangers que lui faisaient courir ces infidèles sous les ordres du célèbre Bajazet, qui avait déjà assiégé Constantinople pendant huit ans, et qui menaçait alors les frontières de la Hongrie, qu'il s'efforça, par les plus humbles sollicitations auprès de la cour de France, d'obtenir l'aide d'un corps de volontaires, qui gagneraient le paradis, en combattant contre les infidèles ; « employant, dit la chronique, bien des paroles de grande affection, telles que les rois et autres personnages semblables s'en adressent les uns aux autres dans les cas de nécessité. » Sigismond écrivit de pareilles lettres à d'autres cours chrétiennes d'Europe.

Jean, comte de Nevers, fils du duc de Bourgogne, régent de France, désirait en-

treprendre cette expédition, quoi qu'il ne fût pas encore chevalier, et Gui de la Tremouille montra le désir de l'accompagner. Le régent y consentit à contre-cœur. La nouvelle généralement répandue que le jeune comte de Nevers avait dessein de se mettre à la tête d'une armée de volontaires, pour aider à chasser Bajazet du royaume de Hongrie, fit une forte impression sur tous les véritables fils de la chevalerie, qui se flattèrent de l'espoir de remporter une victoire assez complète pour être en état de conquérir la Turquie, de recouvrer la Syrie et toute la Terre Sainte, et de surpasser tout ce que de grands princes avaient tenté de faire dans leurs croisades.

L'armée de ce qu'on pouvait appeler les Croisés, qui s'assembla en cette occasion, en 1395, montait à plus de cent mille hommes, et elle offrait un aspect si brillant quand elle arriva en Hongrie, que Sigismond s'écria avec fierté : « Pourquoi craindrions-nous les Turcs? Quand le ciel tomberait, nous sommes en assez grand nombre pour le soutenir avec nos lances. »

L'impatience des auxiliaires de marcher en avant porta le roi de Hongrie à lever ce

qu'il put rassembler de troupes, et à s'avancer avec ses alliés, pour qu'ils eussent plus tôt l'occasion de se battre. Ils traversèrent le Danube, et firent le siége d'une ville nommée Nicopolis, dans laquelle il y avait une garnison turque. Pendant ce temps, Bajazet avait levé une armée très-nombreuse, avec laquelle il s'approcha du camp des assiégeans, ne montrant qu'une petite partie de ses forces au centre, et en cachant une très-considérable à chacune de ses ailes. Un détachement qui avait fait une reconnaissance, rapporta au camp des Chrétiens la nouvelle que les Turcs avançaient, mais sans pouvoir rendre un compte exact de leur nombre et de la disposition de leurs forces. Les Chrétiens prirent les armes sur-le-champ, mais le vin qu'ils avaient bu les avait considérablement échauffés. Les Français réclamèrent l'honneur de commencer l'attaque; et ils se rangèrent en face du centre de l'armée de Bajazet, qui était entièrement découvert.

Le maréchal du roi de Hongrie conseilla aux étrangers de faire halte et de conserver leur position sans avancer, jusqu'à ce que des officiers que Sigismond venait d'en-

voyer faire une reconnaissance eussent rapporté des nouvelles plus exactes que celles qu'on avait reçues, sur les forces des ennemis. Mais à peine cet officier hongrois était-il parti, que Philippe d'Artois, connétable de France, par humeur ou par insolence, ordonna à sa bannière d'avancer, au mépris des ordres ou plutôt des avis qu'il venait de recevoir. Le seigneur de Coucy, chevalier d'une grande renommée, trouva cette conduite présomptueuse, et regardant l'amiral de France, Jean de Vienne, le même guerrier qui avait commandé les forces auxiliaires françaises envoyées en Écosse, il lui demanda ce qu'il fallait faire. « Monsieur, répondit le vétéran, quand la raison ne peut se faire entendre, l'orgueil doit régner. Puisque le connétable veut avancer, il faut que nous le suivions pour le soutenir. » Ils se précipitèrent donc sur ce qui paraissait le corps principal de l'armée turque, qui recula devant eux, suivant les ordres du sultan. Mais pendant que les Français avançaient ainsi sur le centre, deux fortes ailes, sur chaque flanc de l'armée turque, qui avaient été cachées jusqu'alors, se placèrent en arrière des hommes d'armes, et

coupèrent toute communication entre la chevalerie française et le corps principal des Hongrois. Cette manœuvre fut exécutée avec la rapidité caractéristique qui fit surnommer Bajazet, il Derim, ou l'Éclair. L'armée de Sigismond, montant à cinquante ou soixante mille hommes, pouvait encore, par une charge déterminée, secourir ses alliés, et peut-être gagner la bataille; mais les Hongrois perdirent courage en voyant un grand nombre de chevaux français revenir sans leurs cavaliers. Ils en conclurent que l'avant-garde était défaite; cette crainte mit le désordre dans leurs rangs; et ils se retirèrent, ou plutôt prirent la fuite en grande confusion. Les Turcs, dont l'armée était principalement composée de cavalerie, en firent un grand carnage pendant la poursuite. Le roi de Hongrie lui-même, avec le grand-maître des chevaliers hospitaliers, put à peine s'échapper. Le massacre des Hongrois et de leurs auxiliaires fut considérable, et la plupart des chevaliers français qui évitèrent la mort sur le champ de bataille, restèrent prisonniers des infidèles.

Fier de cette victoire, Bajazet s'établit dans une tente de Sigismond, et par un de

ces caprices ordinaires aux barbares, il montra d'abord le désir de traiter avec courtoisie les nobles prisonniers qu'on amena en sa présence. Il se fit naturellement honneur de la victoire signalée qu'il venait de remporter, et se vanta, dit-on, de descendre d'Alexandre de Macédoine; sur les pas duquel il affectait de marcher. Mais quand il se fut reposé et qu'il alla voir le champ de bataille, il vit qu'il avait perdu un beaucoup plus grand nombre de ses plus braves Turcs, qu'il ne se l'était imaginé, et son naturel féroce commença à se montrer. Il se fit désigner un petit nombre de chevaliers du plus haut rang, qui paraissaient devoir payer une forte rançon, et les ayant mis à part, dans le dessein d'épargner leur vie, il se fit amener les autres, en chemise, avant de les faire mettre à mort.

Il avait fait un grand nombre de captifs, des meilleures familles et de la plus haute réputation, français et autres. Le nombre en était de plus de trois cents. Les Turcs les entouraient, le cimeterre à la main. Bajazet parut, et tous implorèrent sa pitié, car ils étaient à sa merci. Ils les regarda quelques instans, comme une bête féroce con-

sidère la proie dont elle est sûre, et se détournant ensuite, il fit un signe à ses soldats, qui, obéissant à son ordre, taillèrent en pièces sans miséricorde les prisonniers désarmés.

Le sultan ne manquait pourtant pas d'une sorte de courtoisie grossière, qui contrastait singulièrement avec sa cruauté. Il se fit amener le comte de Nevers, auquel il montrait quelque déférence, attendu son rang élevé, et lui demanda lequel des trois chevaliers il voulait envoyer à Paris pour y porter la nouvelle de sa captivité. Le choix du comte tomba sur un chevalier que Froissart nomme Jacques de Helley, qui avait déjà été prisonnier des Sarrasins, et qui connaissant leur langage et leurs mœurs, avait été pour cette raison très-utile à ses compatriotes. Les deux autres chevaliers furent mis à mort sur-le-champ, et Jacques de Helley fut envoyé en France, après avoir solennellement promis qu'il reviendrait à la cour de Bajazet, après s'être acquitté de sa mission.

L'arrivée à Paris de ce messager, chargé de si fatales nouvelles, mit en deuil presque tout le royaume. On s'écria générale-

ment que la France n'avait jamais subi une défaite si désastreuse depuis la bataille fabuleuse de Roncevaux, où les romans disaient que les douze pairs de Charlemagne avaient péri. Au milieu des pleurs qu'on versait, et du chagrin qui éclatait de toutes parts, le duc de Bourgogne, régent du royaume, fut le seul qui, dans cette détresse générale, trouva quelque consolation. On dit qu'il parvint à extorquer du peuple français pour la rançon de son fils, le comte de Nevers, une somme beaucoup plus considérable que celle qui était nécessaire, et qui fut payée à Bajazet.

Ainsi se termina le quatorzième siècle pour le royaume de France. Il ne laissa ce pays ni guéri de ses maux, ni s'acheminant vers une prompte guérison. Il fut pourtant heureux pour ce royaume que les dissentions entre les maisons d'York et de Lancastre, qui commencèrent alors par la rébellion de Bolingbroke, parussent devoir occuper assez la nation anglaise, pour prévenir le renouvellement d'une guerre qui avait été long-temps le fléau des deux nations.

CHAPITRE X.

FACTIONS D'ORLÉANS ET DE BOURGOGNE. — MENACE DE RUPTURE AVEC L'ANGLETERRE. — LE DUC D'ORLÉANS NOMMÉ RÉGENT, ET PRIVÉ ENSUITE DE CETTE PLACE. — MORT DE PHILIPPE, DUC DE BOURGOGNE. — JEAN SANS-PEUR LUI SUCCÈDE, ET LES DISSENSIONS ENTRE LES DEUX MAISONS CONTINUENT. — RÉCONCILIATION DES DEUX DUCS. — LEUR HAINE ÉCLATE DE NOUVEAU. — MEURTRE DU DUC D'ORLÉANS. — LE DUC DE BOURGOGNE, AUTEUR DE CE CRIME, EN OBTIENT LE PARDON; MAIS ÉTANT ALLÉ RÉPRIMER UNE INSURRECTION A LIÉGE, IL EST DÉCLARÉ COUPABLE DE HAUTE TRAHISON. — LE DUC DE BOURGOGNE MARCHE SUR PARIS. — SES PARTISANS SONT NOMMÉS CABOCHINS, ET CEUX DE LA MAISON D'ORLÉANS ARMAGNACS. — LES ARMAGNACS REÇOIVENT DU SECOURS DE L'ANGLETERRE. — LE ROI CHARLES, PENDANT UN INTERVALLE DE SA MALADIE, MONTRE LA PLUS GRANDE INDIGNATION DE CETTE LIGUE AVEC L'ANGLETERRE, ET MARCHE EN PERSONNE CONTRE LES ARMAGNACS. — LA NOBLESSE FRANÇAISE S'ASSEMBLE A PARIS, ET FORCE LES ARMAGNACS ET LES CABOCHINS A SE RÉCONCILIER. — UNE INSURRECTION AYANT ÉCLATÉ A PARIS, LE DAUPHIN APPELLE A SON SECOURS LE PARTI D'ORLÉANS, ET LE RÉORGANISE. — LE DUC DE BOURGOGNE SE RETIRE DE PARIS, MAIS LE DAUPHIN LE RAPPELLE PAR SUITE D'UNE QUERELLE ENTRE LUI ET SA MÈRE, LA REINE ISABELLE. — A L'APPROCHE DU DUC DE BOURGOGNE, LE DAUPHIN INVITE DE NOUVEAU LES ARMAGNACS A SE JOINDRE A LUI. — CHARLES VI LUI-MÊME, A PEU PRÈS RÉTABLI, MARCHE CONTRE LE DUC DE BOURGOGNE, ET LE FORCE A SIGNER UN TRAITÉ DE PAIX. — SITUATION DE L'ANGLETERRE. — CONCLUSION.

Notre dernier chapitre a laissé la France dans une situation extraordinaire et désastreuse. La maladie du malheureux roi Char-

les VI était tellement incurable, que la faible lueur de raison qui brillait de temps en temps en lui, et qui lui permettait d'exprimer quelque opinion sur les affaires politiques, était comme la pâle lumière d'un rayon de soleil pendant une tempête; et ceux de ses parens qui avaient alors accès près de sa personne, ne manquaient jamais de faire prendre à ses idées le tour le plus favorable à leurs propres projets. Ainsi sans avoir, à proprement parler, aucune volonté à lui, ce prince infortuné pouvait avoir l'air d'en exprimer une; et on le déterminait même quelquefois à le faire en public, ce qui ne pouvait servir qu'à dégrader son gouvernement, la situation de son esprit étant si généralement connue.

A moins qu'il ne fût dans un de ces intervalles lucides, Charles était soigneusement dérobé à la vue de ses sujets. On voyait sa tente et sa bannière dans les marches et dans les siéges, mais les rideaux de son pavillon n'étaient jamais levés, et la personne de l'infortuné monarque qui en occupait l'intérieur, n'était jamais visible pour ses soldats.

Pendant la maladie du roi, les deux factions d'Orléans et de Bourgogne, quoique

leurs chefs fussent unis par des nœuds de parenté aussi proches que ceux d'oncle et de neveu, se disputaient avec l'acharnement le plus prononcé le pouvoir de gouverner le royaume. La reine Isabelle, épouse de Charles VI, femme ambitieuse et violente, passait pour soutenir la cause du parti d'Orléans avec une chaleur qui nuisait à sa réputation, le duc étant connu pour un jeune libertin. Le duc d'Orléans, et son épouse Valentine, qui avait elle-même le plus grand crédit sur l'esprit du roi, étaient donc ligués avec la reine Isabelle pour priver le régent, duc de Bourgogne, du pouvoir qu'il possédait dans l'administration. Nous verrons ensuite cette intrigue prendre une forme différente.

Chacune de ces factions prit sans scrupule les moyens les plus violents pour perdre l'autre dans l'opinion publique; l'une et l'autre avaient recours à l'aide des médecins, dans l'espoir de trouver quelque moyen de guérison ou d'adoucissement à la maladie du roi; et comme on permettait aux empiriques, si même on ne le leur enjoignait pas, de faire de nouvelles expériences sur le roi malade, et qu'ils le lais-

saient ordinairement dans une situation encore pire que celle où ils l'avaient trouvé, on accusait toujours de leur manque de succès celui des deux partis qui les avait employés. Le duc d'Orléans fit brûler comme sorcier un homme savant nommé Jean de Bar, qui avait entrepris la cure du roi, par ordre du duc de Bourgogne. Le régent, par représailles, ordonna une poursuite judiciaire contre deux cordeliers que la faction d'Orléans avait employés près du roi, comme médecins, et dont les moyens de guérison avaient été des scarifications profondes et dangereuses à la tête du monarque. Le duc de Bourgogne les fit pendre l'un et l'autre.

Cependant, tandis que le gouvernement du pays était une proie disputée par deux factions ennemies, la paix intérieure du royaume était menacée. Le mariage convenu entre Richard II et la jeune princesse de France, Isabelle, quoique absurde vu la disproportion d'age des deux parties, offrait le grand avantage de procurer une paix longue et solide entre deux nations dont les plus grands maux, pendant deux siècles, avaient été causés par des hostilités conti-

nuelles, qui n'avaient été d'aucun avantage à l'une ni à l'autre, et qui avaient couté à toutes deux tant de sang et d'argent. Mais le détrônement et la mort de Richard II en 1399 furent un coup inattendu qui fit disparaître cette heureuse perspective, et le malheureux Charles, qui par hasard était en ce moment dans un de ses intervalles lucides, fut tellement affecté de cette fatale nouvelle, qu'il retomba dans un de ses plus forts accès de démence.

La princesse française, qui devait épouser Richard dès qu'elle aurait atteint un âge convenable, était encore à la cour d'Angleterre; et quoique son futur époux eût été détrôné, et, comme on le croit assassiné, Henri IV l'aurait volontiers conservée à sa cour, afin de lui donner pour époux son fils, qui fut depuis Henri V. Ce mariage, qui, suivant toutes les probabilités, aurait assuré une paix stable entre les deux pays, aurait été fort avantageux à l'un et à l'autre. Mais les Français étaient irrités de la mort de Richard qu'ils regardaient comme leur allié; et les seigneurs de Gascogne, qui avaient jusqu'alors soutenu la cause de l'Angleterre, respectaient dans cet infor-

tuné monarque le fils de leur grand prince Édouard, et leur concitoyen, puisque Richard était né à Bordeaux. Les Français connaissant leurs dispositions, avaient donc un penchant général pour une guerre dont l'objet serait de recouvrer Bordeaux et toutes les autres possessions de l'Angleterre en France, et ils la préféraient à une alliance avec cette puissance sous sa nouvelle dynastie. Mais la maladie du roi, et les querelles des factions d'Orléans et de Bourgogne, faisaient que les Français n'étaient pas plus en état d'entreprendre une guerre, qu'ils n'étaient disposés à rester en paix. Aussi un renfort que l'Angleterre envoya à Bordeaux sous les ordres du comte de Worcester, lui assura-t-il sans peine la possession de cettte ville.

En 1400, le duc de Bourgogne s'étant absenté momentanément de la cour, le parti qui lui était opposé, trouva le moyen d'obtenir du roi, pendant un de ces momens lucides, une ordonnance qui nommait son frère, le duc d'Orléans, lieutenant et régent du royaume, pendant ces intervalles où il plairait à Dieu de le mettre hors d'état de gouverner lui-même son royaume.

Cette ordonnance fut obtenue en partie par l'influence de la reine, qui haïssait alors le Duc, ou plutôt la duchesse de Bourgogne, et elle fut d'autant mieux accueillie par le peuple, que, d'après les lois de France, le duc d'Orléans avait un droit légitime à la régence, et qu'on ne pouvait plus, comme autrefois, lui objecter sa jeunesse.

Mais le nouveau régent usa très-maladroitement de son pouvoir. Dans la querelle qui subsistait toujours entre les deux papes, le duc d'Orléans épousa la cause de Benoît, qui n'était point populaire en France; il imposa en outre des taxes tant sur le clergé que sur les laïques, ce qui, joint à une disette accidentelle, fut regardée comme une oppression insupportable. Il s'ensuivit bientôt une crise, dans laquelle le duc d'Orléans fut privé de la régence par une assemblée des plus grands personnages de France. Les ducs prirent alors les armes, et une guerre civile semblait inévitable, quand, par suite de l'intervention des ducs de Berri et de Bourbon et d'autres princes du sang, il fut déclaré que, pour mettre fin à ces dissentions de famille, les ducs d'Orléans et de Bourgogne seraient tous deux

exclus du gouvernement du royaume, dont l'administration fut confiée au conseil d'état, présidé par la reine. Cette mesure suspendit en apparence la querelle entre les deux princes rivaux, et pendant un certain temps, ni l'un ni l'autre n'essaya de s'emparer de la régence, quoique chacun d'eux exerçât une influence indirecte sur les divers membres du conseil.

Philippe, duc de Bourgogne, fut ensuite appelé par le roi son neveu à jouer un rôle plus actif dans le gouvernement; mais il mourut tout à coup pendant qu'il était en voyage. Il laissa des dettes si considérables, que sa veuve renonça à la communauté de biens qui avait existé entre eux; en preuve de quoi elle déposa sur le cercueil du prince défunt son trousseau de clefs, la ceinture à laquelle il était attaché; — étrange cérémonie aux funérailles d'un prince qui avait eu à sa disposition tous les revenus de la France, et qui n'avait pas été regardé comme très-scrupuleux pour les employer à son profit.

Jean, qui succéda à Philippe, comme duc de Bourgogne, fut surnommé Sans-Peur. Il posséda tout le pouvoir de son père, quoi-

qu'il eût deux frères qui héritèrent des domaines considérables, Antoine, duc de Brabant, et Philippe, comte de Nevers, que nous avons vu se distinguer si malheureusement à la bataille de Nicopolis; mais Jean, leur frère aîné, avait, par-dessus tout, l'ambition de son père, et il reprit la querèlle du duc Philippe contre le duc d'Orléans au point où son père l'avait laissée.

La discorde qui avait existé entre l'oncle et le neveu, conserva ainsi toute sa force entre les deux cousins. Leurs intrigues troublèrent toute la France; et le duc de Bourgogne eut, comme son père, l'adresse de s'assurer un très-fort parti dans Paris, sa maison et sa faction se présentant aux citoyens comme disposés à conserver les priviléges de cette ville et ceux de l'université, et comme contraire à l'établissement de taxes excessives. Dans le cours des dissentions qui suivirent, le dauphin, jeune homme de peu de talens et sans principes arrêtés, voulut s'enfuir avec sa mère dans la ville de Melun, mais il fut poursuivi par le parti des Bouguignons, et ramené de force dans la capitale. Le sang paraissait si près de couler, que chacun des deux princes

choisit une devise. Le duc d'Orléans, pour indiquer son droit à la régence, prit pour symbole une main serrant un bâton plein de nœuds, avec ces mots : « je l'envie; » faisant allusion aux sentimens qu'il attribuait à la faction rivale. Le duc de Bourgogne, de son côté, prit pour le sien un rabot de menuisier, avec les mots flamands, « *je houd*, c'est-à-dire, je tiens, » — sous entendu, le moyen de raboter le bâton noueux.

1405. Des amis et des parens, la plupart du sang royal, intervinrent plus d'une fois entre les deux princes ennemis, et les amenèrent enfin à une réconciliation solennelle. Ils licencièrent leurs troupes de part et d'autre, eurent une entrevue à l'hôtel de Saint-Paul, s'embrassèrent, et reçurent le Saint-Sacrement en même temps. Ils servirent alors quelque temps la cause publique, l'un contre les Anglais en Guyenne, l'autre contre Calais; mais leur campagne fut de courte durée et sans utilité, et elle se termina par une trève d'un an.

Il paraît que la haine que se portaient les deux Ducs devint d'autant plus amère, que leur réconciliation récente les obligeait à

à certaines formes de dissimulation. Le duc de Bourgogne du moins projetait secrètement de terminer toutes leurs querelles en faisant périr son rival.

Le 23 novembre, pendant que le duc d'Orléans était dans les appartemens de la reine, où il avait coutume de passer la soirée, on vint l'avertir de se rendre sur le champ près du roi. Tandis qu'il obéissait à cet ordre, et qu'il traversait les rues, monté sur un mulet, n'étant accompagné que de deux gentils hommes et de quelques valets de pied, il tomba tout à coup dans une embuscade qui lui avait été préparée. Le chef de ces assassins était un nommé d'Octonville, qui se figurait avoir reçu une injure personnelle du duc d'Orléans. Cet homme lui porta un coup de hache d'armes, qui, au lieu de lui tomber sur la tête, lui coupa la main droite. « Je suis le duc d'Orléans, s'écria le prince. C'est lui que nous cherchons, répondirent les meurtriers, avec une joie farouche. Frappant de nouveau le Duc, ils le renversèrent de cheval, et se réunissant pour l'attaquer avec fureur, ils ne laissèrent pas un de ses membres sans blessure. Il avaient pris toutes les précau-

tions pour s'assurer les moyens de commettre le meurtre, et de s'échapper ensuite. Les rues étaient couvertes de chausses-trapes pour blesser les chevaux de ceux qui pourraient essayer de les poursuivre. Ils mirent le feu à une maison et crièrent « au feu! » pour distraire l'attention du peuple, tandis que la suite du duc d'Orléans poussait de grands cris. « Au meurtre! au meurtre! »

Le lendemain matin, on trouva le corps du Duc tellement meurtri et démembré, que son sang et sa cervelle couvraient toute la rue, et ses serviteurs pleurans eurent peine à réunir tous ses membres. Telle était la haine invétérée des deux factions, que les Bourguignons se disaient les uns aux autres en ricanant. « Voyez si le rabot n'a pas bien applani les nœuds du bâton!!!! »

Le duc de Bourgogne joua d'abord la surprise. Mais quand on menaça d'arrêter quelques uns de ses partisans, il laissa percer des symptômes si évidens de sa culpabilité, que les princes du sang lui conseillèrent de quitter Paris et de se retirer dans ses domaines, ce qu'il fit avec beaucoup de précipitation. Mais lorsqu'il fut en lieu de sûreté, il reprit courage, et voyant que son parti

était disposé à le soutenir sans beaucoup s'inquiéter s'il était innocent ou coupable, il leva une armée dans ses états de Bourgogne et de Flandre, et s'avança vers Paris, ayant avec lui, comme apologiste, ou plutôt comme panégyriste, un docteur en théologie, nommé Jean Petit, qui, en face du dauphin et des princes du sang, accusa le feu duc d'Orléans de trahison, et justifia sans pudeur le meurtre infâme commis par ordre du duc de Bourgogne. Assuré de sa supériorité, ce prince demanda et obtint du dauphin, qui commençait alors à jouer un rôle dans le gouvernement, un pardon de la mort du malheureux d'Orléans, aussi complet qu'il était possible de l'exprimer par des paroles. Il fit priver de sa place l'amiral de France, dont la principale faute était d'avoir offert deux cents chevaliers pour poursuivre les assassins du duc d'Orléans.

Ses demandes ne se seraient pas bornées à cette disgrâce, s'il n'eût appris que les Liégeois avaient pris les armes contre son beau frère, leur évêque. Il n'eut pas plutôt quitté Paris avec ses forces, pour réprimer cette insurrection en Flandre, que la fac-

tion d'Orléans, prit les armes dans la capitale, déterminée à tirer vengeance de ce meurtre abominable.

Le nombre des ennemis du duc de Bourgogne s'accrut encore par l'arrivée de Valentine, veuve du défunt en grand deuil, suivie de toute sa maison, qui portait comme elle le costume de la douleur, et qui semblait invoquer contre le meurtrier, la vengeance que réclamaient la veuve et l'orphelin. Le destin ne permit pas à la duchesse d'Orléans de poursuivre son projet, car elle mourut bientôt après son époux; mais sa mort fut attribuée à la douleur que lui avait causée cet assassinat, et provoqua de nouvelles malédictions contre les auteurs de ce crime.

Les ennemis du duc de Bourgogne ayant ainsi obtenu tout-à-coup l'ascendant, on institua contre lui une poursuite judiciaire devant le parlement de Paris, et elle fut menée vigoureusement. Le pardon qu'il avait obtenu du Dauphin, fut annullé, et il fut déclaré coupable du crime de haute trahison.

On était encore plongé dans la surprise occasionnée par ce changement de fortune,

quand on reçut la nouvelle que le duc de Bourgogne ayant reprimé l'insurrection des habitans de Liége après en avoir fait un grand carnage, s'approchait alors de Paris, à la tête de son armée, ne respirant que vengeance contre tous ses ennemis. Cette menace était d'autant plus formidable, qu'on savait que la majeure partie de la populace de Paris était déclarée en sa faveur, au point que le crime horrible qu'il avait commis, n'avait fait aucune impression qui lui fût défavorable sur des hommes d'un caractère violent, qui étaient habitués à faire peu de cas de la vie ou de la mort d'un individu, fût-il prince du sang, et à ne pas examiner de bien près de quelle manière son tombeau avait été creusé, pourvu qu'il y fût tombé par suite d'une querelle héréditaire.

La ville de Paris et le reste de la France étaient divisés alors en deux factions exaspérées, qui se distinguaient par une marque extérieure, et par un nom de parti. La seule circonstance qui prouvât qu'il leur restait encore un sentiment de pudeur, fut qu'ils ne prirent pas les noms de Bourguignons et d'Orléanais. Les premiers por-

taient des ceintures rouges, avec la croix de Saint-André, et ils furent nommés Cabochins, du nom de Caboche, boucher, partisan distingué de la faction de Bourgogne. Les seconds portaient des ceintures blanches avec la ceinture de Saint-George et ils s'appelèrent Armagnacs, du nom du duc d'Armagnac, beau père du nouveau duc d'Orléans, et que son ardeur et son activité faisait regarder comme le bouclier de ce parti. Le crédit de son gendre le fit nommer connétable de France, et il passait pour son principal partisan. Les Parisiens prirent les armes, comme Cabochins, et un corps composé de bouchers fut celui qui montra le plus de zèle pour le duc de Bourgogne.

Le parti d'Orléans marcha sur la capitale, et menaça Paris d'un siége. Mais le duc de Bourgogne se jeta dans cette ville avec un corps de troupes d'élite, dont une partie étaient des Anglais : car, par suite de sa haine contre les Armagnacs, le Duc avait conclu une ligue avec cette nation. Ces auxiliaires étaient commandés par le comte d'Arundel. Ils observèrent une telle discipline, qu'ils rendirent de grands services à la cause des Bourguignons.

La faction d'Orléans qui vit l'avantage que cette addition de forces procurait à ses ennemis, et qui s'en trouvait victime, ne se fit pas scrupule de les imiter, et elle entra en négociation avec Henri IV, roi d'Angleterre. Les offres des Armagnacs étaient trop avantageuses pour être refusées par ce monarque, qui respirait enfin après les troubles et les insurrections qui avaient agité successivement l'Angleterre depuis le commencement de son règne, — troubles fomentés par les Gallois, par les Percys et autres individus qui contestaient ses droits au trône, ou qui étaient mécontens de son gouvernement. En ce moment de tranquillité, il était naturel qu'il tournât les yeux sur la France, alors déchirée par une guerre civile, sanglante et implacable, et qu'il s'engageât à soutenir le parti qui lui offrirait les conditions les plus favorables. Peut-être aussi le roi d'Angleterre désirait-il, au fond de son cœur, aider les deux partis l'un après l'autre, afin d'empêcher la fin d'une guerre civile, qui présentait à l'Angleterre la perspective de recouvrer ses anciennes possessions en France.

Quelles que fussent ses intentions, il est

certain qu'Henri IV écouta favorablement les propositions de la faction des Armagnacs, qui lui offrit d'abandonner à l'Angleterre toutes les provinces de la Gascogne et d'autres avantages. Tenté par de telles offres, il s'engagea, le 18 mai 1412, à envoyer au secours des Armagnacs, mille hommes d'armes, et trois mille archers. Pour se montrer plus sérieusement disposé à les soutenir, il devait nommer son plus jeune fils, Thomas de Clarence, général de cette armée auxiliaire.

Au milieu de ces préparatifs, qui ajoutaient les horreurs d'une invasion étrangère, à celle de la guerre civile, Charles VI s'éveilla d'un long accès de stupeur, et sentit, comme cela lui arrivait par intervalles tous les maux du pays dont il portait la couronne, du moins de nom.

Isabelle de Bavière, épouse du malheureux roi, était parvenue à prendre une grande part dans le gouvernement du royaume, au nom de son mari en démence, et de son jeune fils, dont la situation, comme héritier présomptif du trône lui aurait donné un grand pouvoir, s'il avait su en faire usage. Un fait très-honorable pour les Français, c'est que leur fidélité envers leur

roi resta inébranlable même dans ces circonstances si déplorables. Les ordres du roi, quand il était dans une situation d'esprit qui lui permettait d'en donner, étaient écoutés avec respect par les chefs des deux partis. Mais, suivant que le caprice de la reine la portait à favoriser l'une ou l'autre des deux factions ennemies, on entendait Charles VI tantôt menacer de sa vengeance ceux qui avaient causé la mort du duc d'Orléans, son frère unique, tantôt prendre la défense du duc de Bourgogne, son meurtrier.

C'était ainsi que le pauvre roi était un instrument passif entre les mains de la faction qui avait l'ascendant pour le moment, sans qu'il montrât de mécontentement de la manière dont il était traité lui-même. Nous avons pourtant une anecdote qui tend du moins à prouver qu'il était laissé dans une étrange pénurie par ceux qui étaient chargés du soin de sa personne, quoique ce fussent alors son épouse et son fils aîné.

On assure qu'on pourvoyait si mal aux besoins de la famille du malheureux roi, que la gouvernante de ses enfans vint un jour se plaindre à lui de n'avoir ni argent,

ni aucuns moyens, pour leur acheter des vivres et autres objets de première nécessité. « Hélas! dit Charles, que puis-je faire pour vous? je ne suis pas moi-même plus à mon aise! il lui donna la coupe d'or dans laquelle il venait de boire, afin qu'elle s'en servît pour pourvoir aux besoins les plus urgens.

Il paraît que ce malheureux prince, pendant les rares intervalles de sa triste maladie, apercevait avec un certain dégré de précision, l'état dans lequel se trouvait son royaume à un moment donné, et qu'il pouvait alors s'en former une opinion raisonnable, quoiqu'il fût hors d'état de trouver un point de comparaison dans ce qui était arrivé avant le moment présent. Son esprit était comme un miroir, qui réfléchit avec exactitude les objets qui lui sont présentés pour l'instant, mais qui ne retient aucune impression de ceux qui ont déjà passé devant sa surface. Son jugement, incapable d'apprécier les affaires d'après leur rapport avec les événemens passés, ou avec les hommes qui y avaient joué un rôle, se décidait donc entièrement d'après le jour sous lequel les circonstances présentes lui

étaient représentées par ceux qui avaient intérêt à le tromper.

En sortant de sa maladie en 1412, Charles ne fut pas peu indigné d'apprendre que la faction des Armagnacs avait fait un traité dont le principal article était l'introduction d'une armée anglaise en France. Mais tandis qu'une mesure si anti-patriotique, si dangereuse pour son royaume, le transportait d'une indignation très-naturelle, il ne voyait pas que le duc de Bourgogne et son parti s'étaient rendus coupables précisément de la même faute, quand ils avaient accepté le secours du corps auxiliaire commandé par le comte d'Arundel qui avait formé la partie la plus efficace de leur garnison pour la défense de Paris.

Très-courroucé contre les ducs de Berri et de Bourbon, et autres seigneurs faisant partie de la faction des Armagnacs, Charles marcha donc en personne contre eux, et assiégea la ville de Bourges, qui était une de leurs places fortes. Ils témoignèrent le plus profond respect pour la personne du roi, mais prétendirent que ce n'était point par un acte libre de sa volonté qu'il avait

entrepris cette expédition, protestant en même temps qu'à moins que Charles ne vînt accompagné de Jean duc de Bourgogne, ou plutôt qu'il ne fût amené par ce meurtrier privilégié, les portes de Bourges s'ouvriraient à la première sommation faite au nom du roi.

Tout en alléguant ces raisons spécieuses, les assiégés firent une sortie désespérée, dans la vue de faire prisonnier le roi Charles, et Louis, son fils aîné. Ils furent trompés dans cet espoir, et ils se trouvèrent serrés de si près à leur tour, qu'ils furent obligés de se soumettre aux conditions que le roi leur imposa, et qui furent que les deux partis Armagnacs et Bourguignons, seraient obligés de renoncer à toute ligue avec l'Angleterre.

Pendant ce temps, les Anglais, sous les ordres du duc de Clarence, arrivèrent conformément à leur traité avec les Armagnacs; et, comme les démonologistes le disent des mauvais esprits, il fut plus aisé de les faire entrer en France que de les en faire sortir. Cependant, le parti d'Orléans, en payant comptant une forte somme d'argent, et en en promettant une encore plus considé-

rable, pour laquelle il donna des ôtages, persuada au prince anglais de se retirer, non sans qu'il eût commis bien des ravages dans le pays.

Les seigneurs français se réunirent alors à Paris, sans distinction de parti, les noms mêmes des deux factions ayant été déclarés illégaux, tant les chefs semblaient empressés d'étouffer jusqu'au souvenir de leurs dissentions, quoiqu'ils travaillassent secrètement à en attiser le feu.

Une guerre avec l'Angleterre commença alors à paraître vraisemblable, et une assemblée des états généraux fut convoquée pour trouver les moyens de faire face aux besoins du pays : mais elle fut dissoute sans qu'elle eût proposé aucune mesure qui pût amener la parfaite guérison des plaies du royaume, et le préserver des dangers qui le menaçaient.

Louis, dauphin, et héritier présomptif de la couronne, commençait alors à prendre un parti, à agir indépendamment de sa mère, et il regarda naturellement le duc de Bourgogne, comme celui qui avait compromis d'une manière si funeste la paix intérieure de la France. Il prit des rensei-

gnemens secrets sur la conduite de ce prince, et il apprit, ou peut-être prétendit avoir appris que le Duc avait formé le projet de détruire les branches qui restaient de la maison d'Orléans; Le délateur était un nommé Pierre des Essarts, créature du duc de Bourgogne, que ce seigneur avait élevé au grade important et lucratif de ministre des finances. Le Dauphin l'ayant menacé de faire examiner ses comptes, des Essarts changea de parti, dans l'espoir d'éviter un examen qu'il craignait de subir. Le Dauphin lui donna ordre de s'assurer de la bastille, qu'on regardait alors comme étant en quelque sorte la citadelle de Paris.

Mais le duc de Bourgogne, plus habitué que son jeune parent à ourdir des complots, déjoua si efficacement les projets du dauphin, que des Essarts était à peine en possession de la bastille, quand un tumulte général éclata dans Paris. La populace, sous les ordres de Caboche, le boucher, prit les armes. Des Essarts, obligé de rendre la Bastille, fut arrêté et mis à mort. Caboche et ses gens tuèrent aussi quelques seigneurs attachés à la personne du dauphin, et forcèrent le roi lui-même de se rendre au par-

lement avec les duc de Berri et de Bourbon, portant des chaperons blancs, emblême du parti bourguignon, ou du moins des insurgés parisiens, et d'y faire enregistrer tels édits qu'il plut à la canaille de demander. Les mêmes insurgés ayant entendu le son des violons dans les appartemens privés du dauphin, en forcèrent l'entrée, s'y comportèrent avec la dernière insolence, et mirent ceux qui s'y trouvaient, en danger imminent de leur vie.

Ne pouvant souffrir la tyrannie de la populace, qui est la plus difficile à endurer, le dauphin prit encore une fois des mesures pour rappeler et réunir les membres épars de la faction d'Orléans. A la voix de l'héritier présomptif du trône, qui parla au nom de son père, les Armagnacs entrèrent dans Paris, et, par un de ces changemens si fréquens à cette époque, le duc de Bourgogne, trouvant qu'il ne pouvait assurer la supériorité à son parti dans la capitale, se retira suivant sa coutume, dans ses domaines de Flandre.

La reine, le dauphin, et les autres seigneurs qui avaient ainsi obtenu le pouvoir, ne purent, quoique leur intérêt le leur re-

commandât, rester d'accord ensemble. Isabelle de Bavière eut l'art de persuader à la plupart d'entre eux de se joindre à elle pour renverser l'autorité du dauphin, autorité trop absolue et trop arbitraire, pour qu'on pût la laisser entre les mains d'un prince qu'elle représenta comme un jeune étourdi, capable de se laisser entraîner par de mauvais conseils. Elle poussa même les choses au point d'entrer de vive force dans l'appartement du dauphin, et y fit arrêter quatre individus attachés à son service, qu'elle prétendit être des agens du duc de Bourgogne. Le jeune prince fut si cruellement offensé de cette insulte personnelle, qu'il écrivit au duc de Bourgogne qu'il était prisonnier dans sa propre capitale, et l'invita à venir le délivrer, à la tête de ses troupes.

Une invitation moins pressante aurait suffi pour amener le Duc à Paris. Il se mit en marche sur le champ avec des forces considérables, composées de ses propres vassaux.

Cependant le roi, sur ces entrefaites, eut momentanément un de ses intervalles lucides, et prit, pour un temps assez court, les

rênes du gouvernement. Il publia un édit où il accusait le duc de Bourgogne du meurtre du duc d'Orléans, et il fit publier une réfutation de l'abominable apologie faite par le docteur Jean Petit, de cet infâme assassinat.

De son côté, le dauphin Louis, dont le caractère semble avoir été léger et inconstant, changea encore de parti, et invita les princes de la faction d'Orléans à venir dans la capitale, avec un corps de cavalerie si formidable, — il montait, dit-on, à huit mille hommes, — qu'il se trouva en état de désarmer tous les citoyens, à l'exception des classes supérieures. On retira aussi aux Parisiens les chaînes et les barricades dont ils étaient habitués à se servir pour gêner le passage dans les rues, et on leur ôta ainsi les moyens de troubler de nouveau la tranquillité publique.

Le duc de Bourgogne n'en avança pas moins vers Paris; mais découragé par les édits rendus contre lui par le roi, par la défection du dauphin, et par le désarmement des Parisiens, ses plus fermes partisans, il se retira, comme naguères, après une tentative inutile sur la capitale.

Mais le roi, entouré de tous les princes du sang, à l'exception de ceux de la maison de Bourgogne, entra en Artois, province appartenant au Duc, dans l'intention de s'emparer de tous ses domaines. Charles fit demander aux villes de Flandres si elles avaient dessein de soutenir le Duc contre leur seigneur suzerain, et il en reçut la réponse satisfaisante que le Duc était à la vérité leur prince immédiat; mais qu'elles n'avaient pas dessein de lui prêter leur aide contre le roi, ni de fermer leurs portes à leur souverain. Le duc de Bourgogne prit l'alarme, en se voyant ainsi abandonné par ses propres sujets de Flandre et de Bourgogne; il commença à négocier pour obtenir la paix, avec plus de sincérité qu'auparavant. Elle fut conclue; mais le parti d'Orléans refusa de la signer. Charles et son fils insistèrent sur cette signature. « Si vous voulez que la paix soit durable, dit le dauphin, il faut que vous la signiez. » Cette pacification, précédée de l'humiliation du duc de Bourgogne put être regardée comme la plus solide qui eût encore lieu entre les Armagnacs et les Cabochiens; et elle semblait promettre de pouvoir durer.

Mais la volonté du ciel n'était pas de prolonger la paix, ou du moins la trève avec l'Angleterre, dont la France avait joui pendant ses divisions intestines, et qui avait empêché les Anglais d'en profiter. Pendant les premières années de son règne, Henri IV, n'avait pas eu de popularité en Angleterre, ses droits au trône avaient été contestés, et les troubles de son royaume l'avaient empêché de tirer parti de la désunion des Français. Mais à l'époque de cette pacification entre Charles VI et ses sujets, Henri IV venait de mourir, et il avait pour successeur son fils, le célèbre Henri V, jeune héros, chéri par sa nation, et qui ne respirait qu'invasion et conquêtes contre ces voisins, dont les blessures, causées par leurs divisions, n'étaient pas encore entièrement cicatrisées.

Et comme le résultat de la lutte qui en résulta fut remarquable, je terminerai ici, quant à présent, cette partie de mon travail; disposé à le continuer, s'il est jugé aussi utile que celui que j'ai fait sur l'histoire d'Écosse.

FIN DU TOME TROISIÈME ET DE LA PREMIÈRE SÉRIE DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

TABLE GÉNÉRALE

DES CHAPITRES

RENFERMÉS DANS LA PREMIÈRE SÉRIE DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

TOME PREMIER.

TOME DEUXIÈME.

TOME TROISIÈME.

FIN DE LA TABLE DE LA PREMIÈRE SÉRIE
DE L'HISTOIRE DE FRANCE.